

Université de Montréal

VALIDER LA FORMATION UNIVERSITAIRE AUTODIDACTE ?

La reconnaissance des acquis formels et informels dans les universités québécoises

par

Francis Beauchamp-Goyette

Département d'administration et fondements de l'éducation
Faculté des sciences de l'éducation

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures et postdoctorales
en vue de l'obtention du grade de Maître ès arts (M.A.)
option administration de l'éducation

Avril 2017

© Francis Beauchamp-Goyette, 2017

RÉSUMÉ

Considérant la variété des possibilités qui sont aujourd'hui offertes pour apprendre par soi-même dans un contexte d'abondance des ressources éducatives accessibles dans les bibliothèques publiques et sur internet, ce mémoire a voulu explorer la possibilité de faire valider une formation universitaire autodidacte dans le contexte universitaire québécois. Le dispositif de reconnaissance des acquis et des compétences (RAC) permet de valider de tels parcours extrascolaires et la relative indigence des données de la recherche sur le dispositif de RAC dans les universités québécoises a motivé l'objet de cette recherche en vue de dresser l'inventaire des pratiques déclarées de ces universités en matière de RAC et plus spécifiquement en regard de la reconnaissance d'acquis expérimentiels et extrascolaires. Pour ce faire, une enquête documentaire a été conduite sur les sites internet des 18 établissements universitaires du Québec ainsi que dans leur cadre réglementaire (règlements des études et politiques institutionnelles) afin d'obtenir un portrait d'ensemble de la RAC dans les universités québécoises. Les résultats obtenus suite à cette recherche permettent de réitérer le constat mainte fois répété par la littérature sur la RAC dans les universités québécoises, soit celui que la pratique de la RAC souffre encore d'une absence de cohérence entre les établissements universitaires et à l'intérieur d'eux-mêmes. Quant à la possibilité de faire valider une formation universitaire autodidacte, cette recherche a permis d'identifier quatre universités québécoises (Laval, Sherbrooke, UQAC, UQTR) qui affirment offrir l'opportunité de reconnaître des apprentissages acquis en autodidacte. Aucun diplôme cependant ne peut être octroyé sur la seule base de la reconnaissance des acquis.

Mots-clés : reconnaissance des acquis, autodidaxie, université, apprentissage non formel, Québec.

SUMMARY

Given the variety of opportunities for self-learning in the context of an abundance of educational resources available in public libraries and on the Internet, this thesis sought to explore the possibility of validating self-directed learning in Quebec's university context. The system of prior learning assessment and recognition (PLAR) makes it possible to validate such out-of-university pathways, and the relative lack of research data on the PLAR mechanism in Quebec's universities motivated the object of this research with a view to an inventory of the practices declared by these universities in terms of PLAR and more specifically with regard to the recognition of experiential and out-of-university learning. To do so, a documentary survey was conducted on the websites of the 18 Quebec's universities and in their regulatory framework (regulations for studies and institutional policies) in order to obtain an overall picture of the PLAR in Quebec universities. The results obtained from this research make it possible to reiterate the observation repeated many times by the literature on PLAR in Quebec universities, namely that the practice of PLAR still suffers from a lack of coherence between academic institutions and, within themselves. As for the possibility of validating a self-taught university education, this research has identified four Quebec universities (Laval, Sherbrooke, UQAC, UQTR) which claim to offer the opportunity to recognize learning acquired through self-learning. However, no diploma can be awarded on the basis of the recognition of prior learning.

Keywords : prior learning assessment and recognition, self-directed learning, university, non formal learning, Quebec.

Table des matières

RÉSUMÉ	i
SUMMARY	ii
Table des matières	iii
Liste des tableaux	v
Liste des figures	vi
Liste des acronymes.....	vii
Remerciements.....	x
Introduction	1
Chapitre 1	
PROBLÉMATIQUE	4
1.1 CONTEXTE.....	4
1.2 PROBLÉMATIQUE	9
1.3 OBJECTIFS ET PERTINENCE DE LA RECHERCHE	11
Chapitre 2	
CADRE CONCEPTUEL ET REVUE DE LA DOCUMENTATION	13
2.1 CADRE CONCEPTUEL	13
2.1.1 La reconnaissance des acquis.....	13
2.1.2 Formel, non formel, informel.....	16
2.2 REVUE DE LA DOCUMENTATION	19
2.2.1 AGEFEP (2012).....	24
2.2.2 ACDEAULF (2006).....	26
2.2.3 Ouellette (2005)	29
2.2.4 FEP (2004)	30
Chapitre 3	
MÉTHODOLOGIE	34
3.1 TYPE DE RECHERCHE	34
3.2 INSTRUMENTS ET PROCÉDURE DE CUEILLETTE DES DONNÉES.....	35
3.3 STRATÉGIE D'ANALYSE DES DONNÉES	36
Chapitre 4	
LA RECONNAISSANCE DES ACQUIS DANS LES UNIVERSITÉS QUÉBÉCOISES	39
4.1 RECENSION DES SITES WEB ET DES POLITIQUES.....	39

4.1.1	Université McGill.....	40
4.1.2	Université Bishop's	43
4.1.3	Université Concordia	45
4.1.4	Université Laval	47
4.1.5	Université de Montréal.....	50
4.1.6	École Polytechnique	53
4.1.7	École des Hautes études commerciales (HEC)	55
4.1.8	Université de Sherbrooke	58
4.1.9	UQAM.....	61
4.1.10	UQTR.....	63
4.1.11	UQAC.....	65
4.1.12	UQAR.....	68
4.1.13	UQAT.....	70
4.1.14	UQO	72
4.1.15	TELUQ.....	74
4.1.16	École nationale d'administration publique (ENAP)	77
4.1.17	Institut national de recherche scientifique (INRS)	79
4.1.18	École de technologie supérieure (ÉTS)	80
4.1.19	Université du Québec.....	82
Chapitre 5		
ANALYSES ET DISCUSSION.....		86
5.1	SYNTHÈSE ET ANALYSE DES RÉSULTATS	86
5.1.1	Fréquence relative des critères d'analyse de reconnaissance d'acquis.....	86
5.1.2	Les formes de reconnaissance d'acquis	88
5.1.3	Classification des universités selon leur potentiel de RAC	90
5.2	LA RECONNAISSANCE DES ACQUIS INFORMELS.....	93
5.2.1	Reconnaitances différenciées des acquis informels.....	93
5.2.2	Entretiens avec les personnes-ressources sur les acquis informels	97
5.2.2.1	Université Laval.....	97
5.2.2.2	Université de Sherbrooke.....	98
5.2.2.3	UQTR	99
5.2.2.4	Siège social UQ.....	100
5.2.3	Les limites de la reconnaissance des acquis informels.....	101
5.3	DISCUSSION.....	104
5.4	LIMITES DE LA RECHERCHE	110
Conclusion		115
Bibliographie.....		119
Annexe 1 : Table analytique des dispositions réglementaires des universités québécoises en matière de RAC		129
Annexe 2 : Table analytique des types d'apprentissages informels reconnus par les universités québécoises pratiquant la RAC informels.....		140
Annexe 3 : Définitions des formes de RAC repérées dans les dispositions réglementaires des universités.....		144
Annexe 4 : Tableaux synthèses (Annexe C et Annexe D) répertoriés dans le rapport de la FEP (2004) sur les pratiques de RAC dans les universités québécoises		149

Liste des tableaux

Tableau 1. Échantillon de la revue de la documentation sur la RAC dans les universités québécoises.....	21
Tableau 2. Grille d'analyse des pratiques de RAC	37
Tableau 3. Synthèse des résultats sur les pratiques de RAC dans les universités québécoises	85
Tableau 4. Fréquence relative des critères d'analyse.....	87
Tableau 5. Fréquence relative des formes de RAC	88
Tableau 6. Classification des universités selon leur potentiel de RAC	92
Tableau 7. Les types d'apprentissages informels reconnus	94
Tableau 8. Comparaison de la RAC universitaires québécois entre 2003 et 2017	95

Liste des figures

Figure 1. La reconnaissance des acquis formels et informels	15
Figure 2. Le continuum d'apprentissage formel et informel	19

Liste des acronymes

ACDEAULF	Association canadienne d'éducation des adultes des universités de langue française
AGEEFEP	Association générale des étudiants et des étudiantes de la Faculté de l'éducation permanente de l'Université de Montréal
BCAPG	Bureau canadien d'agrément des programmes de génie
BCI	Bureau de coopération interuniversitaire
CDÉACF	Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine
CICDI	Centre d'information canadien sur les diplômes internationaux
CIQ	Conseil interprofessionnel du Québec
CIRRAC	Cartel Intersyndical sur le Régime de Retraite et les Assurances Collectives du réseau UQ
CLES	Comité de liaison de l'enseignement supérieur
CREPUQ	Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec
CSE	Conseil supérieur de l'éducation
DER	Direction des études et de la recherche
DESS	Diplômes d'études supérieures spécialisées
DGPC	Direction générale des programmes de premier cycle (Université Laval)
EEETP	Effectif étudiant en équivalence au temps plein
ENAP	École nationale d'administration publique
ESG	École des sciences de la gestion (UQAM)
ETS	École de technologie supérieure
FAEUQEP	Fédération des associations étudiantes universitaires québécoises en éducation permanente
FEP	Faculté d'éducation permanente de l'Université de Montréal
FESP	Faculté des études supérieures et postdoctorales
FIRAC	Fonds pour l'implantation de la reconnaissance des acquis au collégial
FODAR	Fonds de développement académique du réseau

GRAC	Groupe de réflexion et d'action sur la reconnaissance des acquis et des compétences
GTI-RAC	Groupe de travail interuniversitaire sur le financement et la pérennité de la RAC
HEC	École des hautes études commerciales de Montréal
INRS	Institut national de la recherche scientifique
MELS	Ministère de l'Éducation, des Loisirs et des Sports
MESRST	Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie
MIT	Massachusetts Institute of Technology
MOOC	Massive Open Online Courses
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OCW	OpenCourseWare
OER	Open educational resources
PLAR	Prior learning Assessment Recognition
RLRQ	Recueil des lois et des règlements du Québec
RA	Reconnaissance des acquis
RAC	Reconnaissance des acquis et des compétences
RAEC	Reconnaissance des acquis extrascolaires et des compétences
RAS	Reconnaissance des acquis scolaires
REL	Ressources éducatives libres
SAFIRE	Service d'appui à la formation interdisciplinaire et à la réussite étudiante
TELUQ	Télé-université
UdeM	Université de Montréal
UdeS	Université de Sherbrooke
UQ	Université du Québec
UQAC	Université du Québec à Chicoutimi
UQAM	Université du Québec à Montréal
UQAR	Université du Québec à Rimouski
UQAT	Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue

UQO	Université du Québec en Outaouais
UQTR	Université du Québec à Trois-Rivières

Remerciements

La réalisation de ce mémoire a bénéficié du concours d'un certain nombre de personnes sans l'aide desquelles il m'aurait été difficile voire impossible d'en atteindre le terme.

Tout d'abord, il m'importe de souligner l'appui indéfectible du principal instigateur de cette réussite, et je pense ici bien entendu à celui qui a agi comme mon directeur de recherche, Marc-André Deniger. Il a accepté avec grâce de superviser mes travaux, et sans son ouverture d'esprit, je ne sais ce qu'il serait advenu de mes ambitions de chercheur. La libéralité qui a été sienne en m'accordant toute latitude dans l'exécution de ma recherche, et cette liberté conséquente qui fut mienne de m'approprier les questions de mon choix, ont représenté une immense source de confort intellectuel. Sans son aide, qui sait si ma maîtrise n'aurait jamais été complétée. Mais voilà, elle l'est aujourd'hui, et je lui en suis infiniment reconnaissant.

Outre la présence d'un bon capitaine, encore faut-il pour espérer arriver à bon port pouvoir compter sur le secours de précieux subsides. L'acquisition de ceux-ci m'ont été rendu possible grâce au soutien logistique autant que moral de l'équipe du vice-doyen aux études supérieures et à la recherche de la Faculté des sciences de l'éducation de l'Université de Montréal qui ont favorisé la réussite de mon parcours de maîtrise à l'aide de nombreuses bourses d'études. J'aimerais particulièrement saluer ici la principale responsable des dossiers de bourses, Claudine Jomphe, dont la générosité et le dévouement sont sans égal.

La longue traversée que représentent les études aux cycles supérieurs ne peut non plus s'accomplir sans le support intellectuel et affectif de ceux qui gravitent de près ou de loin de cette épreuve académique. Je remercie ainsi tous ceux et celles qui auront eu la patience et la sagesse de soulager les tourments périodiques que m'aura occasionnés ce trajet de longue haleine. De nombreuses personnes sont venues m'épauler au cours de ce pèlerinage dans les chemins de la connaissance, mais

certaines figures se démarquent du lot, soit celle du professeur Alexandre Beupré-Lavallée dont le commerce intellectuel sur la chose universitaire a été plus que profitable ; puis celles de deux amies, pour leur présence, leur écoute et leur bienveillance, soit Adriana, dont les fréquents échanges sur l'éducation et ses précieux conseils m'ont plus d'une fois sauvé de situations périlleuses, et Marie, dont l'incalculable conversation d'un soir d'avril m'aura permis d'ajuster *in extremis* le tir de ma recherche. Enfin, il serait ingrat de ne pas mentionner l'appui de ma très chère mère, dont les commentaires, relectures et petits plats m'ont bien servi.

À toutes ces personnes, et pour toutes celles que je n'aurai pu nommer, voyez-moi infiniment et sincèrement reconnaissant, pour ce que ce mémoire n'aurait pu être le même sans vos contributions, aussi infimes paraissent-elles ou insoupçonnées soient-elles. Je vous dois, à tous et à toutes, beaucoup. Merci.

Remplacer l'examen par la moquerie, c'est commode, mais peu scientifique. Quant à nous, nous estimons que le devoir étroit de la science est de sonder tous les phénomènes ; la science est ignorante et n'a pas le droit de rire; un savant qui rit du possible est bien près d'être un idiot. L'inattendu doit toujours être attendu par la science. Elle a pour fonction de l'arrêter au passage et de le fouiller, rejetant le chimérique, constatant le réel. La science n'a sur les faits qu'un droit de visa. Elle doit vérifier et distinguer. Toute la connaissance humaine n'est que triage. Le faux compliquant le vrai n'excuse point le rejet en bloc. Depuis quand l'ivraie est-elle prétexte à refuser le froment? Sarclez la mauvaise herbe, l'erreur, mais moissonnez le fait et liez-le aux autres. La science est la gerbe des faits.

Mission de la science : tout étudier et tout sonder. Tous, qui que nous soyons, nous sommes les créanciers de l'examen ; nous sommes ses débiteurs aussi. On nous le doit et nous le devons. Eluder un phénomène, lui refuser le paiement d'attention auquel il a droit, reconduire, le mettre à la porte, lui tourner le dos en riant, c'est faire banqueroute à la vérité, c'est laisser protester la signature de la science.

Victor Hugo, *William Shakespeare*, 1864

Introduction

Considérant l'abondance des ressources documentaires aujourd'hui disponibles dans les bibliothèques publiques et la croissance fulgurante du nombre de ressources éducatives accessibles en ligne, les opportunités pour apprendre par soi-même — en autodidacte — sont aujourd'hui plus grandes que jamais. Un problème de taille se pose cependant vis-à-vis la question de la reconnaissance et de l'accréditation accordée à de telles formations alternatives accomplies de manière autodidacte. En vérité, le dispositif de reconnaissance des acquis et des compétences (RAC) demeure la seule alternative qui s'offre actuellement dans le milieu universitaire pour valider de tels parcours extrascolaires, dispositif toutefois limité dans l'étendue de sa reconnaissance (plafonnement du nombre de crédits admissibles) et appliqué différemment selon la culture organisationnelle en place dans chaque université.

Étant donné la relative indigence des données de la recherche sur le dispositif de RAC dans les universités au Québec, ce mémoire a voulu explorer la possibilité de faire valider une formation universitaire autodidacte dans le contexte universitaire québécois. Pour ce faire, une enquête documentaire a été conduite sur les sites internet de chaque université ainsi que leurs règlements des études et, le cas échéant, dans les politiques institutionnelles de RAC afin d'obtenir un portrait d'ensemble des pratiques de RAC dans les universités québécoises.

La structure de ce mémoire est divisée en cinq chapitres. Un premier chapitre (*Problématique*) contextualise la réflexion qui est à l'origine de cette recherche sur la possibilité d'apprendre par soi-même en une époque d'accessibilité presque illimitée aux sources de savoirs. Deux objectifs de recherche sont présentés, soit celui plus général de rendre compte de l'état des pratiques déclarées de RAC dans les universités québécoises, puis celui plus spécifique de faire état des pratiques de RAC informels afin de vérifier s'il est possible au Québec de faire reconnaître des apprentissages de niveau universitaire acquis en autodidacte. Les pertinences scientifique et sociale sont enfin présentées afin de montrer les principales contributions de ce mémoire à l'avancement des connaissances.

Un second chapitre (*Cadre conceptuel et revue de la documentation*) expose l'arrière-plan théorique sur lequel se fonde cette recherche. Une première partie s'attarde aux deux principaux champs conceptuels qui structurent cette recherche, soit le concept de « reconnaissance des acquis » et le triptyque conceptuel « formel, non formel et informel ». Une deuxième partie présente les principales contributions de la recherche sur les pratiques de RAC dans le milieu universitaire québécois.

Un troisième chapitre (*Méthodologie*) définit les choix méthodologiques qui ont servi à répondre aux objectifs de cette recherche. On y présente le type de recherche réalisé et les règles qui en ont encadré le déroulement, les instruments et la procédure qui ont servi à la cueillette des données, enfin, la stratégie d'analyse des données retenue pour mener à bien les fins poursuivies par cette recherche.

Un quatrième chapitre (*La reconnaissance des acquis dans les universités québécoises*) présente les données recueillies sur les pratiques déclarées des universités québécoises en matière de RAC. Pour ce faire, on recense les informations relatives à la RAC disponibles sur les sites web institutionnels et les instruments réglementaires (règlements des études et politique institutionnelle de RAC) des établissements universitaires. Un tableau synthèse clôturé le chapitre et rassemble les données recueillies au cours de cette collecte de données.

Enfin, un cinquième chapitre (*Analyse et discussion*) procède à l'analyse et à la discussion des résultats présentés ci-avant. Une première synthèse des résultats dresse le panorama des pratiques déclarées de reconnaissance d'acquis et propose une classification des universités selon leur potentiel d'ouverture vis-à-vis la RAC. Une analyse de la reconnaissance des acquis informels dans les universités québécoises vient compléter le second volet de l'analyse des résultats. Une discussion de ces analyses a ensuite été conduite et se conclut par l'identification des principales limites de la recherche, présentant autant de pistes ouvertes pour les recherches futures. Une conclusion rappelle finalement les grandes lignes de ce mémoire, les principaux constats à tirer et la réponse à la question posée par cette recherche sur la possibilité

de faire valider une formation universitaire autodidacte dans les universités québécoises.

Chapitre 1

PROBLÉMATIQUE

So far as the mere imparting of information is concerned, no university has had any justification for existence since the popularization of printing in the fifteenth century.

Alfred N. WHITEHEAD, *The Aims of Education*, 1929

For many years universities organized along traditional lines have almost totally dominated higher education. Until recently the universities' power could be justified because no other means of purveying higher education was technically feasible. Improvements in communications technology, however, have made possible the development of degree-granting programs, often called « open universities, » that are no longer tied to the inflexible curriculum or expensive facilities and programs of conventional universities. It is the thesis of this Article that the current structure of the university system has retarded this development and that an antitrust attack on the monopolistic practices of private universities is feasible and should be successful* [*One compelling reason that innovation is needed is that the costs of a traditional university education are rapidly escalating.]

William K.S. WANG, « The Unbundling of Higher Education », 1975

À l'heure d'Internet, de Google et du web 2.0, la question de la médiation et des médiateurs se pose de façon aiguë. Elle s'adresse aux bibliothécaires, comme aux libraires, aux critiques littéraires, aux enseignants, bref, à tous ceux qui sont susceptibles de porter une parole, de transmettre un savoir, d'exercer une médiation entre des individus et des documents, des informations, des données, des connaissances. Internet, avec son immense réservoir de données, sa rapidité d'accès, son ubiquité, son accessibilité a accéléré les modifications et les interrogations sur la question de la médiation.

Anne-Marie BERTRAND, « Ce que le numérique fait à l'histoire des bibliothèques : réflexions exploratoires », 2014

1.1 CONTEXTE

Dans son *Plan déductif d'un établissement d'enseignement supérieur à fonder à Berlin* (1807), Fichte nous instruit des conditions de l'enseignement universitaire de l'Europe médiévale, époque à laquelle la propagation orale était « le moyen le plus communément employé pour la construction, le maintien et l'enrichissement de l'édifice du savoir » et où « les universités devinrent le substitut des livres inexistants ou rares. » Mais comme le suggère le philosophe Alfred N. Whitehead (1929) dans l'extrait présenté en exergue de ce chapitre, le rôle de « gardienne des savoirs » traditionnellement dévolu aux universités devenait peut-être moins justifiable dans

une civilisation de l'imprimé qu'il pouvait l'être à sa naissance dans le creuset d'une civilisation médiévale fort dépourvue en objets et lieux de savoirs. C'est à cette même remise en question du bien-fondé de l'université de brique et de mortier qu'aboutissait le juriste William K. S. Wang (1975) à une époque qui voyait l'explosion des télécommunications et la naissance des télé-universités, moyens ouvrant la porte à d'autres modes de formation universitaire que celui monopolisé traditionnellement par les établissements d'enseignement supérieur. Pareillement, et plus près de nous, immergée dans la civilisation du numérique, la bibliothécaire Anne-Marie Bertrand (2014) énonce à son tour cette même et lancinante problématique de la pertinence du rôle des médiateurs de savoirs à l'ère de leur reproductibilité technique.

Car maintenant que les savoirs sont rendus accessibles à travers les réseaux des bibliothèques publiques du monde entier et que les ressources documentaires foisonnent sur internet, quelle nécessité y a-t-il à fréquenter les établissements d'enseignement supérieur pour acquérir une formation de niveau universitaire ? Pourquoi ne serait-il pas possible d'apprendre de façon libre et ouverte sans que l'on doive passer par l'intermédiaire d'un établissement d'enseignement ? Après tout, l'université n'est-elle pas seulement un lieu de savoir parmi quantité d'autres lieux de savoirs, et le monopole qu'elle exerce sur l'enseignement supérieur ne peut-il pas légitimement être remis en question ? Bien entendu, toute formation universitaire n'est pas (encore) ou serait difficilement reproductible, on pense notamment à ces formations professionnalisantes qui exigent l'acquisition de savoir-faire complexes dans des conditions d'apprentissage authentiques (stage en milieu de pratique, observation sur le terrain, expérience en laboratoire, etc.). Mais quantité de programmes universitaires ne requièrent pas de tels apprentissages pratiques et la formation qui y est offerte est médiatisée par la voie de transmission classique de l'enseignement supérieur : le cours magistral.

En concentrant la réflexion autour de ce dernier type de formation universitaire où le savoir s'acquiert principalement via l'enseignement et la lecture, il est permis d'envisager que quiconque en a la motivation peut aujourd'hui obtenir une telle

formation de manière autodidacte¹. Sans aller jusqu'à prétendre que toute formation universitaire pourrait virtuellement se priver *en totalité* de l'intermédiaire des passeurs de savoirs incarnés par les professeurs, on est tout de même en mesure d'envisager des voies alternatives de formation académique à celles monopolisées pour l'instant par les établissements d'enseignement supérieur. C'est à de telles alternatives d'apprentissage qu'ouvre l'« écosystème » des communs de la connaissance (Le Crosnier *et al.*, 2011; Le Crosnier, 2015; Kerres et Heinen, 2015), incarné en grande partie par le réseau internet, sans négliger toutefois les ressources précieuses, parfois rares et uniques, possédées par les bibliothèques publiques, ou encore celles que l'on peut retrouver dans d'autres lieux de savoirs comme les musées.

Parmi cet écosystème des communs de la connaissance, les ressources éducatives libres (REL), diffusées et partagées gratuitement sur le web par des universités venues des quatre coins du globe, illustrent à merveille tout le potentiel didactique libéré par la révolution épistémique caractéristique de l'ère numérique (Bertrand, 2014; Durance, Boullier et Kaplan, 2014). Cette ouverture engagée par les

¹ Formé des racines grecques *autos* (soi-même, lui-même) et *didaskein* (enseigner, instruire), le terme *autodidaxie* serait apparu en 1534 dans la langue anglaise (*autodidactic*) et en 1580 dans la langue française (le mot didactique apparaît dans l'usage en 1554) (Pineau, 1996). Or, depuis quelques décennies, nous assistons à une explosion de concepts qui, telles des constellations, gravitent autour d'un même noyau de discours rattachés à l'univers des apprentissages autonomes. Ainsi, par exemple, on préfère aujourd'hui le concept d'*autoformation* à celui d'*autodidaxie*, auquel on pourrait cependant facilement accoler plusieurs autres concepts comparables que des savants tatillons aiment à distinguer entre eux (auto-apprentissage, auto-éducation, auto-instruction, apprentissage autodirigé, apprentissage autonome, etc.) (Carré, 1993). Certains vont même jusqu'à parler d'une « galaxie de l'autoformation » constellée de différents systèmes d'apprentissage qu'il n'est pas toujours aisé en vérité de bien différencier : l'autoformation intégrale (autodidaxie), l'autoformation sociale (vie citoyenne et militante), l'autoformation existentielle (croissance personnelle), l'autoformation éducative (formation à distance) et l'autoformation cognitive (apprendre à apprendre) (Champy et Etévé, 1994). De son côté, le Grand dictionnaire terminologique (GDT) de l'Office québécois de la langue française illustre bien l'imbricatio sémantique qui entoure cette idée d'apprendre par soi-même. Voici une énumération de la variété des concepts qui gravitent au sein de la « galaxie de l'autoformation » tels qu'ils ont pu être repérés dans le GDT (avec leurs équivalents anglophones) : « autodidacte » (*self-educated man, self-educated, self-taught*), « autodidactique » (*self-study, self-teaching*), « autodidaxie » (*self-culture*), « autodidactisme » (*n.a.*), « autoformation » (*self-training*), « auto-éducation » (*n.a.*), « apprentissage autodirigé » (*self-directed learning*), « apprentissage autogéré » (*self-managed learning*), « auto-apprentissage » (*non-formal learning*). Parmi cette abondante terminologie, on a préféré l'usage du concept d'autodidacte. Ce mémoire s'en tiendra à la définition « classique » inspirée de l'étymologie et qui entend l'autodidaxie comme l'art d'apprendre par soi-même, l'autodidacte étant celui qui s'ent instruit par lui-même.

établissements d'enseignement supérieur pour donner au public librement accès à leur matériel didactique participe d'un mouvement global d'*open education* auquel continue de s'associer de par le monde un nombre croissant d'universités (Bossu, Bull et Brown, 2012; Perris, 2012; Porter, 2013; Torres, 2013; Bossu et Fountain, 2015; McGreal, Anderson et Conrad, 2015; Souto-Otero et Shields, 2015; Punie, 2016). Vaste mouvement à la vérité, que certains n'hésitent pas à faire remonter aussi loin que l'avènement des premières universités médiévales (Peter et Deimann, 2013 ; Peter, 2013 ; Baker III, 2014; Deimann et Peters, 2016), mais qui, règle générale, est plutôt associé par son esprit de partage et de transparence au mouvement *open source* apparu dans le milieu du logiciel informatique dans la décennie 1980 (Peters, 2009; Tkacz, 2012; Weller, 2014). Cependant, ce n'est vraiment qu'à partir de l'initiative prise en 2001 par le Massachusetts Institute of Technology (MIT) de téléverser en ligne la totalité de ses cours offerts sur le campus, projet mieux connu sous l'appellation MIT OpenCourseWare (OCW), que le mouvement d'*open education* va connaître ses premières véritables lettres de noblesse (Baker III, 2016). C'est d'ailleurs dans la foulée de ce projet sans précédent que l'UNESCO organisa l'année suivante, en partenariat avec la William and Flora Hewlett Foundation, le « Forum sur l'impact des didacticiels libres pour l'enseignement supérieur dans les pays en voie de développement » (*Forum on the Impact of Open Courseware for Higher Education in Developing Countries*), événement qui aura vu la première formulation du concept des REL, équivalent francophone des *open educational resources* (OER) (UNESCO, 2002).

Conception des plus compréhensives, les REL englobent tous les « [m]atériaux d'enseignement, d'apprentissage ou de recherche existant dans le domaine public ou publiés sous une licence ouverte permettant l'accès, l'utilisation, l'adaptation et la redistribution gratuits, sans restrictions ou avec des restrictions limitées » (UNESCO, 2002). Domaine public, licence ouverte, libre accès, voilà toutes caractéristiques essentielles qui définissent la myriade des ressources didactiques disponibles de nos jours à travers l'environnement numérique, mais pas seulement, car « [l]e terme « REL » n'est pas synonyme d'apprentissage en ligne, électronique ou mobile. De

nombreuses REL, tout en pouvant être partagées en format numérique, sont également imprimables. » (UNESCO, 2015). Il faut prendre garde de trop vouloir réduire les innovations d'apprentissage de notre époque à la seule dimension numérique, les REL pouvant comprendre aussi bien « des cours/programmes complets, cours de formation, modules, guides de l'étudiant, notes pédagogiques, manuels, articles de recherche, vidéos, outils et instruments d'évaluation, matériels interactifs tels que simulations, jeux de rôle, bases de données, logiciels, applications (notamment applications mobiles) et tout autre matériel utile à des fins éducatives. » (UNESCO, 2015)

Mais avoir la possibilité de faire par soi-même, en autodidacte, sa propre formation universitaire ne suffit pas à en motiver l'action. Encore faut-il que s'y ajoutent d'autres incitatifs, plus puissants, qui puissent nous faire déroger à cette habitude ancienne, et bien acquise depuis la petite école, qui porte à croire que pour apprendre, il suffit de s'inscrire à un cours, d'y assister et de répondre aux devoirs et exigences d'un maître. À ce titre, l'incitatif peut-être le plus puissant qui pourrait conduire à terme un nombre croissant d'étudiants à privilégier une voie de formation universitaire alternative à celle offerte actuellement par les établissements d'enseignement supérieur en est un ordre d'économique. On pense bien sûr ici aux droits de scolarité sans cesse plus onéreux qui limitent l'accès à l'enseignement supérieur et qui encouragent l'adoption de comportements « économiquement rationnels » qui font éviter à plusieurs l'engagement vers des filières d'études critiques ou créatives parce que non rentables d'un point de vue des concours de bourses et de l'employabilité (Koromyslova et Depelteau, 2015). Qui plus est, les débouchés sur le marché du travail sont d'autant plus importants que les étudiants sont endettés au sortir de leur parcours académique.

C'est d'ailleurs cet argument économique qui anime de nos jours plusieurs penseurs dans le milieu de l'éducation post-secondaire et les amène à réfléchir à des voies parallèles d'apprentissage au système universitaire (Taylor, 2007 ; Mestre, 2009 ; Mackintosh, 2017). La littérature anglo-saxonne, et peut-être plus spécifiquement américaine, où le taux d'endettement étudiant a dépassé le millier de milliards de

dollars (Kamenetz, 2006), est particulièrement prolixe à ce sujet. Il suffit de penser à des ouvrages comme *DIY U: Edupunks, Edupreneurs, and the Coming Transformation of Higher Education* (Kamenetz, 2010), ou encore *Hacking your Education : Ditch the Lectures, Save Ten of Thousands, and Learn More Than Your Peers Ever Will* (Stephens, 2013), ou à des entreprises comme *HackCollege. Work Smarter, Not Harder* dont l'énoncé de mission affiche clairement ses couleurs de dissidence institutionnelle :

Lectures are boring and inefficient. Long hours spent studying handwritten notes is very 1994. Anyone graduating today needs to know not how to operate a computer, but when. The fault is both with the students and the teachers. HackCollege is changing education. HackCollege is educating the students of the world about effective, open source software, putting techno-political arguments in everyday language, and creating a cult of "Students 2.0." If we can change the way 1 percent of college students and faculty in the world view education and technology, we've done our job. (HackCollege, 2017)

De manière générale, tout le mouvement d'*open education* et des REL auquel il a été référé plus haut est porté par cet espoir de rendre l'enseignement supérieur plus accessible, voire dans certains cas gratuits, comme avec le MIT OCW ou aujourd'hui les *Massive open online courses* (MOOC), sans que ceux-ci mènent toutefois à des accréditations officielles (sauf exception). Le projet de l'*Open educational resources universitas* (OERu) est également un autre exemple issu de ce mouvement qui promet dans son cas d'offrir des voies alternatives de formation universitaire accréditées et financièrement accessibles : « a very low-cost route to college credit » (Taylor, 2007 ; McGreal *et al.*, 2014). Le mouvement d'*open education*, avec toutes ses ramifications, demeure à ce jour le plus puissant vecteur par lequel se propage l'idée d'abaisser et de contourner les barrières d'accès à l'enseignement supérieur.

1.2 PROBLÉMATIQUE

Un problème de taille cependant confronte automatiquement toute personne qui souhaiterait accomplir sa formation universitaire par elle-même, freinant aussitôt les velléités des plus ardents partisans de l'autodidaxie. Ce problème est celui de la

reconnaissance et de l'accréditation qui pourraient être accordées à de telles formations alternatives.

En vérité, le dispositif de reconnaissance des acquis et des compétences (RAC) demeure la seule solution qui s'offre actuellement dans le milieu universitaire pour valider de tels parcours extrascolaires. Ce dispositif demeure toutefois limité dans l'étendue de sa reconnaissance (plafonnement du nombre de crédits admissibles) en plus d'être appliqué différemment selon la culture organisationnelle en place dans chaque université. Or, dans une économie qui fait du diplôme universitaire la principale monnaie d'échange de l'employabilité — celui-ci pouvant être entendu comme une technique de signalisation de la valeur en capital humain (Hoffman, 2013) —, les voies de formations universitaires autodidactes apparaissent certainement téméraires et sans avenues, sinon que pour certains champs où la reconnaissance par les pairs jouent un rôle davantage important (on pense ici surtout aux différents secteurs de l'« économie créative » : arts plastiques, musique, théâtre, design, voire même la programmation, etc.).

Considérant l'obstacle que représente le manque de reconnaissance des études autodidactes en une époque où les savoirs sont rendus disponibles comme jamais auparavant, la Déclaration de Paris adoptée au Congrès mondial sur les REL a recommandé aux États d'« encourager la mise en place de mécanismes d'évaluation et de certification des acquis d'apprentissage obtenus à travers les REL. » (UNESCO, 2012). Il n'est pas dit encore l'impact qu'aura cette déclaration sur les pratiques de RAC dans les universités, mais un nombre croissant de travaux universitaires pointent néanmoins dans cette direction et alimentent la réflexion sur la reconnaissance et l'accréditation des apprentissages extra-académiques.

En effet, de nombreux articles et rapports de recherche expriment un intérêt grandissant pour la question de la reconnaissance créditée des parcours non-traditionnels de formation de niveau universitaire. Tels parlent de manière générale de l'importance de reconnaître l'apprentissage non formel et informel en soi (Werquin, 2010a, 2010b; Yang 2015), alors que d'autres abordent plus directement le

problème de la reconnaissance des acquis d'apprentissage non formels et informels dans le cadre précis de l'enseignement supérieur (Kamenetz, 2011; Lafont et Pariat, 2012; European Commission, 2013; Souto-Otero, 2013). Certains évoquent les défis de la formalisation de l'accréditation des apprentissages informels dans un environnement d'apprentissage désagrégé (*disaggregated learning environment*) que représente, comme on l'a montré plus haut, l'actuel écosystème des communs de la connaissance (McGreal *et al.*, 2014; Ewan, 2016). Sans étonnement bien sûr, la majorité de ceux qui ont écrit sur les questions de reconnaissance et d'accréditation des apprentissages acquis sans l'intermédiaire de l'enseignement universitaire inscrivent presque toujours leur réflexion au sein du mouvement d'*open education* (Remmele, 2008, 2011; Camilleri et Tannhäuser, 2013; Conrad, 2013a; Montes, Gea et Haywood, 2013; Ruinard et McNamara, 2016). À ce titre, le déploiement de la culture des REL et des MOOC semble avoir le plus contribué à l'avancement de cette réflexion (Conrad et McGreal, 2012; Camilleri *et al.*, 2012; Conrad, 2013b; Conrad *et al.*, 2013; Friesen et Wihak, 2013; McGreal, Mackintosh, et Taylor, 2013; Moss, 2013; Chauhan, 2014; Hilton III, Murphy, Ritter, 2014; Naidu et Barbera, 2014; Ren, 2016; Witthaus *et al.*, 2016).

1.3 OBJECTIFS ET PERTINENCE DE LA RECHERCHE

Tous ces travaux sur la question de la reconnaissance et de l'accréditation des apprentissages non formels et informels au niveau universitaire démontrent l'estime croissante que l'on semble accorder désormais à la viabilité des voies alternatives d'apprentissage en enseignement supérieur. Considérant l'importance que sont en train de revêtir ces voies parallèles d'apprentissage, cette recherche a voulu se pencher plus attentivement sur le dispositif de reconnaissance des acquis et des compétences et voir comment il peut servir à reconnaître et accréditer des formations universitaires autodidactes. Pour ce faire, le présent mémoire a décidé de dresser l'inventaire des pratiques déclarées des universités québécoises en matière de RAC et plus spécifiquement en regard de la reconnaissance d'acquis expérientiels et extrascolaires.

La pertinence scientifique la plus importante et évidente de ce mémoire réside avant toute chose dans sa contribution à l'avancement des connaissances sur l'état de la reconnaissance des acquis dans les universités québécoises. Car comme on aura l'occasion de le montrer dans la revue de la documentation, les travaux sur la RAC dans les universités au Québec sont encore marginaux, ce sujet étant encore peu et mal exploré. Les connaissances dans ce domaine, en plus d'être fragmentaires, datent déjà de plusieurs années. Chemin faisant, cette recherche contribuera également à documenter le degré d'ouverture des universités québécoises en regard de la validation des formations universitaires autodidactes. Il s'agira au final de combler et d'identifier des lacunes au plan des connaissances scientifiques tout en ouvrant des perspectives de recherches futures sur la RAC dans le milieu universitaire québécois.

Quant à la pertinence sociale de cette recherche, il importe tout d'abord de considérer le fait que nous vivons au sein d'une société qui participe d'une « économie de la connaissance » qui appelle de plus en plus de travailleurs à poursuivre une formation continue et que le mécanisme de reconnaissance des acquis peut favoriser, stimuler et faciliter, d'où l'importance d'en bien connaître les dispositions. Ensuite, dans un contexte de mobilité et d'internationalisation des études postsecondaires, les étudiants gagnent à voir mis en œuvre des politiques justes et équitables en matière de reconnaissance des acquis, ce qu'une étude comparative comme celle-ci peut contribuer à améliorer en identifiant les meilleures pratiques dans le domaine. De nombreuses autres retombées pratiques potentielles de cette recherche peuvent être soulignées. Il n'y a qu'à penser à la reconnaissance des formes d'éducation alternative qui gagnent en importance, l'encadrement plus éclairé des pratiques d'évaluation et d'accréditation qui demeurent encore en partie arbitraires, l'opportunité de mieux reconnaître les acquis expérientiels ou extrascolaires, ainsi que la réponse adéquate à la reconnaissance des acquis des personnes issues de l'immigration. Enfin, il est à noter que les résultats de cette recherche pourraient éclairer le travail d'élaboration et de mise en œuvre des politiques de RAC par les responsables universitaires, de même que l'évaluation de l'efficacité des pratiques en la matière.

Chapitre 2

CADRE CONCEPTUEL ET REVUE DE LA DOCUMENTATION

Ce chapitre présente dans un premier temps le cadre conceptuel qui s'articule autour des deux principaux concepts sur lesquels s'assoit cette recherche, soit la « reconnaissance des acquis » et le triptyque conceptuel « formel, non formel et informel ». Dans un deuxième temps, une revue de la documentation des recherches conduites sur le thème de la reconnaissance des acquis dans les universités québécoises permettra de se faire une meilleure idée de l'état des connaissances sur ce sujet, et des nombreuses lacunes qu'il reste à combler dans ce champ de recherche.

2.1 CADRE CONCEPTUEL

La section qui suit définit de façon sommaire les deux principaux concepts qui structurent la présente étude. Tout d'abord, le concept de reconnaissance des acquis est déplié selon ses principales constituantes qui permettent de distinguer entre les deux principales formes de reconnaissance : la reconnaissance des acquis de formation (formels) et la reconnaissance des acquis expérientiels ou extrascolaires (non formels et informels). Par la suite, on clarifie le triptyque conceptuel « formel, non formel et informel » afin de mieux comprendre à quoi on réfère quand on parle de la reconnaissance des acquis informels.

2.1.1 La reconnaissance des acquis

Historiquement, l'essor des pratiques de reconnaissance d'acquis concorde avec la fin de la Deuxième guerre mondiale et l'adoption aux Etats-Unis du *G.I. Bill* qui permît aux vétérans de retour du front de réintégrer plus facilement la société civile en reconnaissant les apprentissages que l'expérience de la guerre leur avait permis d'acquérir (FEP, 2004 ; Solar-Pelletier, 2006 ; Moss, 2007). Cependant, ce n'est véritablement qu'au cours des décennies 1980 et 1990 que le dispositif de reconnaissance d'acquis a commencé à être mis de l'avant et développé à travers des politiques nationales qui cherchaient à promouvoir l'éducation des adultes et la

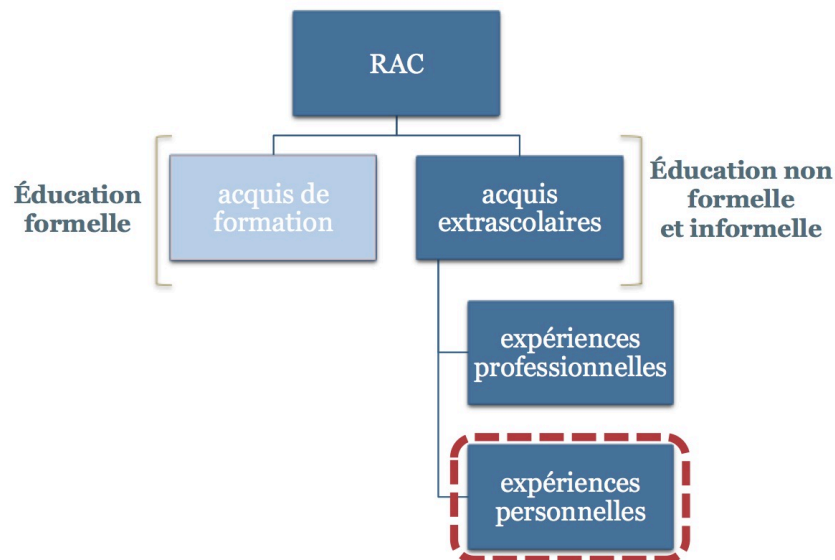
formation tout au long de la vie (CSE, 2001 ; Solar-Pelletier, 2006). Par exemple, dans le cas du Québec, a été établi en 1985 le *Fonds pour l'implantation de la reconnaissance des acquis au collégial* (FIRAC) qui a permis d'asseoir les fondements sur lesquels reposent aujourd'hui les pratiques de RAC dans le milieu collégial québécois (Moss, 2011). Cette initiative donnait suite à la recommandation faite trois ans plus tôt par le rapport de la Commission Jean sur la formation des adultes en vue de développer la reconnaissance d'acquis dans le secteur de l'éducation permanente (CSE, 2001 ; Solar-Pelletier, 2006 ; Moss, 2011).

Pendant longtemps, la reconnaissance des acquis a été associée à des catégories de personnes en difficulté d'insertion socioprofessionnelle et de rattrapage scolaire. Cependant, face à la conjoncture des dernières années qui a vu s'accélérer les transformations de l'organisation du travail, la reconnaissance d'acquis est maintenant perçue comme un dispositif pouvant faciliter l'insertion sur le marché du travail et accompagner la mobilité et la progression professionnelles des salariés. Mais malgré l'importance croissante que revêt la reconnaissance des acquis dans nos sociétés, force est de constater l'insuffisance de son implantation (CSE, 2001). Car l'émergence de l'« économie du savoir » marque aussi l'expansion d'un nouveau « marché de la formation » qui s'accompagne d'une multiplication des formes d'attestation des acquis d'apprentissage (diplômes, certificats de qualification, attestations de participation, badges numériques, nano-crédits, etc.) et où « la reconnaissance des acquis doit être considérée de la sorte comme la traduction sociale de cette reconnaissance de la diversité des lieux et des modes d'apprentissage. » (CSE, 2001, 2015)

Dans un avis déposé en juin 2000, le Conseil Supérieur de l'Éducation (CSE) a défini la RAC comme « un processus par lequel un garant, en vertu de lois et de règlements, délivre un titre donné à une personne ayant satisfait aux conditions d'obtention de ce titre ». Selon le CSE, un des principes fondamentaux à la base de la RAC veut qu'« une personne n'a pas à réapprendre ce qu'elle sait déjà », car « ce qui importe dans la reconnaissance des acquis, c'est ce qu'une personne a appris et non les lieux, circonstances et méthodes d'apprentissage » (CSE, 2000, p. 17 et 85).

Les dispositifs de RAC distinguent généralement entre deux principaux types d'acquis, soit les acquis de formation (éducation formelle) et les acquis extrascolaires ou expérientiels (éducation non formelle ou informelle). Dans son rapport d'étude pour l'adoption d'une politique de RAC, la Faculté d'éducation permanente (FEP) de l'Université de Montréal divisait les acquis expérientiels (ou extrascolaires) en deux sous-catégories, soit les expériences professionnelles et les expériences personnelles (FEP, 2004), celles-ci incluant les savoirs et savoir-faire acquis de manière autodidacte. C'est à ce type d'apprentissage « personnel » que s'attardera la réflexion de ce mémoire.

Figure 1. La reconnaissance des acquis formels et informels



Dans son principe, la reconnaissance des acquis est des plus simples à concevoir. Cependant, comme il sera vu, le dispositif de la reconnaissance des acquis dans les universités québécoises n'est pas des plus aisés d'accès et relève d'une activité organisationnelle parfois des plus nébuleuses. C'est ce que le Comité de liaison de l'enseignement supérieur (CLES) du ministère de l'Éducation révélait dans sa compilation de 2003 sur les données relatives aux pratiques et aux règles publiques

en matière de reconnaissance des acquis en vigueur dans les universités québécoises. Celles-ci illustraient notamment les disparités qui existaient (et qui continuent d'exister) entre les établissements universitaires québécois quant aux politiques gouvernant la reconnaissance des acquis. Ainsi, en date de 2006, seulement trois établissements d'enseignement supérieur sur seize avaient réalisé des études ou rapports sur la reconnaissance des acquis (ACDEAULF, 2006), ceci expliquant sûrement en partie les lacunes, limites et obstacles qui affectaient et affectent toujours le système de reconnaissance des acquis dans les universités québécoises. D'ailleurs, depuis le rapport de l'ACDEAULF de 2006, aucune étude d'envergure n'a été conduite sur les pratiques de la reconnaissance des acquis dans les universités québécoises.

2.1.2 Formel, non formel, informel

Comme on vient de le voir, les apprentissages acquis en autodidacte sont catégorisés comme appartenant à la classe des apprentissages dits « non formels » ou « informels », et sont distincts des acquis de formation « formels ». En d'autres mots, distinguer entre des apprentissages formels, non formels et informels c'est distinguer entre différentes modalités, différents espace-temps et différentes reconnaissances possibles de l'acquisition des savoirs (Maulini et Montandon, 2005).

De manière générale, cette triple distinction se résume en une opposition binaire entre des apprentissages acquis dans un cadre scolaire (dits « formels ») et tous les autres types d'apprentissages extrascolaires ou expérientiels que l'on acquiert au cours de l'existence (dits « non formels » ou « informels »). Reconnaître qu'il existe d'autres modes d'apprentissage que le modèle scolaire revient à reconnaître cette évidence qu'il existe une pluralité d'options et de contextes éducatifs qui illustrent qu'il n'y a pas une seule « bonne » manière d'éduquer. Autrement dit, on apprend dans toutes sortes de situations différentes et ces apprentissages méritent d'être reconnus comme des vecteurs de formation aussi valides que ceux acquis en contexte de formation scolaire (Maulini et Montandon, 2005). On emploie notamment la métaphore de l'iceberg (Tough, 2002 ; Bélanger, Doray et Lévesque, 2008) pour distinguer entre

les apprentissages formels, qui seraient la part visible des apprentissages, et ceux non formels ou informels qui seraient la part immergée des apprentissages, invisibles mais aussi beaucoup plus volumineux.

Issu des recherches sur l'éducation permanente, la formation des adultes, l'apprentissage tout au long de la vie, la psychologie culturelle du développement et l'éducation dans les pays en voie de développement, le triptyque conceptuel « formel, non formel, informel » a fait l'objet d'une quantité innombrable de rapports, monographies et articles depuis les années 1970 (Faure, 1972 ; UNESCO, 1972 ; Hamadache, 1993 ; Vincent, 1994 ; Monjo, 1998 ; Union européenne, 2001 ; Colley, Hodgkinson et Malcom, 2003 ; Poizat, 2003 ; Roger, 2004 ; Maulini et Montandon, 2005 ; Brougère et Bézille, 2007 ; Hart, 2013 ; Van Noy, James et Bedley, 2016). On en situe généralement l'origine dans le contexte des mouvements de l'éducation nouvelle et des critiques sociales de l'école qui ont eu cours dans les années 1960 et 1970 :

C'est face à la perception des limites de l'institution scolaire à la fin des années 1960 et au début des années 1970 que la trilogie « formel, non formel, informel » apparaît au sein d'organisations internationales comme la Banque mondiale ou l'UNESCO dans une perspective qui, si elle s'applique aussi aux pays occidentaux, vise d'abord à prendre en compte la diversité internationale des situations éducatives et tout particulièrement au sein de ce que l'on appelle alors les pays en voie de développement. (Brougère et Bézille, 2007, 125)

Il est somme toute assez simple de comprendre à quel type d'activité d'apprentissage se réfère le qualificatif de « formel », c'est-à-dire un apprentissage normé et encadré par une institution d'enseignement qui en reconnaît officiellement l'acquisition par l'octroi de crédits, d'un diplôme ou d'un certificat. Toutefois, il est beaucoup plus difficile de bien comprendre la distinction qui est faite entre les qualificatifs « non formel » et « informel ». En vérité, les découpages variés qui sont opérés entre ces concepts et la signification à géométrie variable qui est faite d'un auteur à l'autre rend cette distinction parfois caduque. La distinction qui est parfois proposée entre « non formel » et « informel » réside dans la structuration et l'intentionnalité de l'acte

d'apprendre. L'apprentissage « non formel » se différencierait donc de l'apprentissage « formel » seulement par l'absence d'une reconnaissance officielle (titre, diplôme, crédits), alors que l'apprentissage « informel », que certains ont même préféré nommer « éducation diffuse » (Faure, 1972 ; UNESCO, 1972) ou « apprentissage fortuit » (OCDE, 1973), serait caractérisé, outre l'absence de reconnaissance, par un mode d'apprentissage non structuré et généralement non intentionnel. Cette distinction est cependant loin d'être un critère définitoire et ne fait pas l'unanimité parmi les auteurs (Maulini et Montandon, 2005 ; Brougère et Bézille, 2007 ; Hart, 2013), bien que selon Colley, Hodgkinson et Malcom (2003), le concept d'« informel » semble être préféré par la communauté des chercheurs à celui de « non formel » (Hart, 2013).

En définitive, la distinction entre « formel, non formel et informel » en est une de degré, car ce « ne sont pas des notions mutuellement exclusives mais bien plutôt des caractéristiques que l'on retrouve à divers degrés dans toutes situations ou activités d'éducation, de formation ou d'apprentissage. » (Hart, 2013) C'est à un tel continuum d'apprentissage qu'aboutit la typologie proposée par les chercheurs américains Van Noy, James et Bedley (2016) dans leur méta-analyse² de la notion d'apprentissage informel (Hart, 2017). La typologie est intéressante, en ce qu'elle distingue cinq grands types d'apprentissage : formel, informel organisé et l'informel de tous les jours, lui-même décliné selon trois types : autodirigé, fortuit et tacite.

² On peut toutefois reprocher à cette méta-analyse de n'avoir accordé aucune place à l'*open education* (si ce n'est aux MOOCs), le concept même étant absent des 50 mots-clés utilisés pour repérer la documentation ayant servi à leur analyse (d'ailleurs, les auteurs ne justifient aucunement leur décision quant aux concepts choisis).

Figure 2. Le continuum d'apprentissage formel et informel

Le continuum de l'apprentissage

	Formal learning	Organized informal learning	Everyday informal learning		
			Self-directed learning	Incidental learning	Tacit learning
Location	School awarding formal credential	School not awarding formal credential, work, or community	Work, community, home	Work, community, home	Work, community, home
Process	Instructor led	Instructor led	Learner led	Contextual	Contextual
Content	Organized curriculum	Organized curriculum	Learner organized	Spontaneous based on need	Social norms and practices
Purpose	Intentionally sought	Intentionally sought	Intentionally sought	Not intentionally sought but aware after	Not intentionally sought, not aware after

Comme on le voit, l'apprentissage autodidacte (ici entendu comme apprentissage auto-dirigé, *self-directed learning*) figure dans la catégorie d'ensemble des apprentissages « informels ». Fait intéressant à souligner, parmi les stratégies identifiées pour reconnaître l'apprentissage informel, la reconnaissance des acquis (*prior learning assessment*) figure en tête de liste : « Recognizing informal learning through PLA can be beneficial to promote a more formally educated workforce because PLA improves access to higher education and streamlines the completion of a post-secondary degree or credential for adult learners. » (Van Noy, James et Bedley, 2016).

2.2 REVUE DE LA DOCUMENTATION

Cette section présente les principales recherches qui ont été conduites sur le thème de la reconnaissance des acquis dans les universités québécoises. Ce corpus documentaire a été constitué dans un premier temps à l'aide d'une recherche

méthodique dans les catalogues des bibliothèques universitaires (Atrium et Worldcat), de la bibliothèque nationale (Iris) et du Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDÉACF) à l'aide des mots-clés « reconnaissance des acquis » et « université ». Une requête similaire a été accomplie dans un deuxième temps avec le moteur de recherche Google (et Scholar), ce qui a permis d'accéder à des rapports et documents de recherches autrement introuvables dans les bases de données habituellement exploitées par la recherche académique. Puis, dans un troisième temps, les bibliographies des documents répertoriés ont servi à identifier d'autres documents que ces deux premières méthodes de recherche n'avaient pas réussi à répertorier. Tout document qui avait le sujet de la RAC dans les universités québécoises comme thème principal a été retenu pour les fins de cette revue de la documentation. Le champ de recherche sur la RAC en milieu universitaire québécois étant encore relativement peu défriché, il n'est pas exagéré d'affirmer que le corpus documentaire constitué dans le cadre de cette recherche couvre de manière presque exhaustive l'ensemble des documents publiés sur le sujet. À quelques exceptions près, car certains documents ont pu échapper à la collecte de la documentation faute d'être recensés dans les bases de données, ce qui est le plus souvent le cas avec les rapports et mémoires émanant des organismes publics (« littérature grise »). Enfin, il importe de mentionner que les documents qui touchent partiellement ou indirectement au thème de la RAC dans le milieu universitaire québécois n'ont pas été retenus pour les fins de cette revue de la documentation (RNAEF, 1989; Bélanger et Mount, 1998; CIQ, 2001; Kennedy, 2003; Côté, 2006; Lejeune et Lesemann, 2008), bien que certains aient été utiles pour l'analyse des données et la discussion réalisées dans le cadre du Chapitre 5 (CSE, 2000, 2013; Solar-Pelletier, 2006; FAEUQEP, 2012, 2013).

En tout, cette revue de la documentation a ciblé 27 documents qui se rapportent directement au thème de la RAC dans les universités québécoises (Cf. Tableau 1). Parmi ceux-ci, deux seuls documents (CLES, 2003 ; ACDEAULF, 2006) proposent une synthèse d'ensemble des pratiques de RAC pour l'ensemble du réseau universitaire québécois, et encore, seulement le rapport de l'ACDEAULF présente un

portrait détaillé des pratiques de RAC³. Les 25 autres documents proposent soit des études d'ordre général sur la RAC à l'université (CIRRAC, s. d.; Campeau, 1980; Leclerc, 1986; Chaput et Héon, 1986; Garon, 1991; Boudreault, Buteau et Landry, 2007; GRAC, 2010; Sanon, 2016), ou bien s'attardent à un secteur disciplinaire précis (Jabbar Aboul el Ouafa, 1985; Chaput, 1989; Noël, 2010; Bessette, 2013) ou un milieu universitaire en particulier (Héon, 1984; Landry, 1984; Héon, Cloutier et Bélanger, 1986; AGEEFEP, 1991, 2012; Bourgeault et Widmer, 1991; FEP, 2004; Ouellette, 2005; GRAC, 2009; Valois et Landry, 2010; Poncelin et Horth, 2016) alors que d'autres s'intéressent aux différents effets de la RAC sur les études (Chaput et Bourdon, 1993; Bonin et Girard, 2009). Il est à noter que parmi ces documents, un certain nombre n'ont pu être consultés faute d'avoir pu y accéder (CIRRAC, s. d.; Chaput et Héon, 1986; Leclerc, 1986; Boudreault, Buteau et Landry, 2007; GRAC, 2009; Valois et Landry, 2010).

Tableau 1. Échantillon de la revue de la documentation sur la RAC dans les universités québécoises

Sanon, 2016	Sanon, J. (2016). <i>Analyse des pratiques de la reconnaissance des acquis extrascolaires des étudiants en enseignement supérieur au Québec</i> . Mémoire de maîtrise, Faculté des sciences de l'éducation et des sciences sociales, Université Paris-Est, 185 p.
Poncelin et Horth, 2016	Poncelin, C. et Horth, P. (2016). <i>Accroître l'accessibilité des adultes à la formation universitaire : l'engagement du réseau de l'Université du Québec en reconnaissance des acquis et des compétences</i> . ACDEAULF, Présentation du 9 juin 2016, 30 p.
Bessette, 2013	Bessette, L. (2013). <i>Reconnaissance et valorisation des acquis expérientiels en gestion de l'éducation. Rapport de recherche</i> . UQAM, 24 p.
AGEEFEP, 2012	Association générale des étudiants et des étudiantes de la Faculté de l'éducation permanente (AGEEFEP). (2012). <i>L'arbitraire des équivalences de cours au baccalauréat en droit de l'UQÀM : une injustice pour les personnes et un gaspillage de fonds publics</i> (Mémoire présenté au MESRST et à la CREPUQ). AGEEFEP, 14 p.
GRAC, 2010	GRAC. (2010). <i>Reconnaissance des acquis et des compétences : élément stratégique pour l'apprentissage tout au long de la vie</i> , Projet Charte

³ En effet, aussi utile soit le rapport du CLES (2003) pour documenter les pratiques de RAC qui avaient cours dans les universités québécoises au début des années 2000, celui-ci ne totalise que trois pages présentant sous forme de tableau synthèse les données relatives aux pratiques et aux règles publiques en matière de reconnaissance des acquis en vigueur dans les universités québécoises. Ce tableau synthèse a été reproduit tel quel à l'annexe D du rapport de la FEP (2004) et on en retrouve une copie en annexe de ce mémoire (Cf. Annexe 4).

	pour l'apprentissage tout au long de la vie, d'un cadre technique et d'un mode de financement, Québec, Réseau de l'Université du Québec, 119 p.
Noël, 2010	Noël, C. (2010). <i>Retour aux études universitaires et acquis expérimentiels : Perceptions d'acteurs du communautaire</i> (Mémoire de maîtrise). Sherbrooke, Québec : Université de Sherbrooke, 152 p.
Valois et Landry, 2010	Valois, Pierre, et Carol Landry (2010). <i>Rapport du Comité restreint sur la reconnaissance des acquis et des compétences de l'Université Laval</i> , Québec, 41 p.
Bonin et Girard, 2009	Bonin, S. et Girard, S. (2009). <i>Reconnaître les acquis de nos étudiants a-t-il un impact sur leur réussite scolaire ? Survol de la situation au baccalauréat et à la maîtrise</i> . Université du Québec, 18 p.
GRAC, 2009	GRAC. (2009). <i>La reconnaissance des acquis et des compétences (RAC): élément stratégique pour le réseau de l'UQ</i> , Québec, UQ, 20 pages.
Boudreault, Buteau et Landry, 2007	Boudreault, H., Buteau, M. et Landry, C. (2007). <i>La reconnaissance des acquis dans les universités québécoises (enjeux et défis)</i> . Communication présentée au Colloque national 2007 sur la reconnaissance des acquis et des compétences, (ville inconnue), Québec, 32 p.
ACDEAULF, 2006	Association canadienne d'éducation des adultes des universités de langue française (ACDEAULF). (2006). <i>La reconnaissance des acquis dans les universités québécoises : état de la situation</i> (Rapport). Chambly, Québec : ACDEAULF, 233 p.
Ouellette, 2005	Ouellette, M. (2005). <i>La reconnaissance des acquis. Recension de documents et d'outils effectuée pour le compte de l'AGEEFEP de l'Université de Montréal</i> . Montréal, Québec : AGEEFEP, 53 p.
FEP, 2004	Faculté de l'éducation permanente. (2004). <i>La reconnaissance des acquis (Rapport du Comité ad hoc)</i> . Montréal, Québec : Université de Montréal, 58 p.
CLES, 2003	Ministère de l'éducation. Comité de liaison de l'enseignement supérieur (CLES). (2003). <i>Pratiques et règles publiques en matière de reconnaissance des acquis dans les universités et les cégeps : tableau synthèse pour les universités</i> .
Chaput et Bourdon, 1993	Chaput, M. et Bourdon, S. (1993). Liens entre la persévérance aux études universitaires et l'octroi d'équivalences et d'exemptions. <i>Revue canadienne pour l'étude de l'éducation des adultes</i> , 7(2), 1-18.
AGEEFEP, 1991	Association générale des étudiants et des étudiantes de la Faculté de l'éducation permanente (AGEEFEP). (1991). <i>La reconnaissance des acquis dans les universités québécoises (Énoncé politique)</i> . Montréal, Québec : AGEEFEP, 28 p.
Bourgeault et Widmer, 1991	Bourgeault, G. et Widmer, C. (dir.). (1991). <i>La reconnaissance des acquis extrascolaires à l'Université de Montréal : état de la situation (Rapport d'enquête)</i> . Montréal, Québec : Université de Montréal, 270 p.
Garon, 1991	Garon, C. (1991). La reconnaissance des acquis : Y a-t-il une volonté politique des universités ? <i>Cité éducative</i> , 7(1), 32-34.
Chaput, 1989	Chaput, M. (1989). <i>La Reconnaissance des acquis dans le réseau de l'éducation : approche et ressources à l'ordre d'enseignement universitaire</i> . Communication présentée lors du Colloque de l'Association des hôpitaux du Québec, tenu à l'Hôtel Méridien, le 5 octobre 1989, [9] p.
Chaput et Héon, 1986	Chaput, M., & Héon, L. (1986). <i>Bilan partiel des pratiques de reconnaissance des acquis au sein des universités québécoises</i> . Université de Sherbrooke. Direction de l'éducation permanente.
Héon, Cloutier et Bélanger, 1986	Héon, L., Cloutier, R. et Bélanger, P.W. (1986). La reconnaissance des acquis expérimentiels : étude de cas de la politique d'admission des adultes à l'Université Laval, <i>La revue canadienne d'enseignement supérieur</i> , 16(2), 67-79.

Leclerc, 1986	Leclerc, G. (1986). <i>Reconnaître les acquis expérientiels à l'université : pourquoi? comment? : actes du colloque tenu à l'Université de Sherbrooke du 29 au 31 mai 1985</i> . Sherbrooke: Éditions de l'Université de Sherbrooke, 173 p.
Jabbar Aboul el Ouafa, 1985	Jabbar Aboul el Ouafa, A. (1985). <i>La reconnaissance des acquis de formation et expérientiels a travers les conceptions et les pratiques des professionnels de l'admission de l'Université du Québec a Trois-Rivières</i> (Mémoire de maîtrise). Trois-Rivières, Québec : Université du Québec à Trois-Rivières, 125 p.
Héon, 1984	Héon, L. (1984). <i>La reconnaissance des acquis expérientiels dans la politique d'admission des adultes à l'Université Laval</i> (Mémoire de maîtrise). Québec : Université Laval, 162 p.
Landry, 1984	Landry, F. (1984). <i>La reconnaissance des acquis antérieurs des adultes à l'Université du Québec</i> . Communication présentée au Colloque sur la reconnaissance des acquis de formation au Québec, Université de Sherbrooke, 23-25 mai 1984. Québec : TÉLUQ, 28 p.
Campeau, 1980	Campeau, D. (1980). <i>L'Inflation des diplômes, pour mieux reconnaître ou pour mieux éliminer? : contribuer a une problématique québécoise de la reconnaissance des acquis de formation</i> . Sainte-Foy: Conseil supérieur de l'éducation, Commission de l'éducation des adultes, 145 p.
CIRRAC, s. d.	CIRRAC. (s. d.). <i>À propos de... reconnaissance des acquis dans les universités</i> . Bulletin du centre d'information et de recherche en reconnaissance des acquis (CIRRAC).

Seuls les documents publiés depuis les années 2000 (14) ont été considérés pour les fins de cette revue de la documentation, et ce, pour deux principales raisons : premièrement, il s'agit d'une période de temps assez étendue pour être en mesure d'apprécier les évolutions du dossier de la RAC dans le milieu universitaire québécois; deuxièmement, la relative stagnation du développement de la RAC dans les universités québécoises fait en sorte que les constats exprimés à ce sujet au début des années 2000 font écho aux constats que l'on pouvait faire dans les documents des décennies 1980-1990 et leur recension n'aurait que peu ou prou contribué à éclairer davantage le sujet. De ces 14 documents répertoriés qui ont été publiés après les années 2000, et outre les trois documents auxquels on n'a pu accéder parmi ceux-ci (Boudreault, Buteau et Landry, 2007; GRAC, 2009; Valois et Landry, 2010), seulement quatre d'entre eux retiendront plus particulièrement l'attention et feront l'objet d'une revue commentée dans les pages qui suivent (FEP, 2004; Ouellette, 2005; ACDEAULF, 2006; AGEEFEP, 2012). Quant aux sept autres documents (CLES, 2003; Bonin et Girard, 2009; GRAC, 2010; Noël, 2010; Bessette, 2013; Poncelin et Horth, 2016; Sanon, 2016), leur exclusion de cette revue de la documentation s'explique simplement. Tout d'abord, trois d'entre eux (Bonin et

Girard, 2009; Noël, 2010; Bessette, 2013) abordaient le sujet de la RAC en milieu universitaire sous un angle par trop spécifique (impact sur la réussite scolaire, perceptions d'acteurs du communautaire, gestion de l'éducation). Ensuite, trois autres (CLES, 2003; GRAC, 2010; Poncelin et Horth, 2016) ont servi d'appui à l'analyse des données et la discussion développées dans les Chapitre 4 et 5 où ils seront plus convenablement détaillés. Enfin, le dernier document en liste (Sanon, 2016) présente beaucoup trop d'irrégularités⁴ pour être pris sérieusement en compte.

2.2.1 AGEEFEP (2012)

Association générale des étudiants et des étudiantes de la Faculté de l'éducation permanente (AGEEFEP). (2012). *L'arbitraire des équivalences de cours au baccalauréat en droit de l'UQAM : une injustice pour les personnes et un gaspillage de fonds publics* (Mémoire présenté au MESRST et à la CREPUQ). AGEEFEP, 14 p.

Ce document illustre vivement toute la pertinence sociale d'une recherche sur la reconnaissance des acquis en milieu universitaire. Il offre un récit de vie sur l'injustice que peuvent rencontrer les étudiants face au dispositif de RAC et qui appelle conséquemment à une révision en profondeur de la pratique de la reconnaissance des acquis dans certaines universités québécoises.

Faisant état de la difficulté, sinon carrément de l'impossibilité, pour les étudiants issus du certificat en droit de la FEP de l'UdeM de se voir reconnaître des équivalences de cours après leur admission au baccalauréat en sciences juridiques de l'UQAM (contrairement à ceux admis au baccalauréat en droit de l'UdeM), cette « étude de cas » met en lumière tout l'arbitraire qui règne en matière de reconnaissance des acquis dans certains départements ou facultés universitaires. Le

⁴ Ce mémoire de master (Université Paris-Est) se proposait, entre autres objectifs, d'identifier les pratiques de reconnaissance des acquis extrascolaires dans les universités au Québec en suivant une méthode de recherche documentaire. Force est de constater malheureusement que l'auteur de ce mémoire n'a pas répondu adéquatement à cet objectif spécifique de sa recherche, celui-ci s'étant de fait contenté d'analyser les pratiques de RAC extrascolaires des universités québécoises en seulement quatre pages (p. 76-79). Pour être exact, Sanon ne dit tout simplement rien des pratiques de RAC extrascolaires dans les universités québécoises, glosant tout au plus pendant ces quatre pages sur le concept de portfolio. Notons également la déficience de son corpus documentaire, sa revue de la documentation n'ayant pas su repérer le seul rapport synthèse sur le sujet (ACDEAULF, 2006), ainsi que de nombreux autres documents d'importance en la matière (CLES, 2003 ; FEP, 2004 ; Ouellette, 2005 ; GRAC, 2010 ; CSE, 2013). Enfin, son analyse a négligé l'Université Bishop's, sans en expliquer la raison.

pouvoir tout discrétionnaire dont jouissent les administrateurs du programme des sciences juridiques de l'UQAM de refuser de reconnaître sans justification raisonnable et argumentée des équivalences aux étudiants s'assimile en tout point à de l'abus de pouvoir (ou est-ce une forme de corporatisme institutionnel ?), danger par ailleurs déjà signalé par le passé par l'ombudsman de l'université comme le rappellent les auteurs du mémoire. L'assujettissement des dossiers académiques à des mesures aussi peu transparentes a de quoi faire grincer des dents de nombreux étudiants qui se voient répondre par une fin de non-recevoir sans aucune possibilité d'en appeler de cette décision en toute apparence injuste.

Toutefois, l'argument avancé par ce mémoire stipulant que ce genre de mauvaise pratique soit une charge inutilement coûteuse pour les fonds publics —devant investir « deux fois » dans un étudiant pour une même formation — prêtre le flanc à un contre-argument qui peut-être explique fondamentalement ce refus opiniâtre de l'administration de l'UQAM à vouloir reconnaître des formations venues de l'extérieures de son enceinte. Car on peut aisément imaginer que le dispositif de reconnaissance des acquis puisse représenter pour le milieu universitaire un « manque à gagner » qui dans le présent contexte de « sous-financement » de l'enseignement supérieur ne soit pas vu d'un très bon œil par les universités. N'empêche, outre cette fragile critique de la « dilapidation des fonds publics », ce mémoire a l'insigne mérite de mettre de l'avant une situation problématique qui, loin de ne concerner que la seule formation en droit, semble s'appliquer également à d'autres secteurs de formation universitaire. C'est du moins ce que révélait l'émission *La Facture* (30 novembre 2010) à propos des ennuis auxquels ont été confrontés des étudiants du certificat en psychologie de la TELUQ pour se faire reconnaître des équivalences une fois admis au baccalauréat en psychologie de l'UQAM, pourtant deux constituantes du réseau des universités du Québec.

2.2.2 ACDEAULF (2006)

Association canadienne d'éducation des adultes des universités de langue française (ACDEAULF). (2006). *La reconnaissance des acquis dans les universités québécoises : état de la situation* (Rapport). Chambly, Québec : ACDEAULF, 233 p.

À l'automne 2006, l'Association canadienne d'éducation des adultes des universités de langue française (ACDEAULF) a publié cette volumineuse étude, qui constitue la seule synthèse systématique de la reconnaissance des acquis dans les universités québécoises qu'il a été possible de répertorier dans le cadre de cette recherche. Cependant, une lecture attentive du rapport révèle son caractère incomplet et ses nombreuses lacunes. Par exemple, aucune référence bibliographique n'est fournie, pas même dans le corps du texte, ce qui peut gêner le chercheur qui souhaiterait approfondir davantage le sujet. Qui plus est, l'étude est limitée au seul point de vue macroscopique des établissements d'enseignement supérieur, sans jamais rien dire de la multiplicité et divergence des pratiques au sein d'un même établissement à l'intérieur de ses différentes unités académiques. À cet effet, une analyse plus affinée auprès des facultés, écoles et départements aurait été appréciée pour une étude de cette ampleur.

N'empêche, il faut tout de même lui reconnaître le bénéfice de fournir un modèle méthodologique (mixte) qui pourrait être repris dans des recherches ultérieures en vue de mieux circonscrire les pratiques de reconnaissance des acquis dans le milieu universitaire. Un premier volet du document est consacré à la collecte et l'analyse des données quantitatives (questionnaires), tandis qu'un second volet porte sur la collecte et l'analyse des données qualitatives (questionnaires et entrevues). Deux seules universités sur les dix-huit établissements universitaires que compte le Québec n'ont pu être comptabilisées dans l'étude, soit McGill (refus) et Bishop's (pas de réponse).

Le principal intérêt de ce rapport réside dans le portrait statistique global qu'il a dressé des activités de RAC dans les universités québécoises. On y apprend que pour les années 2002-2003 et 2003-2004, c'est près d'un étudiant sur cinq qui a été admis

selon la catégorie *Autre que le diplôme*⁵ et au sein de laquelle le champ des études en Administration⁶ se démarque avec 45,1 % du total des admissions pour l'ensemble des disciplines (soit 31 % des étudiants de premier cycle et 18,7 % des étudiants de deuxième cycle). Un pourcentage plus élevé des admissions sont faites selon la base *Autre que le diplôme* au premier cycle (21,6 %) qu'au deuxième cycle (12,7 %), quoique dans ce dernier cas les programmes pouvant mener à une attestation enregistrent une plus forte proportion de personnes admises sur la base *Autre que le diplôme* (16,3 %) que les programmes pouvant mener à un grade de deuxième cycle. Au total, pour l'ensemble des programmes des deux cycles d'études, le pourcentage des personnes admises selon la base *Autre que le diplôme* est deux fois plus élevé pour les régimes d'études à temps partiel qu'à temps complet, mais ce sont les secteurs de l'Administration et de l'Éducation qui concentrent la majorité (70 %) des étudiants admis à temps partiel sur une base *Autre que le diplôme*. Quant à la forme de reconnaissance la plus privilégiée, l'équivalence de cours constitue de loin le principal mode de reconnaissance des acquis, bien que l'ACDEAULF n'ait pas été en mesure de connaître les bases en vertu desquelles ces équivalences étaient accordées (DEC, formation universitaire, acquis expérientiels ou autres), aucun établissement n'ayant pu leur fournir ces données.

L'ACDEAULF dégagent un certain nombre d'observations face aux résultats obtenus suite à son enquête sur les pratiques de RAC dans les universités québécoises. Tout d'abord, en 2006, il n'existait toujours pas de politique institutionnelle sur la reconnaissance des acquis dans les établissements universitaires du Québec (situation qui toutefois a bien changé depuis). L'ACDEAULF souligne également que la démarche pour faire reconnaître ses acquis n'est ni simple ni accessible et qu'il existe en ce sens « un urgent besoin d'outils communs et accessibles en reconnaissance des

⁵ Malheureusement, l'ACDEAULF ne définit pas ce qu'elle entend par l'expression *Autre que le diplôme*, distincte de l'autre catégorie d'admission *Avec le diplôme*. On en déduit cependant que la catégorie *Autre que le diplôme* s'applique aux admissions ayant bénéficié d'une forme quelconque de reconnaissance des acquis.

⁶ L'ACDEAULF a défini les champs disciplinaires en suivant l'ancienne classification Clarder qui comportait onze champs disciplinaires : Administration, Arts, Droit, Éducation, Lettres, Santé : médecine, Santé : paramédicale, Santé : périmédicale, Sciences appliquées, Sciences humaines, Sciences pures.

acquis. » Constats désormais classiques, les pratiques et dispositions de reconnaissance des acquis dans les universités varient grandement d'un établissement à l'autre ainsi qu'à l'intérieur même des établissements, et le soutien institutionnel pour offrir ce service est peu développé. Regardant plus spécifiquement le cas de la reconnaissance des acquis extrascolaires, celle-ci présente « des problèmes particuliers et un défi pour les établissements », l'ACDEAULF ajoutant que « [l]es personnes qui s'en préoccupent s'en trouvent encore plus isolées. » En somme, la RAC demeure un dispositif mal connu « parce qu'on ne sait trop comment s'y attaquer, surtout aux acquis expérimentiels, et d'autre part, parce que les responsables connaissent souvent mal cette réalité dans leur propre établissement. » Comme le souligne l'ACDEAULF, cette méconnaissance de la RAC dans le milieu universitaire québécois « est aussi, et surtout, due à l'absence de normalisation de la consignation des données. »

Cette recherche de l'ACDEAULF offre encore à ce jour le portrait le plus complet possible du dossier de la RAC dans le milieu universitaire québécois, même si un flou manifeste entoure plusieurs points. Ce qui toutefois déçoit le plus de ce rapport, c'est sa structure désorganisée qui manque de systématisme, les éléments n'étant pas toujours clairement identifiés et les parties composant le rapport ne se rapportant pas toujours à ce qui a été annoncé auparavant, ce qui en complique parfois la lecture. Enfin, le rapport est certes volumineux, mais remarquons tout de même que près de la moitié du document (106 pages) est composée par l'Annexe II (*Tableaux et graphiques*) qui reproduit quantité de tableaux et graphiques, sans aucun commentaire s'y ajoutant. Considérant la redondance de certaines sections de la première partie du rapport, et la relative indigence du contenu réflexif accompagnant l'analyse des données, on ne peut qu'être déçu par cette initiative somme toute considérable, et dans une certaine mesure appréciable, mais au final plus que surpassable.

2.2.3 Ouellette (2005)

Ouellette, M. (2005). *La reconnaissance des acquis. Recension de documents et d'outils effectuée pour le compte de l'AGEEFEP de l'Université de Montréal*. Montréal, Québec : AGEEFEP, 53 p.

Dans le processus devant mener à l'adoption de nouvelles mesures sur la reconnaissance des acquis par la Faculté de l'éducation permanente (FEP), l'AGEEFEP a retenu les services de Monique Ouellette, docteure en andragogie, pour effectuer une étude sur les politiques et les pratiques de reconnaissance des acquis dans les universités canadiennes. La recherche s'est articulée principalement autour d'un inventaire de sites Internet pour repérer le matériel d'évaluation et des guides qui pouvaient inspirer de bonnes pratiques de gouvernance en matière de RAC.

Les principales conclusions auxquelles en arrive l'auteure sont que les méthodes d'évaluation des acquis doivent être aussi variées que celles utilisées en classe (examen avec ou sans accès aux manuels, examen écrit ou oral, travail écrit, démonstration, stage, etc.) et qu'un système de RAC doit être ouvert et adapté aux besoins des étudiants et des programmes d'études. En bref, la conclusion principale à tirer de cette recherche est l'importance de l'ouverture aux différentes démarches et méthodes d'évaluation des acquis, mais une ouverture aussi aux exemples et meilleures pratiques venus d'ailleurs. L'auteure remarque notamment que les pratiques des universités de l'Ouest canadien sont à cet égard éloquentes, celles-ci ayant créé des systèmes de RAC sur plusieurs années et mené une réflexion importante à ce sujet.

Quant aux établissements universitaires québécois, l'auteure remarque que certains ont établi des principes de RAC, comme l'Université de Sherbrooke qui à l'époque était dotée d'une procédure de RAC. Cependant, dans l'ensemble du réseau universitaire québécois, les universités s'étaient encore peu aventurées dans la mise sur pied d'un système de reconnaissance des acquis. L'auteure insiste pour que les universités québécoises tirent profit de l'expérience des universités de l'Ouest canadien. Enfin, le rapport conclut avec des conseils pratiques pour la mise en œuvre d'un dispositif de RAC, tels la nécessité de rapprocher les administrateurs avec les

consultants RAC, d'impliquer les professeurs, d'offrir une formation sur la RAC et de créer des ponts avec le monde du travail afin d'assurer le maintien d'un « lien intelligent et créatif » entre le monde de l'éducation et le marché de l'emploi.

2.2.4 FEP (2004)

Faculté de l'éducation permanente (FEP). (2004). *La reconnaissance des acquis (Rapport du Comité ad hoc)*. Montréal, Québec : Université de Montréal, 58 p.

À l'automne 2004, après un an et demi de travail, un comité *ad hoc* de la Faculté de l'éducation permanente (FEP) a déposé au doyen son rapport sur la reconnaissance des acquis en vue d'encadrer les pratiques en matière de RAC et de mettre en place une politique de RAC, politique qui a finalement vu le jour à l'automne 2013.

Après avoir rappelé les grandes lignes de l'histoire récente de la RAC dans le milieu de l'éducation au Québec (rapport de la Commission des États généraux sur l'éducation de 1996, avis de juin 2000 du Conseil Supérieur de l'Éducation sur la RAC, politique gouvernementale de mai 2002 en matière d'éducation des adultes et de formation continue), le rapport dépeint la situation de la RAC dans le milieu universitaire québécois (Laval, Sherbrooke, UQAM) avant de présenter la situation qui avait alors cours à l'Université de Montréal et à la Faculté d'éducation permanente. Comme le mentionne les auteurs du rapport, outre le tableau synthèse de trois pages réalisé par le ministère de l'Éducation en septembre 2003 (CLES, 2003), aucune synthèse systématique de la RAC dans le réseau universitaire québécois n'existait à ce jour. L'analyse de la situation de la RAC dans les universités québécoises « a permis de constater combien la définition des termes ainsi que les formes et les modalités d'application en reconnaissance des acquis divergent d'un l'établissement à l'autre », les auteurs ajoutant « cette situation prête à confusion. »

La troisième partie du rapport s'attache plus spécifiquement à la définition du projet de politique facultaire de reconnaissance des acquis que souhaitait alors mettre en place la FEP. Pour ce faire, une première sous-partie commence par définir les principaux termes utilisés (« reconnaissance des acquis », « acquis de formation » « acquis expérientiels ») après quoi sont définis les éléments à la base de la politique

facultaire et les actions découlant de son adoption et de son champ d'application. Les modalités d'application, i.e. la distribution des rôles et des responsabilités facultaires ainsi que le traitement des demandes de reconnaissance des acquis, sont ensuite définies avant d'aborder la dernière sous-partie, soit la question névralgique du financement. À ce sujet, rappelant l'avis sur la RAC du CSE (2000), le rapport considère que l'attribution des ressources humaines et financières constitue un des principaux enjeux de la reconnaissance des acquis dans les universités : « [e]n l'absence de ces ressources, aucune université québécoise ne peut s'offrir le luxe d'afficher une politique globale de reconnaissance des acquis. » La question du financement est d'autant plus sensible dans le cas de la FEP que celle-ci ne dispose pas de corps professoral (ce sont généralement les professeurs qui assurent le traitement des demandes de RAC) et il est exclu selon les auteurs du rapport « de considérer la reconnaissance des acquis comme une partie de la tâche normale des chargés de cours. » Plusieurs dépenses sont envisagées, notamment celles liées à la création d'un poste de responsable facultaire de la RAC (« qui serait en quelque sorte le porteur du dossier ») et « pour la création d'un guide de la reconnaissance des acquis à l'intention des étudiants et d'un deuxième guide pour les chargés de cours et les responsables de programme. » Quant aux sources de revenus envisagées, le rapport prévoyait faire du « Fonds de développement de la campagne annuelle de souscription réservé à des projets issus de la Faculté une des principales sources sollicitées hors du budget régulier de la FEP » tout en souhaitant « obtenir une contribution de l'Université de Montréal durant la phase d'implantation de la politique facultaire. » Il a également été jugé « raisonnable de demander une contribution de 150 \$ à l'étudiant qui dépose une demande de reconnaissance des acquis expérientiels », bien que selon les auteurs du rapport l'avenir du dispositif de la RAC dans les universités québécoises passe à moyen et à long terme via un financement du ministère de l'Éducation.

Le rapport conclut en soumettant une douzaine de recommandations dont celles de « [m]ettre en place un groupe de travail ayant le mandat d'envisager l'opportunité d'adopter une politique institutionnelle de reconnaissance des acquis ». On y suggère

aussi de créer un « comité de la CREPUQ ayant pour mandat d'envisager l'opportunité d'adopter une politique règlementaire sur la reconnaissance des acquis à la grandeur du réseau universitaire québécois » et « [d]'entreprendre l'élaboration d'instruments spécifiques d'évaluation des acquis expérimentiels. » Enfin, deux tableaux placés en annexe du rapport (Annexe C et Annexe D) sont des plus éclairants quant aux informations qu'ils divulguent sur la pratique de la reconnaissance des acquis dans les universités québécoises. Tout d'abord, le *Tableau comparatif de la reconnaissance des acquis dans 8 établissements universitaires québécois* (Annexe C) expose, comme son intitulé l'indique, la pratique de la reconnaissance des acquis dans près de la moitié des établissements d'enseignement supérieur du Québec (UdeM, USherbrooke, ULaval, UQAM, ETS, HEC, Polytechnique et TELUQ) suivant différents paramètres d'information (définition de la RAC, définition des types de reconnaissance accordée, règlement ou politique institutionnelle, composition du dossier de reconnaissance, formulaire, personne-ressource, date limite, outils d'évaluation, frais, procédure d'appel). Le *Tableau synthèse de la reconnaissance des acquis dans 16 établissements universitaires québécois* reprend quant à lui les pratiques et règles publiques en vigueur publiées en 2003 par le Comité de liaison de l'enseignement supérieur du Ministère de l'Éducation (CLES, 2003) dans un document intitulé *Pratiques et règles publiques en matière de reconnaissance des acquis dans les universités et les cégeps* (seuls manques trois établissements du réseau des universités du Québec : l'UQTR, l'UQAC et l'UQ proprement dite). À noter que ces deux tableaux sont reproduits en annexe du présent document (Cf. Annexe 4).



Quels éléments peut-on faire ressortir de cette revue commentée de la documentation ? En premier lieu, le thème de la reconnaissance des acquis dans les universités québécoises est un champ de recherche presque délaissé qui mérite encore d'être défriché. La relative indigence de la documentation sur le sujet témoigne en effet de la carence des connaissances disponibles sur la RAC dans les universités québécoises. Puis l'arbitraire qui semble régner en la matière (AGEEFEP, 2012) rend

d'autant plus important la nécessité d'encourager une plus grande cohérence et harmonisation des pratiques de RAC au niveau universitaire, ce que des recherches sur les meilleures pratiques pourraient aider à améliorer. On remarque aussi que les recherches sur la RAC en contexte universitaire datent de plusieurs années, ce qui légitime d'autant plus la nécessité de mettre à jour les connaissances sur le sujet. Il importe également de noter que la question de la reconnaissance des acquis informels a encore fait l'objet de très peu d'attention, pour ne pas dire qu'elle n'a jamais été au centre des préoccupations des recherches recensées et qu'elle est toujours un élément accessoire abordé de manière périphérique. Surtout, mis à part le rapport de l'ACDEAULF (2006) et le tableau synthèse du CLES (2003) sur les pratiques de RAC dans les établissements universitaires du Québec, il est à remarquer qu'aucune autre synthèse n'est venue à ce jour compléter le portrait d'ensemble des pratiques des universités québécoises en matière de RAC. En somme, cette revue commentée de la documentation a bien su mettre en lumière le relatif abandon qui frappe la recherche sur la reconnaissance des acquis dans le milieu universitaire québécois, laissant entrevoir finalement toute la pertinence scientifique des études à ce sujet.

Chapitre 3

MÉTHODOLOGIE

Ce chapitre définit les choix méthodologiques qui ont servi à répondre à l'objectif de cette recherche. On présente tout d'abord le type de recherche réalisée et les règles qui en ont encadré le déroulement. On décrit ensuite les instruments et la procédure qui ont servi à la cueillette des données. Enfin, on détaille la stratégie d'analyse des données retenues pour mener à bien les fins poursuivies par cette recherche.

3.1 TYPE DE RECHERCHE

Pour répondre aux objectifs spécifiques de ce mémoire, une méthode de recherche qualitative de type exploratoire et descriptive a été privilégiée en vue d'analyser la documentation accessible en ligne sur les pratiques déclarées des universités québécoises en matière de reconnaissance des acquis. Il s'agit en d'autres mots d'une étude comparative documentaire basée sur deux principaux types de documents : les sites web institutionnels des établissements universitaires et les dispositifs réglementaires pertinents à l'objet de cette recherche, soit en l'occurrence les règlements d'études et, s'il y a lieu, les politiques relatives à la RAC. La technique d'échantillonnage mobilisée pour constituer le corpus documentaire de cette recherche est celle d'un échantillonnage par choix raisonné (Lamoureux, 2000) qui a procédé à un choix non probabiliste où le chercheur choisit de façon délibérée les éléments à analyser.

Cette recherche a donc cherché à brosser de la manière la plus concise possible l'état des politiques institutionnelles en matière de reconnaissance des acquis dans les universités québécoises. L'emploi du vocable « université » doit ici s'entendre au sens de la *Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire* (RLRQ, chapitre E-14.1), regroupant de la sorte toutes les universités proprement dites autant que les « grandes Écoles » (Polytechnique, HEC, ENAP, ETS, INRS). Les 19 établissements d'enseignement supérieur du Québec ont ici été pris en compte (incluant le siège social de l'Université du Québec), procédant pour chacun d'entre

eux à une analyse des politiques institutionnelles s'appliquant à la reconnaissance des acquis. La méthode employée pour constituer la présente recension a consisté en un examen rigoureux des sites internet de chacun des établissements universitaires québécois, ce qui doit conduire à la prudence quant aux conclusions à tirer d'une telle analyse face à *l'invisibilité* du phénomène de la reconnaissance des acquis « sans le nom » ou « cachée » qui peut se pratiquer parfois dans certaines institutions et venir fausser les résultats (Kennedy, 2003). C'est pourquoi on a préféré parler de la pratique *déclarée* des universités québécoises en matière de RAC.

3.2 INSTRUMENTS ET PROCÉDURE DE CUEILLETTE DES DONNÉES

Travaillant avec des données invoquées, c'est-à-dire « des données qui existent indépendamment de la recherche que nous voulons mener » (Van der Maren, 1999), il n'y avait pas d'instrument de collecte de données à construire en tant que tel. Tout est dans la manière de procéder pour repérer les documents et l'information recherchés. Évidemment, le principal instrument mobilisé pour cette recherche a été le réseau Internet. Plus particulièrement, c'est le moteur de recherche Google qui a permis d'accéder aux sites web des universités québécoises dans le but d'effectuer la recherche documentaire sur leurs pratiques déclarées en matière de RAC.

À l'intérieur des pages web de chaque établissement universitaire, une analyse minutieuse des différentes rubriques du site a été opérée afin d'identifier les éléments qui pouvaient se rapporter de près ou de loin à la reconnaissance d'acquis. La méthode de repérage de l'information consistait en cinq principales étapes : 1) interroger le moteur de recherche Google à l'aide du nom de l'université suivi du syntagme « reconnaissance des acquis » et consulter les hyperliens qui semblaient les plus pertinents; 2) interroger le moteur de recherche interne du site web institutionnel de l'université investiguée à l'aide du mot-clé « reconnaissance des acquis » ou ses équivalents; 3) analyser la structure du site web institutionnel de l'université investiguée à l'aide de la rubrique « Plan du site » et rechercher les hyperliens pouvant être liés à la dimension de la reconnaissance d'acquis; 4) analyser les politiques et règlements de l'université investiguée et souvent répertoriés dans la

section sur la gouvernance ou le secrétariat de l'université; 5) enfin, analyser les différentes rubriques du portail web du Bureau du registraire de l'université investiguée et répertorier les éléments pertinents à la recherche.

Les politiques et règlements en lien avec la reconnaissance des acquis concernaient parfois directement le thème de la RAC (p.ex. une politique institutionnelle ou bien un règlement facultaire qui avait la RAC comme principal objet et qui se reflétait dans l'intitulé du document). Mais de façon plus générale, il a fallu se rabattre sur les règlements des études ou leurs équivalents (premier cycle et cycles supérieurs), lesquels, immanquablement, possèdent des dispositions relatives à la RAC. À tout le moins, si dans ces derniers le concept de « reconnaissance » n'était pas d'usage en tant que tel, ces documents réfèrent toujours à des concepts reliés (équivalence, transfert, substitution, exemption, etc.). La méthode privilégiée pour recueillir les données à l'intérieur de ces documents a été de les sonder systématiquement à l'aide de la fonction « ctrl + F » qui permet de répertorier une suite exacte de caractères dans un document informatique. Les données ont pu être répertoriées de manière efficace à l'aide de différents mots-clés (« prior learning », « credit transfer », « transfer credit », « advanced standing », « recognition », « reconnaissance », « credit », « transfert », « equivalence », « substitution », « exemption »).

3.3 STRATÉGIE D'ANALYSE DES DONNÉES

L'analyse des données a suivi une stratégie déductive qui a dégagé les caractéristiques particulières de la reconnaissance des acquis inspirées en partie du *Tableau comparatif de la reconnaissance des acquis dans 8 établissements universitaires* (AGEEFEP, 2004) et du *Tableau synthèse de la reconnaissance des acquis dans 16 établissements universitaires québécois* (CLES, 2003). En a découlé une grille d'analyse constituée de neuf critères qui permettent au final de comparer l'état des pratiques déclarées de la RAC entre les universités québécoises : page web RAC, politique institutionnelle, politique(s) interne(s), procédures, frais, crédits

admissibles, personne-ressource, RAC extrascolaires, formes de reconnaissance. Chacun de ces neuf critères répond à une question spécifique que voici :

Tableau 2. Grille d'analyse des pratiques de RAC

Page web RAC	Est-ce qu'il y a une page web institutionnelle dédiée à l'information sur la RAC ?
Politique institutionnelle	Est-ce que l'établissement possède une politique institutionnelle en matière de RAC ?
Politique(s) interne(s)	Est-ce que l'établissement possède à l'intérieur de ses unités académiques des politiques ou règlements relatifs à la RAC ?
Procédures	Peut-on retrouver sur le site web institutionnel de l'information sur les procédures à suivre pour faire reconnaître ses acquis d'apprentissage ?
Frais	Est-ce que le site web institutionnel nous renseigne sur les frais encourus par la démarche de RAC ?
Crédits admissibles	Est-ce que le site web institutionnel nous renseigne sur le nombre de crédits admissibles dans le cadre de la RAC ?
Personnes-ressources	Est-ce que l'université a désigné une ou des personnes-ressources responsables de la RAC (autres que les directions académiques et le bureau du registraire) ?
RAC extrascolaires	Est-ce que l'établissement offre l'opportunité de reconnaître des acquis expérimentiels ou extrascolaires ?
Formes de reconnaissance⁷	Indiquer les types de reconnaissance que l'établissement et ses unités accordent (E : équivalence ; T : transfert ; S : substitution ; X : exemption ; D : dispense ; A : Ajustement ; R : Récupération ; V : validation ; Re : Report ; Int : intégration ; Ins : insertion)

⁷ Cf. Annexe 3 pour les définitions de chacune des formes de reconnaissance.

Les résultats des données de chaque université ont d'abord été présentés de manière séparée, université par université. Un tableau synthèse précède chacune des analyses afin d'offrir un aperçu en un coup d'œil de l'état de la RAC observé pour chaque université. Une vue synthétique des résultats de cette enquête est ensuite présentée à la toute fin dans un tableau récapitulatif.

Enfin, le Chapitre 5 analyse les résultats présentés au Chapitre 4 selon deux volets d'analyse. Un premier volet présente la fréquence relative de chacun des critères d'analyse qui ont permis de catégoriser les universités québécoises en trois grands groupes selon leur potentiel d'ouverture et de transparence vis-à-vis leur offre de RAC. Pour établir cette classification, un score a été établi pour chaque université en fonction du nombre de « oui » obtenu dans la grille d'analyse (soit un total maximum de 8, le critère des formes de reconnaissance étant évidemment exclu du décompte). Trois catégories ont émergé de cette analyse : les universités à haut potentiel de RAC (scores variant entre 100 % et 75 %, soit entre 8/8 et 6/8), les universités à potentiel moyen de RAC (scores en-deçà de 75 % ou égal à 50 %, soit entre 5/8 et 4/8), les universités à faible potentiel de RAC (scores en-deçà de 50 %, soit entre 3/8 et 0/8). Un second volet d'analyse s'est attardé ensuite aux données recueillies sur la RAC informels dans les universités québécoises. On distingue pour commencer entre les universités qui déclarent pratiquer une reconnaissance indifférenciée des acquis informels et celles qui semblent se limiter à la seule reconnaissance des acquis expérientiels acquis en milieu de travail. Cette distinction est ensuite validée et bonifiée à la lumière des entretiens obtenus avec les personnes-ressources de la RAC présentes dans quatre institutions universitaires (Laval, Sherbrooke, UQTR, UQ). Les limites de la reconnaissance des acquis informels sont finalement abordées dans un troisième et dernier temps. Une discussion sur ces analyses est proposée en dernière instance, ainsi que l'énumération des limites de la recherche.

Chapitre 4

LA RECONNAISSANCE DES ACQUIS DANS LES UNIVERSITÉS QUÉBÉCOISES

Ce chapitre présente les résultats de la synthèse des connaissances conduite sur les pratiques déclarées des universités québécoises en matière de reconnaissance des acquis et des compétences. On commencera par présenter la recension des informations relatives à la RAC qui ont pu être amassées sur les sites web institutionnels de chacune des dix-neuf institutions universitaires à l'étude. Une synthèse des résultats obtenus s'attardera ensuite à rendre compte, dans une perspective comparative, de la pratique déclarée de la RAC dans les universités québécoises, ce qui permettra de catégoriser les établissements en fonction de leur degré d'ouverture pour reconnaître des apprentissages acquis à l'extérieur d'eux.

4.1 RECENSION DES SITES WEB ET DES POLITIQUES

La recension qui suit vise à dresser un état de la reconnaissance des acquis et des compétences pratiquée par les universités québécoises. À cette fin, on a procédé à l'analyse des sites internet des établissements universitaires et de leurs dispositifs réglementaires pertinents, soit en l'occurrence les règlements des études et, s'il y a lieu, les politiques institutionnelles ou internes relatives à la RAC.

La stratégie d'analyse des données s'est faite selon le modèle établi dans le cadre méthodologique. Pour ce faire, on a cherché à documenter pour chaque université étudiée si l'institution avait une page web institutionnelle dédiée à la RAC, si elle possédait une politique de RAC (idem pour ses unités académiques), les formes de reconnaissance qu'elle accorde, si elle renseigne sur les procédures à suivre et sur les frais encourus par la démarche de RAC, le nombre de crédits admissibles, si des personnes-ressources sont attitrées à la RAC, et, enfin, si l'établissement offre l'opportunité de reconnaître des acquis expérientiels extrascolaires.

4.1.1 Université McGill

Page web RAC	Non
Politique institutionnelle	Non
Politique(s) interne(s)	Non
Procédures	Oui
Frais	Oui
Crédits admissibles	Oui
Personnes-ressources	Non
RAC extrascolaires	Non
Formes de reconnaissance	E, T, X

Aucune information n'a pu être trouvée sur le site web institutionnel de McGill relativement à la reconnaissance des acquis à proprement parler (*Prior Learning Assessment Recognition*). Aucune politique institutionnelle n'existe non plus sur les transferts ou équivalences de crédits, du moins, rien de tel n'a pu être décelé sur la page du Secrétariat relative aux *Policies* de l'Université.

Cependant, une page web de McGill est dédiée aux « Crédits de transfert et crédits accordés en équivalence » dans laquelle il est possible de trouver des pistes de réponse aux questions relevant de la reconnaissance des acquis d'apprentissage. La « Foire aux questions » (FAQ) est particulièrement utile pour guider l'étudiant vers les ressources appropriées. On y apprend par exemple qu'aucun frais ne doit être engagé pour obtenir des crédits de transfert, et qu'en général, l'étudiant peut se prévaloir jusqu'à concurrence de 30 crédits d'exemption au maximum (principe du moins qui connaît certaines exceptions).

Au-delà de ces informations générales, aucune politique d'ensemble ne permet de guider l'étudiant dans sa démarche de transfert de crédits, celui-ci devant s'en référer aux exigences de sa faculté et de son programme d'attaches. Certaines unités académiques ont incorporé une page d'information sur l'équivalence de cours et le transfert des crédits (*Faculty of Engineering, Faculty of Science, Faculty of Arts Office of Advising and Student Information Services (OASIS), History and Classical*

Studies), mais ce ne semble pas être systématiquement le cas. Dans ces derniers cas, l'information est catégorisée différemment, certaines la classant sous une rubrique qui s'adresse aux étudiants étrangers alors que d'autres l'insèrent sous une rubrique d'information générale adressée aux futurs étudiants.

Toutes les informations relatives aux transferts de crédits sont néanmoins disponibles à l'intérieur de l'annuaire électronique de McGill (*eCalendar*⁸), version anglophone du règlement des études que l'on retrouve usuellement dans les universités francophones. Cinq *eCalendar* sont disponibles pour consultation et téléchargement sur le portail web institutionnel de McGill : *Undergraduate eCalendar*, *Health Sciences eCalendar*, *Continuing Studies eCalendar*, *Graduate & Postdoctoral eCalendar*, *Summer Studies eCalendar*.

L'analyse des annuaires (Cf. Annexe 1) permet de faire ressortir l'ouverture généralement accordée par les unités académiques aux étudiants qui souhaiteraient voir reconnaître leurs études antérieures accomplies dans une autre université. Le nombre de crédits qui peut être accordé est toutefois fort variable d'une faculté à l'autre. Par exemple, sur la page d'admission de la Faculté de Droit, on affirme que « [s]euls les étudiants qui remplissent les critères d'admission dans les catégories Étudiants diplômés en droit et Étudiants en transfert peuvent recevoir des crédits pour des cours de droit déjà complétés lors de leurs études universitaires antérieures étudiants. » On discrédite toutefois d'emblée les études qui auraient pu être accomplies dans le cadre d'un certificat en droit : « Les cours complétés dans un certificat en droit ne seront en aucun temps crédités en vue de l'obtention d'un diplôme en droit. » Et force est de relativiser au final l'ouverture de la Faculté de droit de McGill à l'égard des crédits obtenus dans un autre programme universitaire de droit, car celle-ci ne reconnaîtra tout au plus que 6 crédits de droit (plus 6 autres non reliés à des matières juridiques) : « Students having successfully completed two terms in the Faculty may apply to receive credit for outside law courses for a

⁸ « *eCalendar*: This publication (www.mcgill.ca/study) is the official listing of requirements for degree, certificate, and diploma programs and courses offered by the University. It also describes the University's academic and administrative regulations, policies, and procedures. »

maximum of 6 credits ; [...] students may obtain a maximum of 12 outside credits to count towards their BCL/LLB: 6 outside law credits and 6 outside non-law credits. » On le voit mieux, l'application des transferts de crédits relève de la discrétion de chaque faculté qui traite cas par cas le dossier des étudiants demandeurs.

On retrouve également une page (*Quebec Inter-University Transfer*) qui porte sur l'*Entente relative aux autorisations d'études hors établissement entre les universités québécoises* (CREPUQ, 1995, 2014). Cette entente « permet aux étudiants inscrits dans l'une des universités établies au Québec de suivre des cours dans n'importe quelle autre université québécoise [...] et en faire reconnaître les crédits aux fins des exigences de son grade à McGill », sous réserve toutefois, précise-t-on, des politiques des facultés que l'on retrouve intégralement dans l'annuaire électronique de McGill (*eCalendar*).

Il est à noter que McGill a développé un système d'équivalence de cours (*Course Equivalency System Database*) participant du *Course Equivalency Project* qui a pour objectif de mettre en œuvre un *Course Equivalency Management System*. Enfin, McGill a aussi établi une liste de correspondance entre ses cours et les examens du programme *Advanced Placement*⁹ pour lesquels un étudiant peut se voir reconnaître le transfert ou l'équivalence de crédits selon ses résultats, et ce, jusqu'à concurrence de 30 crédits (avec les limites que l'on sait dépendamment des unités académiques). Cette dernière information semble cependant contredire ce qui précède quant au nombre maximal de crédits admissibles, ce qui mériterait d'être clarifié.

⁹ « **Advanced Placement (AP)** is a program in the United States and Canada created by the College Board which offers college-level curricula and examinations to high school students. American colleges and universities may grant placement and course credit to students who obtain high scores on the examinations. », In Wikipedia, « Advanced Placement ».

4.1.2 Université Bishop's

Page web RAC	Non
Politique institutionnelle	Non
Politique(s) interne(s)	Non
Procédures	Oui
Frais	Oui
Crédits admissibles	Oui
Personnes-ressources	Oui
RAC extrascolaires	Non
Formes de reconnaissance	E, T, X

Aucune information n'a pu être trouvée relativement à la reconnaissance des acquis (*Prior Learning Assessment Recognition*) sur le site web institutionnel de Bishop's. Aucune politique sur les transferts ou équivalences de crédits n'a pu non plus être décelée sur la page des *Politiques* de l'université. Un hyperlien « Québec inter-university credit transfert » renvoie à la page web du BCI qui héberge l'*Entente relative aux autorisations d'études hors établissement entre les universités québécoises* (CREPUQ, 1995 ; BCI, 2014).

Il faut se rendre sur la page d'admission (*Admission process*) du site de Bishop's pour trouver les principales informations concernant les conditions de transfert des crédits d'études antérieures. On y distingue entre un peu plus d'une dizaine de catégories d'étudiants¹⁰, pour lesquels on reconnaît généralement la possibilité d'un transfert de crédits correspondant à la première année de baccalauréat (soit 30 crédits).

C'est dans l'annuaire de l'université (*The Academic Calendar*) que l'on retrouve plus exactement les dispositions qui s'appliquent à tous les cas de figures. Une section intitulée *Credit for Studies Completed Elsewhere* (Chapitre 5) traite des transferts de

¹⁰ CEGEP Students, Canadian High School Students, USA High School Students, International Baccalaureate (IB) Students, Baccalauréat français (BACF) Students, A-level/British-Patterned System Students, International High School Students, College Transfer Students, University Transfer Students, Mature Students, English Language School Pathway Students, Exchange Students from a partner university.

crédits entre institutions universitaires et à l'intérieur des différentes unités académiques de l'université. Quoique permis, on ne manque pas de préciser que le transfert de crédits est octroyé à la discrétion du doyen responsable (« may be eligible for advanced credit granted at the discretion of the appropriate Academic Dean »). Il ne semble toutefois pas y avoir de frais engagés par ces procédures¹¹. Enfin, au moins la moitié des cours d'un diplôme doivent être complété à Bishop's, ceux-ci devant cumulé la moitié des crédits obtenus (un maximum de 9 crédits peuvent être transférés dans le cas d'un programme de certificat).

¹¹ C'est ce qu'on en déduit de l'analyse de l'annuaire qui, dans la section renseignant sur les différents frais (*fees*) de services universitaires, ne comporte aucune mention de frais reliés aux transferts de crédits.

4.1.3 Université Concordia

Page web RAC	Non
Politique institutionnelle	Non
Politique(s) interne(s)	Non
Procédures	Oui
Frais	Non
Crédits admissibles	Oui
Personnes-ressources	Non
RAC extrascolaires	Non
Formes de reconnaissance	E, S, T, X

Comme dans les cas précédents, rien n'a pu être décelé sur le site internet de Concordia University au sujet de la reconnaissance des acquis (Prior Learning Assessment Recognition), si ce n'est une disposition générale relative au transfert des crédits et aux exemptions (*Transfert Credits and Exemptions*) qui a pu être retracée dans la section 13 de l'*Admission Regulations* du document *Undergraduate Calendar 2016-2017*. Dans ce même document, et à l'intérieur de la même section, on trouve d'autres sections relatives au transfert de crédits interuniversitaires et entre institutions postsecondaires plus généralement (*junior colleges* ou *colleges of applied arts and technology*).

La section 14 du même document porte sur l'admission des candidats adultes (*Mature Entry*) et énonce de manière plutôt évasive les conditions d'admission sur une base autre que les préalables académiques conventionnels : « Although not meeting the normal academic requirements for admission (Québec Diplôme d'études collégiales or the equivalent), applicants must satisfy the University that they have the potential to undertake undergraduate courses; those who have the Québec Diplôme d'études collégiales or the equivalent should contact the Office of the Registrar and their respective Faculty regarding their admission; [...] ». Une page sur les « Minimum admission requirements » détaille quant à elle les équivalences des diplômes de différentes universités canadiennes et internationales.

Une recherche effectuée avec le moteur de recherche du portail web institutionnel a permis de retracer certaines informations relatives à l'*Advanced Standing* (Département de chimie et de biochimie) et les *Advanced Placement Examinations* (notamment dans le cas des étudiants internationaux). De même, il est possible de retrouver selon les différentes facultés des informations relatives au *Transfer credits* (Faculté de génie et des sciences informatiques et Faculté des arts et sciences) ou *degree transfer* (Faculté d'arts et sciences). Bien que des pages sur les *Transfer credits* et les *Transfer students* donnent des informations génériques sur la possibilité de se voir reconnaître des acquis scolaires antérieurs, rien ne permet de savoir si l'université Concordia reconnaît également des acquis expérientiels extrascolaires. Enfin, aucune information sur les coûts qui pourraient être exigés n'a pu non plus être repérée.

4.1.4 Université Laval

Page web RAC	Oui
Politique institutionnelle	Oui
Politique(s) interne(s)	Oui
Procédures	Oui
Frais	Oui
Crédits admissibles	Oui
Personnes-ressources	Oui
RAC extrascolaires	Oui
Formes de reconnaissance	E, S, X, D, A, R

En matière de RAC, l'Université Laval est assurément un modèle exemplaire dans le contexte universitaire québécois. Non seulement offre-t-elle sur son site internet une vitrine à la reconnaissance des acquis à travers un portail web qui lui est spécifiquement dédié, mais surtout, elle est parmi les rares universités au Québec qui se soit dotée d'une politique institutionnelle sur la RAC (*Politique de reconnaissance des acquis scolaires et extrascolaires*). Cet instrument de gouvernance est complété par différentes dispositions du *Règlement des études* qui lui sont relatives (Cf. Annexe 1).

C'est à la Direction générale des programmes de premier cycle (DGPC) que revient la responsabilité d'accompagner les directions de programme dans le traitement des demandes de reconnaissance des acquis extrascolaires pour les trois cycles d'études. Celle-ci est également responsable, en collaboration avec la Faculté des études supérieures et postdoctorales (FESP), de l'application de la *Politique de reconnaissance des acquis scolaires et extrascolaires*.

Dans le *Guide de la directrice et du directeur de programme de premier cycle*, on distingue cinq différentes formes de reconnaissance des acquis scolaires : 1) Équivalence de cours ou de crédits (si l'activité reconnue a été réussie dans un autre établissement) ; 2) Substitution d'activités de formation (si l'activité reconnue a

été réussie à l'Université Laval) ; 3) Ajustement de programme (activités du programme remplacées par d'autres activités) ; 4) Récupération de scolarité (dans le cas d'un changement de programme) ; 5) Exemption de cours (si des cours similaires ont été réussis dans un autre programme de l'Université). Quant aux acquis extrascolaires, on distingue entre deux formes de reconnaissance, la dispense de cours et de crédits.

Un *Catalogue des équivalences* a également été institué afin de permettre aux étudiants venus d'un autre établissement universitaire (ou dans le cadre des ententes DEC-BAC et passerelles) de faire valoir l'équivalence d'une activité de formation antérieurement suivie avec celle que leur propose l'université d'accueil. Fait intéressant à noter, il est possible d'obtenir une reconnaissance d'acquis en réussissant un examen de dispense. Il est à remarquer cependant que dans le cadre de la RAC un étudiant ne peut obtenir plus de la moitié des crédits de son programme d'études (certificat, baccalauréat, diplôme, maîtrise, doctorat).

Comme l'indique l'intitulé de la politique institutionnelle sur la RAC, les acquis peuvent être extrascolaires (basés sur l'expérience ou l'autoformation¹²) ou scolaires (cours accomplis dans un autre établissement). Les étudiants qui souhaitent voir reconnaître leurs acquis extrascolaires peuvent bénéficier de l'appui d'une conseillère attitrée au dossier de la RAC. Cependant, comme l'indique le site web de l'université, « ce ne sont pas tous les programmes ou toutes les activités d'un programme qui peuvent faire l'objet d'une reconnaissance. » Par exemple, le *Guide de la directrice et du directeur de programme de premier cycle* nous apprend que « [l]es connaissances de langues ne peuvent être reconnues en acquis extrascolaires. »

Ce même *Guide* nous informe que les frais associés à l'analyse et à l'évaluation du dossier de RAC s'élève à 150 \$, auxquels s'ajoutent des frais pour les crédits accordés (35 \$ du crédit). Les frais d'analyse et d'évaluation du dossier peuvent ne pas être facturés advenant le cas où l'étudiant n'a pas de dossier à présenter

¹² Cf. art. 277b.

(« exemple : seule l'attestation d'un organisme suffit pour obtenir une dispense pour un cours ou un stage »), bien que les frais de 35 \$ pour les crédits accordés s'appliquent à toutes les formes de dispense.

Enfin, par-delà sa gestion centralisée au niveau institutionnel, le dispositif de la RAC est aussi pris en charge par différentes unités académiques au sein de l'université. Des facultés, écoles ou départements de l'Université Laval peuvent être signalés pour leurs efforts accomplis en matière de reconnaissance des acquis, que ce soit par des portails web sous forme de FAQ (Faculté des lettres et sciences humaines, Département d'informatique et de génie logiciel, École de service sociale), par l'adoption d'une politique de reconnaissance des acquis extrascolaires (Faculté des sciences infirmières, Faculté des sciences de l'administration) ou de directives sur la RAC (Faculté des sciences et de génie).

4.1.5 Université de Montréal

Page web RAC	Non
Politique institutionnelle	Non
Politique(s) interne(s)	Oui
Procédures	Oui
Frais	Non
Crédits admissibles	Oui
Personnes-ressources	Non
RAC extrascolaires	Non
Formes de reconnaissance	E, T, S, X

L'Université de Montréal ne dispose d'aucune page web institutionnelle spécifiquement dédiée à la reconnaissance des acquis. Il a fallu consulter les règlements des études de premier cycle, des études supérieures et postdoctorales ainsi que des études médicales postdoctorales pour prendre connaissance des politiques règlementaires applicables en matière de reconnaissance des acquis. Il est à remarquer que l'université préfère à ce sujet parler de reconnaissance « de crédits » plutôt que « d'acquis », ce qui témoigne de la vue étroite que se fait l'institution des activités d'apprentissage qu'un étudiant pourrait être en droit de se voir reconnaître (c'est-à-dire uniquement des acquis scolaires, au détriment de tous autres acquis expérimentiels extrascolaires).

Selon le *Règlement des études de premier cycle*, il appartient au « doyen ou l'autorité compétente » d'exonérer un étudiant de l'obligation de suivre un cours ou lui permettre de procéder à une substitution de cours (Cf. *Reconnaissance de crédits et transfert de cours*, art. 8.1 à 8.8) ; à noter que « les crédits obtenus depuis plus de 10 ans ne peuvent faire l'objet d'une équivalence de cours, d'une exemption ou d'un transfert de cours. » (art. 8.1) Outre le « doyen ou l'autorité compétente », il n'y a pas de personne-ressource expressément attitrée à la mise en œuvre de la reconnaissance des acquis à l'UdeM, la responsabilité de celle-ci étant reléguée aux administrations

facultaires et départementales. En somme, il n'y a pas de directives claires informant l'étudiant des procédures à suivre en termes de reconnaissance de crédits.

Une exception notable toutefois est à remarquer s'agissant de la Faculté de l'éducation permanente (FEP) qui fait figure à part dans le décor institutionnel de l'UdeM, étant de fait la seule Faculté à s'être dotée d'une *Politique de reconnaissance des acquis expérimentiels* entrée en vigueur à l'automne 2013 (6 septembre 2013). Celle-ci s'est même munie d'un Service de reconnaissance des acquis expérimentiels sous la responsabilité de Jean-Pierre Lefebvre, quoique la responsabilité de ce service échoie aussi à d'autres instances de la Faculté (direction de la FEP, responsable de programme et le personnel enseignant). Des frais d'ouverture de dossier sont applicables (94 \$) à quoi s'ajoutent des frais de 77,60 \$ par crédit/cours pour l'évaluation des acquis expérimentiels. Au contraire de la FEP, les services de reconnaissance de crédits de l'UdeM sont gratuits¹³, ceux-ci n'ayant pas besoin de recourir aux services d'un évaluateur.

Bien qu'une ligne directrice d'ordre institutionnel soit absente de la gestion de la RAC à l'UdeM, il importe de souligner qu'il existe un certain nombre d'initiatives en matière de reconnaissance des acquis qui ont pu être repérées au niveau des différentes unités académiques composant l'université. Par exemple, le certificat de 2^e cycle en pratique pharmaceutique de première ligne oblige ses étudiants à remplir un document portfolio dans lequel sont insérées des informations sur la reconnaissance de crédits et sur la reconnaissance des acquis expérimentiels. L'École de bibliothéconomie et des sciences de l'information nous informe sur son site wiki qu'elle a, conformément au règlement pédagogique de la Faculté des études supérieures et postdoctorales (FESP), élaboré une politique « concernant la reconnaissance de crédits pour les programmes de Maîtrise en sciences de l'information professionnelle (2-055-1-2) et recherche (2-055-1-3). » De son côté, la Faculté des sciences infirmières offrait un *Guide de présentation d'une demande de reconnaissance des acquis expérimentiels* (mais il semble que l'hyperlien soit

¹³ Aucune indication à cet effet n'a pu être trouvée sur le site de l'université, mais par expérience, pour avoir déjà bénéficié du service de reconnaissance de crédits, on peut être certain de sa gratuité.

désormais brisé). La Faculté des arts et sciences quant à elle invite ses étudiants à se référer au *Service d'appui à la formation interdisciplinaire et à la réussite étudiante* (SAFIRE) pour faire reconnaître des acquis d'études antérieures. Enfin, il ne faudrait pas oublier que l'université reconnaît l'engagement étudiant à hauteur de trois crédits.

4.1.6 École Polytechnique

Page web RAC	Non
Politique institutionnelle	Non
Politique(s) interne(s)	Non
Procédures	Oui
Frais	Oui
Crédits admissibles	Oui
Personnes-ressources	Non
RAC extrascolaires	Non
Formes de reconnaissance	E, T, S, X

Aucune information n’a pu être décelée sur le site internet de l’École Polytechnique de Montréal quant à la reconnaissance des acquis à proprement parler. Toutefois, il a pu être repéré sur la page du Registrariat, dans la rubrique « Formulaires », un document sur les procédures à suivre pour obtenir la reconnaissance d’équivalences (« Registrariat — Informations et procédures : Équivalences »).

Soucieuse de sa réputation et de la qualité de la formation qu’elle offre, l’École Polytechnique n’octroie les équivalences que « selon des normes et avec minutie », sachant que « les chances de réussite d’un étudiant à Polytechnique peuvent être sérieusement compromises s’il devait débiter à un niveau plus élevé que sa préparation ne le justifie. » En ce sens, aucune reconnaissance d’équivalences ne peut être octroyée en regard d’une formation préuniversitaire de niveau collégial, quoique « des exemptions sont possibles pour quelques cours spécifiques selon certaines conditions ». Selon que les cours ont été suivis dans le cadre d’un programme d’études agréé par le Bureau canadien d’agrément des programmes de génie (BCAPG), les *Règlements des études du baccalauréat en ingénierie* (art. 5.3.1) précisent que, pour ce cas de figure particulier, le nombre maximum de crédits pouvant être octroyé en équivalence s’élève à 60 crédits (deux ans), plafonnant cependant pour tous les autres cas à un maximum de 30 crédits (une année).

L'étudiant qui souhaite obtenir une reconnaissance (équivalence, exemption, substitution ou transfert) de ses acquis doit en faire la demande au Registrariat qui étudie la demande en concertation avec le directeur du département ou son délégué et le directeur des études de premier cycle. Les frais associés peuvent s'élever jusqu'à 214,56 \$ pour la première demande d'équivalences faite pour des études antérieures accomplies hors du Canada (et 107,39 \$ pour toute demande additionnelle) ; sinon, aucun frais n'est exigé pour des études faites au Canada.

4.1.7 École des Hautes études commerciales (HEC)

Page web RAC	Non
Politique institutionnelle	Oui
Politique(s) interne(s)	s. o.
Procédures	Oui
Frais	Non
Crédits admissibles	Oui
Personnes-ressources	Non
RAC extrascolaires	Oui
Formes de reconnaissance	E, T, S, X, D

Le site web institutionnel de HEC Montréal ne contient pas de section spécifiquement dédiée à la reconnaissance des acquis. Parmi les différents programmes offerts, deux seuls affichent un portail sur la « reconnaissance d'acquis », soit le programme de Baccalauréat en administration des affaires (B.A.A) et le programme de Certificat.

Le « Centre d'aide » en ligne répond à une question relative à la reconnaissance des acquis : « Puis-je faire créditer certains cours de mes études antérieures et obtenir des équivalences ou exemptions? » qui renseigne sur l'existence d'une politique de reconnaissance d'acquis dont s'est dotée l'École le 12 mars 2014 (*Politique sur la reconnaissance des acquis de HEC Montréal*). On y spécifie qu'aucune reconnaissance d'acquis n'est possible pour le programme de Master of Business Administration (MBA)¹⁴.

La politique institutionnelle de RAC adoptée par l'École définit les principes, les types de reconnaissance d'acquis accordés, les limites du dispositif, les procédures de

¹⁴ Information qui est en contradiction avec le *Règlement régissant l'activité étudiante à HEC Montréal — Programme de MBA* dans lequel on retrouve une section sur la reconnaissance d'acquis (section 4, art. 4.1 et 4.2). Toutefois, ce dernier a été mis à jour le 1^{er} avril 2015, alors que l'information repérée sur le « Centre d'aide » a été mise à jour le 29 mars 2017. Quant à la *Politique sur la reconnaissance des acquis de HEC Montréal* telle qu'adoptée par le Conseil pédagogique le 12 mars 2014, celle-ci déclare qu'aucune exemption ou équivalence n'est accordée au programme de MBA (art. 6.3).

la demande, la nullité d'une reconnaissance d'acquis et les particularités s'appliquant à chaque programme. Celle-ci reconnaît cinq différents types de reconnaissance d'acquis (équivalence, exemption, transfert, substitution et dispense). Seule la mesure d'exemption se rapproche en esprit d'une reconnaissance d'acquis non formel (expérientiel ou extrascolaire) : « Il y a exemption lorsque la somme de l'expérience professionnelle ou la formation antérieure d'un étudiant satisfait aux exigences d'un cours ou d'un bloc de cours de son programme. » ; seulement, il n'est pas dit si des frais doivent être engagés pour ce type de reconnaissance.

De manière générale, pour faire reconnaître des acquis auprès d'une direction administrative, il faut d'abord avoir déposé une demande d'admission dans un programme. Cependant, la politique institutionnelle précise que cette demande se limite à des activités réalisées dans une période de dix années précédant la date d'admission de l'étudiant dans le programme et ne s'applique, dans le cas d'une équivalence, que pour les cours réussis avec un résultat minimum de C au premier cycle et un minimum de B aux cycles supérieurs (art. 3.1). Qui plus est, « [l]e nombre maximal de crédits qui peuvent être accordés à un étudiant sous forme d'équivalence ou d'exemption est limité à 50 % des crédits de cours et à 50 % des crédits de cours de spécialisation de son programme à HEC Montréal » (art. 3.2). Enfin, la politique précise que l'École « n'accorde pas d'équivalence pour les cours offerts par des associations professionnelles. » (art. 3.3)

Un formulaire de *Demande d'équivalence, d'exemption ou de substitution de cours* est disponible pour les étudiants qui veulent faire évaluer leur dossier en vue d'obtenir une reconnaissance d'acquis dans le cadre des programmes de B.A.A, D.E.S et M. Sc. Dans ces cas, il faut prévoir un délai de cinq semaines pour l'étude de la demande, démarche qui doit être effectuée dès la réception de l'offre d'admission.

Concernant le programme de Certificat, HEC Montréal prévoit accorder aux étudiants qui en font la demande une équivalence, exemption, dispense ou substitution de cours selon les études accomplies et l'expertise acquise. La demande doit être faite après avoir été admis dans le programme et avant la première inscription. Toute demande

incomplète est automatiquement refusée. Une demande par établissement est exigée. Il est recommandé de ne pas s'inscrire à un cours pour lequel on demande une équivalence, une exemption, une substitution ou une dispense et il faut prévoir un délai d'au moins 2 semaines après la confirmation d'admission au programme (pendant la période estivale, un délai supplémentaire peut être requis). La décision est rendue par voie de courriel.

Outre la politique institutionnelle de l'École, plusieurs règlements régissant l'activité étudiante des différents programmes d'études contiennent également des dispositions relatives à la reconnaissance d'acquis. Cependant, les informations que contiennent ces documents règlementaires sont à considérer avec précaution, celles-ci pouvant ne pas être à jour ou contradictoires avec d'autres sources d'information (le cas du programme de MBA). Cela est d'autant plus problématique qu'il ne semble pas y avoir de personnes-ressource attitrée au dossier de la RAC à HEC Montréal et qui pourraient venir en aide en cas de besoin. Enfin, il est à noter que le *Règlement pédagogique de HEC Montréal* ne contient aucune information relative à la reconnaissance d'acquis.

4.1.8 Université de Sherbrooke

Page web RAC	Oui
Politique institutionnelle	Oui
Politique(s) interne(s)	Oui
Procédures	Oui
Frais	Oui
Crédits admissibles	Oui
Personnes-ressources	Oui
RAC extrascolaires	Oui
Formes de reconnaissance	E, T, S, X

Sur son portail web institutionnel, l'Université de Sherbrooke (UdeS) présente une section de son site internet consacrée à la reconnaissance des acquis. Celle-ci se divise en deux volets entre les programmes de 1^{er} cycle et les programmes des cycles supérieurs, quoique ceux-ci recoupent essentiellement les mêmes informations.

Très bien structuré, le site de la reconnaissance des acquis de l'UdeS détaille toute l'information pertinente pour guider l'étudiant dans sa démarche de RAC. On y explique dans une première rubrique la distinction établie entre les deux différents types d'acquis (scolaires et extrascolaires) conventionnellement reconnus dans les démarches de RAC. On explique ensuite dans une seconde rubrique le fonctionnement du traitement¹⁵ des demandes selon que l'on souhaite faire reconnaître des acquis scolaires *avec preuves* ou bien des acquis scolaires *sans preuves* et des acquis extrascolaires. Une troisième rubrique présente les liens utiles sur les règlements et informations facultaires relatives à la RAC (Cf. Annexe 1). Une foire aux questions répond aux principales interrogations qui peuvent se poser dans le cadre du processus de reconnaissance d'acquis (frais, nombre de crédits, note minimale, effet sur la moyenne cumulative, etc.) et une dernière rubrique donne les coordonnées pour joindre la responsable institutionnelle de la RAC.

¹⁵ Le traitement se divise en cinq étapes : 1) Cueillette d'informations; 2) Dossier préliminaire; 3) Entente de services; 4) Mise en preuve des acquis; 5) Évaluation des acquis par les experts.

C'est en 2007 que l'UdeS s'est dotée d'une politique institutionnelle de RAC (politique 2500-023, entrée en vigueur le 19 juin 2007), faisant d'elle la première université québécoise à s'être munie d'un tel outil de gouvernance en la matière. La mise en œuvre, l'application, la modification et l'évaluation de la politique sont sous la responsabilité d'une personne membre du comité de direction de l'Université. D'autres responsabilités sont aussi partagées entre l'Université, la ou le responsable institutionnelle, le comité institutionnel de la RAC, les facultés et centres universitaires de formation, le personnel enseignant et la ou le registraire.

L'UdeS distingue trois différentes finalités de RAC : 1) la reconnaissance des acquis aux fins *d'admission* (« destinée aux personnes qui veulent accéder à une formation universitaire mais qui ne rencontrent pas les conditions générales et particulières d'admission ») ; 2) la reconnaissance des acquis aux fins *d'optimisation de parcours* (« destinée aux étudiants admis dans un programme à l'Université de Sherbrooke ») ; 3) la reconnaissance des acquis aux fins *de diplomation* (« destinée aux personnes qui ont obtenu dans le passé au moins le tiers des crédits d'un programme à l'Université de Sherbrooke et qui souhaitent être diplômées dans ce programme grâce à la reconnaissance de leurs acquis extrascolaires ou à la combinaison d'acquis scolaires et extrascolaires »). (UdeS, 2017)

Quant aux frais qui doivent être engagés, comme partout ailleurs, une démarche de reconnaissance des *acquis scolaires avec preuves* n'implique aucun frais, ce qui est différent dans le cas d'une démarche de reconnaissance des *acquis scolaires sans preuve et extrascolaires*. Bien que la séance d'information et la rencontre individuelle avec la responsable RAC soient gratuites, à partir du moment où l'étudiant s'engage dans la préparation de son dossier pour vérifier la recevabilité de sa candidature, l'ouverture de dossier entraîne des frais s'élevant à 150 \$. Une personne peut se voir reconnaître jusqu'à concurrence des deux tiers des crédits d'un programme d'études dans le cas d'un programme régulier et jusqu'à la moitié des crédits dans le cas d'un programme sous le régime coopératif. La note obtenue pour les programmes de 1er cycle doit généralement être égale ou supérieure à C, et égale ou supérieure à B pour les programmes des cycles supérieurs. Cependant, pour se voir octroyer un diplôme

par l'UdeS, l'étudiant doit « avoir obtenu au moins le tiers des crédits d'un programme en y réalisant des cours ayant généré une note. » (UdeS, 2017)

Comme il vient d'être mentionné, plusieurs Facultés de l'Université ont adopté leur propre règlement facultaire de reconnaissance des acquis. Évoquons aussi à cet égard le processus de reconnaissance d'acquis expérientiels en enseignement collégial mis sur pied par la Faculté d'éducation pour les membres enseignantes et enseignants de la structure de partenariat de formation continue PERFORMA (*Perfectionnement et formation des maîtres*). Il est à noter toutefois que tous les programmes de l'UdeS ne sont pas assujettis à la politique institutionnelle sur la RAC, certains programmes étant exclus du processus « en raison d'exigences ou de contraintes, notamment ceux provenant d'ordres professionnels ou d'instances ayant un droit de regard sur l'admission à la profession. » (UdeS, 2017) Enfin, on trouve également des dispositions règlementaires relatives à la RAC dans le *Règlement des études 2016-2017* (sections 4.1.6 et 5.5) qui renseignent notamment sur les quatre différentes formes de reconnaissance admises à l'UdeS (équivalence, transfert, substitution, exemption).

4.1.9 UQAM

Page web RAC	Oui
Politique institutionnelle	Non
Politique(s) interne(s)	Non
Procédures	Oui
Frais	Oui
Crédits admissibles	Oui
Personnes-ressources	Non
RAC extrascolaires	Oui
Formes de reconnaissance	S, T, X, Re, Int, Ins

Le site web institutionnel de l'UQAM possède une page spécifiquement dédiée à la reconnaissance des acquis. Ajoutant entre parenthèses la notion d'« exemption de cours », c'est en effet sur cette dernière notion que s'attarde la page web de l'UQAM sur la reconnaissance des acquis, rappelant les dispositions réglementaires qui s'appliquent en de telles circonstances. On y définit tout d'abord ce que représente une exemption de cours, informant par après sur les procédures à engager dans le cas où l'on détient un DEC technique, de même ensuite dans la situation où l'on aurait étudié dans une autre université canadienne ou si l'on a étudié dans une université étrangère, la page se clôturant enfin sur les dispositions à suivre si l'on a des documents rédigés dans une autre langue que le français ou l'anglais.

Chacune des facultés¹⁶ et l'école de des sciences de la gestion (ESG) de l'UQAM possèdent leur propre page web institutionnelle informant sur les reconnaissances des acquis offertes dans chacun des programmes (nombre de crédits admissibles et notes académiques minimales). er cependant que la plupart des programmes conduisent à un nombre limité de crédits admissibles à la RAC, ceux-ci oscillant généralement entre 3 et 15 crédits, atteignant parfois au maximum 30 crédits, alors que la majorité

¹⁶ Faculté de communication, Faculté des arts, Faculté de science politique et de droit, Faculté des sciences de l'éducation, Faculté des sciences, Faculté des sciences humaines.

des programmes n'accorde aucune reconnaissance d'acquis (offrant au mieux une substitution). La page web consacrée à la RAC indique que la demande d'exemption doit se faire auprès de la Direction du programme d'études auquel l'étudiant est inscrit en lui remettant le formulaire de « Reconnaissance d'acquis (Exemption et intégration de cours) » disponible en ligne. Des frais de 30 \$ sont exigés pour chaque cours faisant l'objet d'une demande de reconnaissance d'acquis.

Concernant les acquis expérientiels extrascolaires, il faut consulter la page web du *Bureau de recrutement* de l'UQAM (dédiée aux candidats adultes, « personnes de 21 ans et plus ») où l'on informe cette fois que la reconnaissance des acquis peut donner lieu à cinq différentes situations : l'exemption de cours, la substitution de cours, le transfert de cours, le report de cours et enfin l'intégration au dossier d'activités antérieures (le *Règlement des études de cycles supérieurs* énonce une sixième forme de reconnaissance, l'insertion). On reconnaît de même les acquis provenant de l'expérience, ceux-ci pouvant inclure une production artistique, littéraire ou une pratique professionnelle qui sont admissibles aux procédures d'exemption, de substitution ou à l'octroi de crédits par voie d'intégration. Cette procédure a généralement lieu après l'inscription au programme, avant la fin du premier trimestre d'études.

Quant aux dispositions réglementaires, aucune politique relative à la RAC en tant que telle n'a pu être décelée ni au niveau institutionnel ni non plus à l'intérieur des différentes unités académiques de l'UQAM. Seuls le *Règlement des études de premier cycle* et le *Règlement des études de cycles supérieurs* contiennent une section sur la reconnaissance d'acquis (Cf. Annexe 1).

4.1.10 UQTR

Page web RAC	Oui
Politique institutionnelle	Non
Politique(s) interne(s)	Non
Procédures	Oui
Frais	Oui
Crédits admissibles	Oui
Personnes-ressources	Oui
RAC extrascolaires	Oui
Formes de reconnaissance	T, S, X, Int, Ins

L'UQTR possède un site web des plus exemplaires consacré à la RAC. Détaillé, bien organisé et concis, l'UQTR pourrait faire figure de modèle en matière de communication institutionnelle sur la reconnaissance des acquis.

Le portail web se divise en sept grandes sections. Une page d'accueil donne tout d'abord des éléments d'informations générales sur le dispositif de RAC (que veut dire la RAC, qui peut faire et comment faire une demande de RAC). Ensuite, une page porte spécifiquement sur la procédure à suivre pour compléter une demande de RAC avec les types de dossiers à compléter et les pièces à fournir. Un troisième onglet « Suivi de ma demande » permet comme le nom l'indique de faire le suivi de sa demande de reconnaissance d'acquis. Une quatrième section répond aux questions les plus fréquentes, notamment quant au nombre de crédits qu'il est possible de se faire reconnaître et les frais encourus. On y trouve également les renseignements sur la personne-ressource responsable des dossiers de RAC. De même, un onglet « Liens utiles » renvoie aux deux règlements des études et au guide de la CREPUQ sur les niveaux de formation pour l'admission générale des candidats non québécois. Enfin, on retrouve un formulaire relatif à la reconnaissance d'acquis de cours réalisés il y a plus de 10 ans.

Bien qu'aucune politique institutionnelle ne gouverne la pratique de la RAC à l'UQTR, celle-ci n'en a pas moins réglementé le processus d'application à l'intérieur du *Règlement sur le cheminement des étudiants de premier cycle* et le *Règlement des études des cycles supérieurs* (Cf. Annexe 1). Différentes modalités de RAC sont admises d'après les règlements, celles-ci pouvant prendre la forme de l'exemption, le transfert de notes, la substitution et l'intégration (1^{er} cycle, art. 3.8), voire l'insertion (cycles supérieurs, art. 81). Aucune politique de RAC ne semble non plus avoir été adoptée par les différentes unités académiques constitutives de l'UQTR.

S'agissant des frais occasionnés par une demande de reconnaissance d'acquis, notons que l'UQTR a adopté une résolution qui détermine les frais pour la reconnaissance des acquis scolaires (RAS) et la reconnaissance des acquis extrascolaires et des compétences (RAEC) qui s'échelonnent comme suit : 20 % des droits de scolarité dans le cas d'une RAS provenant des universités nord-américaines (excluant les universités québécoises); 30 % des droits de scolarité pour une RAS issus des établissements scolaires en dehors de l'Amérique du Nord; enfin, 50 % des droits de scolarité pour une RAEC. Le nombre maximal de crédits admissibles varie selon les programmes d'études, sa proportion oscillant entre la moitié des crédits de scolarité (Microprogramme, Mineure, Certificat et DESS) et les deux tiers des crédits de scolarité (Baccalauréat, Maîtrise et Doctorat)¹⁷. Comme le décrètent le *Règlement sur le cheminement des étudiants de premier cycle* et le *Règlement des études des cycles supérieurs*, « [j]amais l'Université n'accorde de diplôme par reconnaissance des acquis » (respectivement art. 3.1.2 et art. 72.2).

¹⁷ On note cependant que « [d]ans un programme soumis à un organisme d'agrément, le nombre de crédits reconnus peut être inférieur aux limites prévues, si l'organisme a des exigences particulières à cet égard. » (UQTR, 2017)

4.1.11 UQAC

Page web RAC	Non
Politique institutionnelle	Non
Politique(s) interne(s)	Non
Procédures	Oui
Frais	Non
Crédits admissibles	Oui
Personnes-ressources	Non
RAC extrascolaires	Oui
Formes de reconnaissance	S, T, X, V, Int, Ins

L'UQAC ne possède pas de page spécifiquement dédiée à la reconnaissance des acquis sur son site web institutionnel, malgré qu'elle ait adopté en ce sens des procédures consignées par le Secrétaire général dans le *Manuel de gestion* qui regroupe l'ensemble des politiques, procédures et règlements en vigueur dans cette université (Cf. Annexe 1).

Le site web du Bureau du registraire de l'UQAC de son côté s'est contenté dans son *ABC de l'admission et de l'inscription* d'un bref renvoi à la définition de principe de la RAC telle qu'adoptée par l'UQ, et renvoie au formulaire de *Demande de reconnaissance des acquis* à remplir par l'étudiant. Il importe de noter que le descriptif web de chaque programme contient une rubrique relative à la reconnaissance des acquis qui se lit généralement comme suit :

« En vertu de l'article 87 [ou 86 dans le cas d'un Certificat] du *Règlement des études de premier cycle* de l'UQ, les études collégiales techniques peuvent conduire à des reconnaissances d'acquis pour certains cours. Le candidat qui désire obtenir une reconnaissance de ses acquis sur la base de sa formation antérieure ou de son expérience professionnelle doit faire une demande au Bureau du registraire à la suite de la confirmation de son admission. »

Outre le personnel attitré au Bureau du registraire, l'UQAC ne semble pas avoir de personne-ressource spécifiquement attachée au service de la RAC.

Les principes directeurs qui régissent le dispositif de RAC à l'UQAC peuvent engager cinq différents types d'action : l'exemption, le transfert, la validation, l'intégration et la substitution; s'y ajoute, pour les cycles supérieurs, une sixième action, l'insertion, similaire à ce qu'on a pu voir précédemment avec l'UQTR (*Procédure relative à la reconnaissance des acquis et des compétences à un programme d'études de cycles supérieurs*, art. 4.5).

Sans y référer nommément, l'UQAC reconnaît les acquis expérientiels et extrascolaires. Fait intéressant à noter dans le cadre de cette recherche, les dispositifs réglementaires de l'UQAC en matière de RAC réfèrent expressément au cas de la « formation autodidacte ». Dans ce dernier cas de figure, l'étudiant doit expliquer la démarche d'apprentissage qui l'a conduit à acquérir des connaissances équivalentes au contenu des cours visés par sa demande de RAC, celui-ci étant « tenu de valider ses connaissances à l'aide d'examens oraux ou écrits. » (art. 5.1.2)¹⁸ Il n'est pas permis de savoir toutefois si des frais doivent être engagés pour faire reconnaître ce type d'acquis expérientiels ou autodidactes (si ce n'est un dépôt de 25 \$ exigé dans le cas d'un étudiant qui se croirait lésé et qui déciderait de faire appel de la décision rendue sur son dossier, remboursable si la décision du comité d'appel lui est favorable).

Concernant le nombre maximal de crédits alloués dans le cadre d'une demande de RAC, ceux-ci varient d'un programme d'études à l'autre, et dépend aussi du cycle d'études visé. En ce qui regarde le premier cycle, la RAC ne dépasse pas les deux tiers des crédits d'un baccalauréat, mais il peut être accordé jusqu'à 27 crédits

¹⁸ « Pour évaluer l'expérience professionnelle ou la formation autodidacte d'un candidat, le responsable du programme et un professeur qui enseigne dans la discipline ou le champ disciplinaire concerné par le cours peuvent juger du degré de formation, à l'aide d'entrevue, d'examen oral ou écrit, ou par l'analyse du dossier. » (*Procédure relative à la reconnaissance des acquis et des compétences*, art. 6.5) Une disposition réglementaire tout à fait similaire prévaut aux cycles supérieurs (*Procédure relative à la reconnaissance des acquis et des compétences à un programme d'études de cycles supérieurs*, art. 6.7).

(obtenus à l'UQAC ou dans une autre institution) dans le cadre d'un certificat ou d'une mineure (art. 6.1). Pour les cycles supérieurs, on spécifie d'emblée que « [l]a reconnaissance des acquis est considérée exceptionnelle et concerne seulement les activités de scolarité. » (art. 6.1). On reconnaît jusqu'à la moitié des crédits d'un DESS et les deux tiers des crédits de la scolarité de la maîtrise et du doctorat. (art. 6.1)¹⁹. Enfin, en principe, « [a]ucune reconnaissance des acquis ne peut être accordée pour des études universitaires de cycle inférieur », mais une exception est possible « si ces dernières sont prévues dans le cursus du programme en question », le total des crédits d'études de premier cycle pour un programme d'études de deuxième cycle ne pouvant être supérieur à six (art. 6.3).

¹⁹ « Toutefois, l'insertion permet de dépasser la limite des crédits accordés en reconnaissance des acquis dans un programme de cycles supérieurs. Par exemple, l'ensemble des crédits réussis d'un programme court de deuxième cycle de 15 crédits pourrait être reconnu intégralement dans un DESS de 24 crédits. » (*Procédure relative à la reconnaissance des acquis et des compétences à un programme d'études de cycles supérieurs*, art. 6.1).

4.1.12 UQAR

Page web RAC	Oui
Politique institutionnelle	Non
Politique(s) interne(s)	Non
Procédures	Oui
Frais	Oui
Crédits admissibles	Oui
Personnes-ressources	Non
RAC extrascolaires	Oui
Formes de reconnaissance	S, T, X, V, Int, Ins

Dans la section *L'admission à l'UQAR* de son site web institutionnel, l'UQAR présente une rubrique intitulée « Reconnaissance d'acquis, DEC-BAC et passerelles » qui énonce les différentes modalités de reconnaissance d'acquis offertes par l'université. Cette page fournit les renseignements pertinents à suivre pour faire une demande de RAC, et définit les autres modalités de RAC reconnues par l'université, tel le cheminement DEC-BAC²⁰, la passerelle de reconnaissance d'acquis²¹ et le transfert de crédits d'une université à l'autre.

Concernant plus spécifiquement le dispositif de RAC, le site de l'UQAR nous informe que la demande doit être déposée au Bureau du registraire et qu'il faut y joindre le formulaire de « Demande de reconnaissance des acquis antérieurs à l'admission » (téléchargeable en ligne). On peut également y lire que « [d]es frais de 10 \$ par cours, et ce, jusqu'à concurrence de 50 \$ pour un même programme de

²⁰ « Un cheminement DEC-BAC résulte d'un protocole officiel signé entre une université et un cégep ou un collège. L'université reconnaît les acquis d'un programme de Diplôme d'études collégial (DEC) technique jusqu'à un équivalent d'une année universitaire, selon la qualité du dossier scolaire. Cela permet d'obtenir, en baccalauréat en deux ans d'études à temps complet. » (UQAR, 2017)

²¹ « Une passerelle est une entente institutionnelle où une université étudie un programme de diplôme d'études collégiales (DEC) techniques particulier d'un collège particulier en vue de reconnaissance des acquis. De par cette démarche, l'université convient à reconnaître les acquis d'un certain nombre de cours à l'étudiant qui étudie dans ledit programme en fonction d'un programme universitaire correspondant. » (UQAR, 2017)

formation, sont exigibles », avec cette exception qu'une demande de RAC faite dans le cadre d'un protocole DEC/BAC ou d'une entente institutionnelle « sera gratuite si le cheminement prévu est suivi intégralement. » Le formulaire de RAC offre l'opportunité de faire valoir des acquis de l'expérience pertinente au champ d'études visé, sans toutefois laisser entendre que d'autres types d'acquis (autodidactes) soient possiblement admissibles à la procédure de RAC. Enfin, on réfère l'étudiant au Bureau du registraire pour toutes informations générales relatives à la RAC, l'UQAR ne possédant en toute apparence aucune personne-ressource attitrée au dossier de la RAC.

Deux principaux instruments de gouvernance régissent le dispositif de RAC à l'UQAR, le *Règlement 5 : Régime des études de premier cycle* et le *Règlement 6 : Régime des études de cycles supérieurs* (Cf. Annexe 1). L'UQAR reconnaît six différentes formes de RAC : l'exemption, la substitution, le transfert, la validation, l'intégration et l'insertion (seulement aux cycles supérieurs dans ce dernier cas). En aucun cas l'UQAR n'accorde de diplôme par reconnaissance des acquis (*Règlement 5*, art. 8.2; *Règlement 6*, art. 183), et le nombre maximal de crédits alloués par la RAC dépend des programmes et du cycle d'études, mais il est généralement limité aux deux tiers des crédits du programme.

4.1.13 UQAT

Page web RAC	Oui
Politique institutionnelle	Non
Politique(s) interne(s)	Non
Procédures	Oui
Frais	Oui
Crédits admissibles	Oui
Personnes-ressources	Non
RAC extrascolaires	Oui
Formes de reconnaissance	S, T, X, Int, Ins

L'UQAT possède sur son portail web une page consacrée à la reconnaissance d'acquis qui présente les différentes formes qu'elle peut prendre : l'exemption, la substitution, le transfert, l'intégration. La demande de RAC doit être acheminée auprès du module où est inscrit l'étudiant et doit être accompagnée des pièces justificatives officielles pertinentes (relevé de notes officiel, description des cours ou de l'expérience acquise) au plus tard avant la fin de la première session d'inscription.

Le formulaire de RAC est également disponible pour téléchargement sur le site web de l'UQAT et complète l'information sur les procédures à suivre. On y lit qu'aucun diplôme ne peut être obtenu par reconnaissance d'acquis et que le nombre maximal de crédits qu'un étudiant peut se voir reconnaître ne dépasse pas les deux tiers d'un programme de grade (baccalauréat, maîtrise et doctorat) alors que pour un certificat l'étudiant n'a pour obligation minimale que d'être inscrit à un seul cours de son programme. Des frais s'appliquent, quel que soit le type de demande de RAC : 50 \$ sont exigés pour chaque cours reconnu (à l'exception du cheminement DEC-BAC et des cours de l'UQAT), à quoi s'ajoute des frais supplémentaires de 50 \$ par demande dans le cas d'une demande de reconnaissance d'acquis expérientiel (frais d'examen pour exemption de cours).

Le portail web institutionnel de L'UQAT offre plusieurs autres pistes d'informations sur la RAC à travers chacun de ses descriptifs de programme. Ceux-ci contiennent habituellement un paragraphe spécifiquement consacré au dispositif de la RAC en le contextualisant au cas spécifique du programme en question. Aucune personne-ressource ne semble cependant être responsable de la mise en œuvre de la reconnaissance des acquis à l'UQAT.

L'UQAT ne semble pas s'être dotée d'une politique institutionnelle sur la RAC, de même qu'aucune de ses unités académiques ne semble posséder un tel instrument de gouvernance en la matière. C'est à l'intérieur des deux règlements des études de premier cycle (*Règlement 3*) et des cycles supérieurs (*Règlement 10*) que l'on retrouve le cadre normatif balisant la pratique de la RAC à l'UQAT. Chacun d'eux contient une section spécialement dédiée à la reconnaissance d'acquis et qui en définit les principales modalités (types de RAC, nombre de crédits alloués, procédures, limites, appel).

4.1.14 UQO

Page web RAC	Oui
Politique institutionnelle	Non
Politique(s) interne(s)	Non
Procédures	Oui
Frais	Oui
Crédits admissibles	Oui
Personnes-ressources	Non
RAC extrascolaires	Oui
Formes de reconnaissance	S, T, X, Int, Ins

L'UQO possède sur son site institutionnel une page web entièrement dédiée au processus de reconnaissance des acquis. On nous informe sur les formations et connaissances éligibles à la reconnaissance d'acquis, lesquelles « peuvent avoir été acquises dans un milieu de travail ou dans le cadre de cours réussis et doivent correspondre soit à un ou des objectifs de ce programme, soit à un ou des cours qui le composent. »

Les conditions d'admissibilité d'une demande de reconnaissance des acquis tiennent compte des diverses situations potentielles où peut se retrouver un étudiant qui entreprend une démarche de RAC. Celui-ci peut avoir déjà complété un programme d'études à l'UQO ou suivi des cours dans une autre université, avoir terminé un D.E.C. professionnel de trois années ou posséder de l'expérience professionnelle en lien avec le programme d'études auquel il est inscrit.

S'agissant des acquis formels, un formulaire intitulé « Demande de reconnaissance des acquis » doit être rempli. Mais dans le cas où l'on voudrait faire valoir des expériences professionnelles pertinentes qui pourraient être reconnues, il faut remplir le formulaire « Demande d'équivalence(s) pour expérience professionnelle pertinente » pour chaque cours demandé en équivalence. C'est le service de la gestion des dossiers qui vérifie les documents présentés suite aux demandes de

reconnaissance d'acquis et qui assure le respect des règles d'attribution. Il revient ensuite au responsable du programme concerné d'émettre ses recommandations au registraire. Bien qu'une adresse courriel soit expressément réservée aux demandes de RAC (equivalence@uqo.ca), il ne semble pas y avoir de personne-ressource responsable de ce dossier, la charge incombant au Bureau du registraire.

Des frais de 50\$ sont chargés pour le dépôt de la demande de reconnaissance des acquis de même que des frais de 50\$ par cours reconnus seront encourus pour les crédits reconnus par voie de l'expérience professionnelle ou par des cours suivis dans des établissements à l'extérieur du Canada et des États-Unis. À noter que les frais occasionnés par le dépôt d'une demande de reconnaissance des acquis doivent être acquittés au moment de la demande, et ce, peu importe la situation de l'étudiant, que celui-ci donne suite ou non à sa demande d'admission (les frais ne sont pas remboursables).

Outre le formulaire « Pour finir vos études *en moins de temps...* La reconnaissance des acquis (équivalences) » qui nous renseigne sur les procédures et les instructions relatives à la demande RAC, il faut s'en remettre aux règlements des études pour connaître les mesures qu'appliquent l'UQO en matière de RAC. Le *Régime des études de premier cycle* et le *Régime des études de cycles supérieurs* sont les deux principaux cadres normatifs qui encadrent le dispositif de RAC à l'UQO à travers une section qui lui est expressément consacrée. L'UQO reconnaît quatre principales formes de RAC, à savoir l'exemption, la substitution, le transfert et l'insertion. Aucun diplôme ne peut être accordé par voie de reconnaissance d'acquis et, « [e]n aucun cas, un étudiant ne peut obtenir par voie de reconnaissance des acquis plus de la moitié des crédits d'un programme de certificat ou plus des deux tiers des crédits d'un programme de baccalauréat. » (art. 6.7 b)). Pour les cycles supérieurs, la limite maximale de crédits qui peuvent être octroyés suite à une demande de RAC ne dépasse pas la moitié des crédits de scolarité d'un DESS (art. 8.9) et peuvent atteindre jusqu'aux deux tiers des crédits de scolarité exigés pour une maîtrise (art. 8.10) ou un doctorat (art. 8.11).

4.1.15 TELUQ

Page web RAC	Oui
Politique institutionnelle	Non
Politique(s) interne(s)	Non
Procédures	Oui
Frais	Oui
Crédits admissibles	Oui
Personnes-ressources	Non
RAC extrascolaires	Oui
Formes de reconnaissance	S, T, X, Int, Ins

La TÉLUQ possède une page web institutionnelle relative à la reconnaissance des acquis ainsi que trois règlements pédagogiques qui contiennent des dispositions en matière de reconnaissance des acquis. La facture de la page est bien soignée, on y est introduit avec une capsule vidéo qui présente les avantages de la RAC. On trouve aussi des renseignements sur les coûts, conditions et procédures de la RAC. La plateforme EduFormA de la TELUQ, qui dit vouloir « contribuer à la diffusion et à l'appropriation des savoirs issus du champ de l'éducation et de la formation des adultes » (EFA), contient également une rubrique sur la RAC qui renvoie au final à la page web institutionnelle de la télé-université.

La TELUQ offre un service d'analyse préliminaire des acquis afin de savoir si l'on peut bénéficier d'une reconnaissance des acquis avant de faire une demande d'admission à un programme. Une analyse préliminaire des acquis permet de connaître les crédits universitaires qui pourraient être reconnus (formation et expérience). Des frais de 81 \$ s'appliquent toutefois pour chaque demande, remboursables sur présentation d'une demande d'admission dans les 12 mois qui suivent (pour bénéficier de la reconnaissance des acquis, il faut préalablement avoir été admis dans un programme d'études). Sinon, les coûts reliés à une demande de RAC s'élèvent à 60 \$, auxquels s'ajoute un montant de 35 \$ par crédit reconnu dans

les cas d'une reconnaissance d'acquis expérimentiels ou pour la reconnaissance de cours suivis à l'extérieur du Québec.

La TELUQ reconnaît deux différents types d'acquis communément distingués dans le champ de pratique de la RAC, soit les acquis scolaires et les acquis expérimentiels. La TELUQ avertit très clairement sur son site internet que « toute formation ou expérience antérieure ne donne pas nécessairement droit à la reconnaissance d'acquis », ceux-ci devant naturellement répondre aux objectifs de l'un des cours du programme visé ou satisfaire à un ou plusieurs objectifs du programme. Cependant, on y lit également que « [s]eules les tâches de nature professionnelle peuvent être considérées comme des acquis de niveau universitaire », laissant ici entendre la limite qui peut-être circonscrit le domaine des acquis expérimentiels, ces derniers ne semblant pas s'appliquer à des acquis autodidactes obtenus à l'extérieur d'une expérience professionnelle.

Il est à noter que la TELUQ se distingue des autres universités à l'étude par l'offre d'un service de reconnaissance « fait sur mesure » pour les combattants des forces armées canadiennes. Son service d'accréditation et d'encadrement pour les militaires (SAEM) s'adresse aux membres actifs des forces « qui souhaitent se perfectionner ou obtenir un baccalauréat afin d'être admissible au titre d'officier et poursuivre leur carrière militaire » et « aux membres retraités (ou libérés) qui se préparent pour une carrière civile ». Le ministère de la Défense nationale a effectivement reconnu la TELUQ pour l'accréditation de l'expérience et de la formation militaires pour des études de premier cycle. La TELUQ peut reconnaître jusqu'à six crédits pour la majorité de ses programmes d'études aux étudiants « qui détiennent le grade de caporal-chef ou un grade supérieur. Un lieutenant devra avoir détenu le grade de caporal-chef. »

Le site web de la TELUQ ne donne pas d'information à savoir si des personnes-ressources ont été spécialement affectées au dossier de la reconnaissance des acquis. Une adresse courriel rattachée au *Service de gestion des dossiers* est

toutefois désignée pour les candidats qui veulent soumettre leur dossier à la reconnaissance des acquis (rac@teluq.ca).

Quant aux dispositifs règlementaires en matière de RAC, ceux-ci se retrouvent dans trois différents documents : le *Règlement des études de premier cycle de l'Université du Québec et de la Télé-université*, le *Règlement des études de cycles supérieurs de l'Université du Québec et de la Télé-université* et, de façon plus superficielle, les *Règles particulières découlant des Règlements des études*. La RAC à la TELUQ emprunte cinq différentes formes : l'exemption, la substitution, le transfert, l'intégration et, seulement pour les cycles supérieurs, l'insertion. Le nombre de crédits admissibles à la RAC pour un programme conduisant à un grade ne peut dépasser les deux tiers des crédits du programme et aucun diplôme ne peut être octroyé par simple reconnaissance d'acquis. Dans le cas d'un DESS, le nombre de crédits est limité à la moitié des crédits de scolarité.

4.1.16 École nationale d'administration publique (ENAP)

Page web RAC	Non
Politique institutionnelle	Non
Politique(s) interne(s)	s. o.
Procédures	Oui
Frais	Non
Crédits admissibles	Oui
Personnes-ressources	Non
RAC extrascolaires	Oui
Formes de reconnaissance	S, T, X, R, Int, Ins

L'ENAP semblait posséder une page spécifiquement consacrée à la reconnaissance des acquis sur son portail web institutionnel, du moins, c'est ce qu'on peut déduire de l'adresse du lien URL qui, par sa mention, porte sur la RAC (http://enap.ca/enap/423/Reconnaissance_des_acquis.enap). Cependant, quand on clique sur le lien (en date 16 avril 2017), on est redirigé vers une page de la section « Admission et Bureau du registraire » qui ne contient aucune information. N'empêche, toujours dans cette même section, on trouve dans la rubrique « Formulaire » deux documents relatifs à la RAC : *Demande de reconnaissance des acquis universitaires* et *Demande de reconnaissance des acquis expérientiels*.

Il faut en référer au *Règlement des études 432/013-11* pour avoir davantage d'informations sur le dispositif de RAC tel qu'appliqué à l'ENAP. Celui-ci contient une section consacrée explicitement à la RAC (Cf. Annexe 1) dans laquelle on définit les six différentes formes qu'elle peut prendre : l'exemption, la substitution, le transfert, la récupération, l'intégration, l'insertion (art. 125). On y énonce plusieurs limites à l'étendue de l'application de la RAC, dont notamment celles qu'« aucune attestation et aucun diplôme ne peuvent être obtenus par voie de reconnaissance des acquis pour des activités réussies dans un autre établissement » (art. 132c), qu'« aucune exemption et aucun transfert ne peuvent être accordés pour des activités

de cycle inférieur » (art. 132d) et que « [l]a thèse ou le mémoire exigés dans un programme ne peuvent donner lieu à une reconnaissance des acquis » (art. 134). De même, le nombre maximal de crédits qui peut être alloués dans le cadre de la RAC ne peut dépasser plus des deux tiers des crédits de scolarité d'un programme d'études (art. 137-138), mais pas plus de trois crédits dans le cadre d'un programme court, sauf dans le cas d'une substitution (art. 135).

Aucune information sur les frais qui pourraient être exigés dans le cas d'une demande de RAC, ni non plus sur les personnes-ressources qui pourraient accompagner l'étudiant dans sa démarche de RAC n'a pu être relevée sur le site web de l'ENAP et son règlement des études. C'est au Bureau du registraire qu'il faut en référer en cette matière (art. 139), bien qu'un document PDF intitulé « Bienvenue à l'ENAP » daté de l'été 2011 nous informe, sans plus de détails, que la Direction des études est en charge d'analyser les demandes de reconnaissance des acquis.

4.1.17 Institut national de recherche scientifique (INRS)

Page web RAC	Non
Politique institutionnelle	Non
Politique(s) interne(s)	s. o.
Procédures	Oui
Frais	Non
Crédits admissibles	Oui
Personnes-ressources	Non
RAC extrascolaires	Oui
Formes de reconnaissance	S, T, X, Ins, Int

Rien n'a pu être décelé sur le site internet de l'INRS au sujet de la reconnaissance des acquis. Le *Règlement sur les études supérieures de l'INRS* contient cependant une section expressément dédiée à la reconnaissance d'acquis qui nous renseigne notamment sur les cinq différentes formes que peut prendre la RAC à l'INRS : l'exemption, le transfert, la substitution, l'insertion et l'intégration (art. 9.9.4).

La limite de crédits accordée dans le cadre de la RAC ne dépasse pas la moitié des crédits de cours dans le cas d'un DESS et peut atteindre jusqu'aux deux tiers des crédits de cours dans le cas d'une maîtrise ou d'un doctorat (art. 9.9.5). Quant au nombre de crédits réalisés dans le cadre de cours de cycles inférieurs, le seuil maximal est fixé à six crédits admissibles (art. 9.9.1 d)).

La demande de RAC doit être faite auprès du Directeur de programme qui est seul autorisé à en faire la recommandation, qu'il appartient ensuite au registraire d'approuver. Les acquis découlant de l'expérience de travail qui n'ont pas déjà fait l'objet d'une attestation par un établissement d'enseignement reconnu sont admissibles à la démarche de RAC (art. 9.9.3). Enfin, aucune information n'a pu être obtenue sur les frais qui pourraient s'appliquer dans le cas d'une telle démarche.

4.1.18 École de technologie supérieure (ÉTS)

Page web RAC	Non
Politique institutionnelle	Non
Politique(s) interne(s)	Non
Procédures	Oui
Frais	Non
Crédits admissibles	Oui
Personnes-ressources	Non
RAC extrascolaires	Oui
Formes de reconnaissance	S, T, X, Int, Ins

L'ÉTS n'a pas sur son site web institutionnelle une page qui soit en tant que telle dévolue à la RAC. Cependant, on peut retrouver la mention de ce dispositif à travers les différents portails adressés aux futurs étudiants au baccalauréat, au certificat et programme court de 1^{er} cycle, aux cycles supérieurs ainsi qu'au cheminement universitaire et technologie (seuls les portails destinés aux étudiants étrangers et étudiants libres n'en portent pas la mention).

Cette courte rubrique d'informations sur la RAC invite l'étudiant qui pense posséder les acquis correspondant à certains des objectifs de formation de son programme à faire une demande de reconnaissance d'acquis. Pour ce faire, on redirige l'étudiant vers le formulaire de demande de RAC (téléchargeable en ligne) et à consulter la section du règlement de son cycle d'études appliquée au dispositif de RAC. Les règlements des études autorisent la reconnaissance de compétences acquises dans le cadre d'activités pédagogiques ou professionnelles, mais la demande ne peut être faite qu'une fois que l'étudiant a été officiellement admis à un programme d'études de l'ÉTS.

Le formulaire de RAC de l'ÉTS présente l'avantage de résumer toute l'information utile pour accompagner l'étudiant dans sa demande. On y définit les cinq principales formes de reconnaissance accordées par l'ÉTS, soit l'exemption de cours, la

substitution, le transfert, l'intégration et l'insertion (cette dernière est réservée aux activités de second cycle, DESS ou maîtrise). Une dernière section du formulaire indique certains des principaux renseignements utiles concernant la demande de reconnaissance d'acquis, à savoir qui peut se prévaloir d'une telle demande, quand il est préférable de la faire et les procédures à suivre pour la réaliser. Des remarques finales indiquent aux étudiants de premier cycle et des cycles supérieurs le nombre de crédits alloués et les cours admissibles en matière de RAC, synthétisant somme toute les principales clauses règlementaires pertinentes à leur situation (*Règlement des études de 1^{er} cycle* et *Règlement des études de cycles supérieurs*). Il est à noter qu'aucune information relative aux frais qui pourraient être engagées pour une demande de RAC n'a pu être relevée sur le site et les documents règlementaires de l'ÉTS.

4.1.19 Université du Québec

En tant que siège social du réseau des universités du Québec, l'Université du Québec (UQ) occupe une place à part parmi les 18 établissements universitaires à l'étude dans cette recherche et de ce fait on ne peut lui appliquer la grille d'analyse adoptée dans le cadre de ce mémoire. Il apparaissait néanmoins important d'en souligner l'apport quant au développement et à la mise en œuvre d'initiatives visant à promouvoir la RAC dans le milieu universitaire.

On trouve effectivement sur la page web institutionnelle de l'UQ une section dédiée à la reconnaissance des acquis qui est placée sous la responsabilité de la Direction des études et de la recherche (DER). Cette dernière a notamment pour rôle de promouvoir la RAC « sous toutes ses formes comme moyen privilégié de soutien à l'apprentissage tout au long de la vie. »²² La DER est associée au Groupe de réflexion et d'action sur la reconnaissance des acquis et des compétences (GRAC) qui regroupe la grande majorité des établissements du réseau des universités du Québec (doyens et registraires) et est animé par l'UQTR.

Le mandat du GRAC, tel qu'établi en 2008, consistait à partager les différents points de vue relatifs aux principes généraux qui sont à la base de la RAC, à échanger l'information concernant l'application des règlements des études et les pratiques en cours à l'UQ pour la RAC scolaire et extrascolaire, puis de proposer un plan d'action et d'évaluer les moyens nécessaires pour mettre en place une plateforme en matière de RAC (Poncelin de Raucourt, Horth, 2016). Avec le soutien du Fonds de développement académique du réseau de l'UQ (FODAR), la première phase des travaux du GRAC (2009-2010) a abouti à la rédaction d'un rapport (GRAC, 2010)

²² « La Direction appuie les actions structurantes au sein du réseau de l'Université du Québec par : le partage des expertises concernant l'application des principes généraux et les pratiques en cours de reconnaissance des acquis et des compétences; la diffusion de l'information et des bonnes pratiques; le soutien à la mise en commun des avoirs des intervenants concernés dans les différentes étapes du processus d'analyse d'une demande de reconnaissance des acquis et des compétences; la collaboration au développement et au maintien d'outils en appui à l'évaluation des acquis et des compétences scolaires et expérientiels; l'analyse et la promotion des différentes avenues de financement pour la reconnaissance des acquis et des compétences au niveau universitaire; la représentation auprès des instances et organismes concernés. » (UQ, 2017)

contenant une « Charte pour l'apprentissage tout au long de la vie » et un cadre technique pour l'amélioration des processus en RAC et la proposition de différentes avenues pour le financement de la RAC (Poncelin de Raucourt, Horth, 2016). Une deuxième phase des travaux du GRAC (2011-2012), encore grâce au soutien financier du FODAR, a permis d'élaborer un modèle pour le développement d'un outil de type portfolio électronique pour le traitement complet d'une demande de RAC scolaire ou extrascolaire.

Au cours des cinq dernières années, les retombées associées aux travaux du GRAC sont d'une importance considérable pour le développement futur des dispositifs de RAC dans le milieu universitaire québécois. L'année 2012 a marqué le début de l'implantation et de l'utilisation du portfolio pour certains programmes de l'UQTR. L'année suivante, en 2013, dans le cadre du Sommet sur l'enseignement supérieur, le gouvernement annonçait son soutien pour la mise en place d'un projet de plateforme de reconnaissance des acquis et des compétences dans le réseau de l'UQ. En 2014, on a commencé à élaborer le projet pilote du projet de portfolio électronique pour finalement voir aboutir, en 2015, la Subvention Grand Initiative réseau de l'UQ sur la RAC. Celle-ci finance à hauteur de 1 million de dollars répartis sur 3 ans un projet de développement institutionnel qui vise à mobiliser les ressources et implanter un portfolio électronique pour soutenir la RAC dans le réseau de l'UQ (Poncelin de Raucourt, Horth, 2016).

Dans un autre registre qui dépasse le strict cadre institutionnel de l'UQ, un projet de collaboration interuniversitaire en faveur de la RAC a vu le jour en décembre 2014 avec le groupe de travail interuniversitaire sur le financement et la pérennité de la RAC (GTI-RAC). Composé d'une dizaine d'établissements universitaires issus autant du réseau de l'UQ (UQAM, UQTR, UQAC, UQAR, TÉLUQ) que de l'extérieur (UdeM, UdeS, ULaval), le GTI-RAC a notamment pour mandat de documenter les modèles de pratique en RAC, d'analyser les modèles de financement de la RAC au niveau collégial et d'énoncer les principes à la base d'un modèle de financement de la RAC au niveau universitaire. Enfin, bien que les informations à ce sujet demeurent pour le moment parcellaires, une communauté de pratique des conseillers

universitaires en RAC semble aussi avoir pris forme, celle-ci se réunissant environ trois ou quatre fois sur une base annuelle pour partager des réflexions, des pratiques et des outils concernant notamment le défi de la formation manquante et l'accompagnement des étudiants d'immigration récente (Poncelin de Raucourt, Horth, 2016).

Finalement, au niveau règlementaire, l'UQ possède deux cadres normatifs dans lesquels on peut retrouver des dispositions relatives à la RAC : on retrouve une section générale sur la RAC au sein du Règlement général 2 — *Les études de 1er cycle* (art. 80-89), de même dans le Règlement général 3 — *Les études de cycles supérieurs* (art. 113-126).



Le tableau 3 de la page suivante synthétise l'ensemble des informations tirées de la cueillette des données présentées ci-avant.

Tableau 3. Synthèse des résultats sur les pratiques de RAC dans les universités québécoises

	McGill	Bishop's	Concordia	Ulaval	UdeM	Polytechnique	HEC	UdeS	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQAT	UQO	TELUQ	ENAP	INRS	ETS
Page web RAC	Non	Non	Non	Oui	Non	Non	Non	Oui	Oui	Oui	Non	Oui	Oui	Oui	Oui	Non	Non	Non
Politique institutionnelle	Non	Non	Non	Oui	Non	Non	Oui	Oui	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non
Politique(s) interne(s)	Non	Non	Non	Oui	Oui	Non	s. o.	Oui	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	s. o.	s. o.	Non
Procédures	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Frais	Oui	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Oui	Oui	Non	Oui	Oui	Oui	Oui	Non	Non	Non
Crédits admissibles	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Personnes-ressources	Non	Non	Non	Oui	Non	Non	Non	Oui	Non	Oui	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non
RAC extrascolaires	Non	Non	Non	Oui	Non	Non	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Formes de reconnaissance	E, T, X	E, T, X	E, S, T, X	E, S, X, D, A, R	E, T, S, X	E, T, S, X	E, T, S, X, D	E, T, S, X	S, T, X, Re, Int, Ins	T, S, X, Int, Ins	S, T, X, V, Int, Ins	S, T, X, Int, Ins	S, T, X, Int, Ins	S, T, X, Int, Ins	S, T, X, Int, Ins	S, T, X, R, Int, Ins	S, T, X, Int, Ins	S, T, X, Int, Ins
Oui	3	3	2	8	3	3	4	8	5	6	3	5	5	5	5	3	3	3
%	38%	38%	25%	100%	38%	38%	57%	100%	63%	75%	38%	63%	63%	63%	63%	43%	43%	38%

Chapitre 5

ANALYSES ET DISCUSSION

Ce chapitre analyse les résultats extraits du tableau synthèse ci-dessus (Cf. Tableau 3) selon trois principaux axes : 1) la fréquence relative des critères d'analyse de reconnaissance d'acquis ; 2) les différentes formes de reconnaissance d'acquis ; 3) enfin, la classification des universités selon leur degré d'ouverture à la RAC. Une analyse de la reconnaissance des acquis informels dans les universités québécoises vient compléter le second volet de cette analyse des résultats. Une discussion de ces analyses est ensuite proposée et souligne les limites de la recherche.

5.1 SYNTHÈSE ET ANALYSE DES RÉSULTATS

Les résultats ci-avant présentés feront maintenant l'objet d'une synthèse qui permettra d'obtenir un meilleur aperçu du portrait d'ensemble des pratiques déclarées de la reconnaissance des acquis dans les universités québécoises. La synthèse des résultats qui suit s'attardera à trois dimensions en particulier : 1) on résumera tout d'abord les résultats des dix-huit tableaux analytiques présentés ci-haut pour chacune des universités analysées en un seul tableau synthèse qui montrera les critères d'analyse de reconnaissance d'acquis selon leur fréquence relative ; 2) on condensera ensuite les résultats récoltés sur les différentes formes de reconnaissance admises par les universités ; 3) enfin, on procédera à la classification des universités selon leur degré d'ouverture (forte, moyenne, faible) vis-à-vis le dispositif de RAC.

5.1.1 Fréquence relative des critères d'analyse de reconnaissance d'acquis

Parmi les neuf critères retenus pour analyser les pratiques déclarées des universités québécoises en matière de reconnaissance d'acquis, huit variables dichotomiques permettent de faire ressortir le degré de pénétration des pratiques de RAC en milieu universitaire, seule la variable des formes de reconnaissance d'acquis n'est pas comptabilisable et a fait l'objet d'une synthèse séparée. En ce qui regarde les huit

autres critères retenus (page web RAC, politique institutionnelle, politique(s) interne(s), procédures, frais, crédits admissibles, personnes-ressources, RAC extrascolaire), le tableau 4 présente la fréquence de leur présence au sein des 18 établissements universitaires du Québec.

Tableau 4. Fréquence relative des critères d'analyse

	Oui	Non	% Oui
Page web RAC	8	10	44 %
Politique institutionnelle	3	15	17 %
Politique(s) interne(s)	3	12	20 %
Procédures	18	0	100 %
Frais	11	7	61 %
Crédits admissibles	18	0	100 %
Personnes-ressources	3	15	17 %
RAC extrascolaires	13	5	72 %

Il ressort de ce tableau synthèse trois principaux constats. Premièrement, on peut constater que toutes les universités québécoises disposent de renseignements relatifs aux procédures qui doivent être suivies par les étudiants qui veulent faire une demande de reconnaissance d'acquis (18/18) et que le nombre maximal de crédits admissibles (18/18) dans le cadre de cette demande est également mentionné par l'ensemble des établissements universitaires. Deuxièmement, en ce qui regarde la présentation d'une page web institutionnelle consacrée à la RAC (8/18), l'information sur les frais qui peuvent être engagés ou non pour faire une demande de RAC (11/18) et la possibilité de faire reconnaître des acquis extrascolaires ou expérientiels (13/18), on constate que ces éléments sont présents dans la majorité des universités (RAC extrascolaires, Frais) ou presque (Page web RAC). Enfin, troisièmement, on constate que les dispositifs de gouvernance et d'administration de la reconnaissance d'acquis demeurent encore marginaux dans le milieu universitaire québécois, rares

effectivement sont les universités qui possèdent une politique institutionnelle portant spécifiquement sur la RAC (3/18) ou dont les unités académiques se sont dotées d'un instrument réglementaire en la matière (3/15), le même constat s'appliquant quant à l'existence d'une personne-ressource responsable du dossier de la RAC (3/18).

5.1.2 Les formes de reconnaissance d'acquis

Concernant les différentes formes de reconnaissance accordées par les universités, le tableau 5 fait ressortir la fréquence relative de chacune des formes repérées lors de la cueillette des données dans les sites web et les règlements des études des universités québécoises.

Tableau 5. Fréquence relative des formes de RAC

X	T	S	Int	Ins	E	D	R	V	Re	A
18	17	16	10	10	8	2	2	1	1	1

Un des principaux constats qui ressort de ce tableau est la grande variété apparente des formes de reconnaissance d'acquis offertes par les universités québécoises. Cependant, il n'est pas toujours aisé de comprendre la distinction qui est faite entre différentes formes de reconnaissance. Par exemple, la dispense (D), que l'on retrouve à l'Université Laval et à l'École des HEC, est distincte de l'exemption (X), alors que le *Guide d'usage terminologique dans le domaine de la mobilité et de la reconnaissance des titres et diplômes* du Centre d'information canadien sur les diplômes internationaux (CICDI, 2003) définit ces deux termes de manière équivalente :

EXEMPTION, DISPENSE Autorisation qui soustrait une personne à l'obligation de satisfaire à une condition normalement imposée. Ainsi, on peut exempter une personne de suivre un cours ou d'acquérir une formation lorsqu'il a été établi qu'elle avait déjà reçu une formation équivalente ou acquis des compétences équivalentes. Voir aussi « Équivalence (2) et (3) », « Évaluation des acquis » et « Transfert de crédits ». (CICDI, 2003, p. 16)

La confusion qui règne autour du terme « Dispense » est des plus grandes quand on regarde de plus près les définitions qu'en donnent les deux établissements universitaires concernés. De fait, non seulement Laval et HEC distinguent entre « Dispense » et « Exemption » contrairement au guide du CICDI, mais en plus, ces deux établissements n'utilisent pas le terme de « Dispense » dans le même sens. Car pour HEC, la dispense est une mention qui apparaît sur le relevé de notes dans le cas où une substitution a été accordée :

Dispense : Le cours pour lequel une substitution est accordée apparaît sur le relevé de notes avec la mention « DI » (dispense). Les crédits rattachés à ce cours ne sont pas comptés dans le total des crédits requis pour compléter le programme. (*Politique sur la reconnaissance des acquis de HEC Montréal*, art. 2e)

De son côté, Laval fait de la dispense une forme de reconnaissance particulière à la reconnaissance des acquis extrascolaires, distinguant en outre entre une « Dispense de cours » et une « Dispense de crédits » :

Dispense 278. La reconnaissance des acquis extrascolaires peut donner lieu à une dispense de cours ou de crédits.

a) Dispense de cours : lorsque la démonstration des acquis extrascolaires faite par l'étudiant témoigne de l'atteinte des objectifs ou des compétences d'un cours du programme offert à l'Université.

b) Dispense de crédits : lorsque la démonstration des acquis extrascolaires faite par l'étudiant témoigne de l'atteinte des objectifs ou d'un niveau de compétences d'une partie de la scolarité du programme offert à l'Université. (*Règlement des études de l'Université Laval*, art. 278)

Cette petite démonstration avait pour dessein de présenter la grande confusion qui semble affecter les définitions données aux différentes formes de reconnaissance d'acquis. Celles-ci mériteraient d'être clarifiées afin d'harmoniser les pratiques de RAC entre les universités. Il est à remarquer toutefois que trois formes de reconnaissance prédominent sur les autres, le transfert (T), la substitution (S) et l'exemption (X), que l'on retrouve dans la presque totalité des universités. À l'opposé, des formes de reconnaissance comme le report (Re), la validation (V),

l'ajustement (A) ou la récupération (R) n'ont été relevées qu'à une seule voire deux reprises, alors que l'équivalence (E) est offerte dans un peu moins de la moitié des établissements.

Enfin, une particularité institutionnelle est à relever concernant le réseau des universités du Québec, qui sont les seules universités québécoises à faire mention de l'insertion (Ins) et de l'intégration (Int) parmi leurs formes de reconnaissance offertes. Alors que la première est adressée presque exclusivement dans les règlements d'études des cycles supérieures, la seconde se retrouve dans l'ensemble des universités du réseau de l'UQ et n'est au final qu'une variante terminologique pour parler d'acquis expérientiels ou extrascolaires.

5.1.3 Classification des universités selon leur potentiel de RAC

La vue synthétique des résultats de cette enquête permet de catégoriser les universités québécoises en trois grands groupes selon qu'elles présentent plus ou moins d'ouverture pour la RAC. Cette classification a été établie en fonction du score obtenu selon les huit variables dichotomiques de la grille d'analyse où le score maximum possible est de 8/8. Ainsi que l'illustre le tableau 6, trois catégories d'universités ont émergé de cette classification : 1) les universités à haut potentiel de RAC (scores variant entre 100 % et 75 %, soit entre 8/8 et 6/8) représentées par l'Université Laval, l'Université de Sherbrooke et l'UQTR ; 2) les universités à potentiel modéré de RAC (scores en-deçà de 75 % ou égal à 50 %, soit entre 5/8 et 4/8) représentées par l'UQAM, l'UQAR, l'UQAT, l'UQO, la TELUQ et HEC ; 3) enfin, les universités à faible potentiel de RAC (scores en-deçà de 50 %, soit entre 3/8 et 0/8) représentées par Polytechnique, l'Université de Montréal, l'UQAC, l'ENAP, l'INRS, l'ETS, McGill, Bishop's et Concordia.

Le tableau 6 permet de mettre en relief des éléments caractéristiques que partagent de manière générale les universités d'une même catégorie. Outre qu'elles répondent par l'affirmative à l'ensemble des critères d'analyse, les universités à haut potentiel de RAC possèdent cette caractéristique propre d'avoir attirée une personne-ressource au

dossier de la RAC dans leur institution, particularité qu'elles ne partagent avec aucune autre université. Deux des trois universités de cette catégorie, Laval et Sherbrooke, se distinguent également pour avoir adopté une politique de RAC au niveau institutionnel et par l'adoption de politiques ou règlements sur la RAC au niveau des unités académiques. Quant aux universités à potentiel modéré de RAC, elles se démarquent des universités à faible potentiel par la possession d'une page web renseignant sur la démarche de RAC, mais aussi par leur offre d'une reconnaissance des acquis extrascolaires ou expérientiels. Enfin, les universités de la dernière catégorie ont répondu à la négative à la majorité des critères, aucune ne possédant de page web RAC, de politique institutionnelle sur la RAC ou de personne-ressource attitrée au dossier de la RAC. Les deux tiers d'entre elles (6/9) n'indiquent aucune information quant aux frais qui peuvent être engagés pour une demande de reconnaissance d'acquis. On constate en particulier que les trois universités anglophones du Québec se classent en fin de peloton de cette catégorie, laissant penser que le réseau universitaire anglophone est plus fermé à la reconnaissance d'acquis comparativement aux universités du réseau francophone, sans qu'il soit possible cependant d'offrir d'explication sur cet état de fait.

Tableau 6. Classification des universités selon leur potentiel de RAC

	Fort potentiel			Potentiel modéré						Faible potentiel								
	Uaval	UdeS	UQTR	UQAM	UQAR	UQAT	UQO	TELUQ	HEC	Polytechnique	UdeM	UQAC	ENAP	INRS	ETS	McGill	Bishop's	Concordia
Page web RAC	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non
Politique institutionnelle	Oui	Oui	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Oui	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non
Politique(s) interne(s)	Oui	Oui	Non	Non	Non	Non	Non	Non	s. o.	Non	Oui	Non	s. o.	s. o.	Non	Non	Non	Non
Procédures	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Frais	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Non	Oui	Non	Non	Non	Non	Non	Oui	Oui	Non
Crédits admissibles	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Personnes-ressources	Oui	Oui	Oui	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non
RAC extrascolaires	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Non	Non	Oui	Oui	Oui	Oui	Non	Non	Non
Formes de reconnaissance	E, S, X, D, A, R	E, T, S, X	T, S, X, Int, Ins	S, T, X, Re, Int, Ins	S, T, X, V, Int, Ins	S, T, X, Int, Ins	S, T, X, Int, Ins	S, T, X, Int, Ins	E, T, X, S, D	E, T, S, X	E, T, S, X	S, T, X, V, Int, Ins	S, T, X, R, Int, Ins	S, T, X, Int, Ins	S, T, X, Int, Ins	E, T, X	E, T, X	E, S, T, X
Oui	8	8	6	5	5	5	5	5	4	3	3	3	3	3	3	3	3	2
%	100%	100%	75%	63%	63%	63%	63%	63%	57%	38%	38%	38%	43%	43%	38%	38%	38%	25%

5.2 LA RECONNAISSANCE DES ACQUIS INFORMELS

La présente section s'attardera à étudier plus finement les données recueillies sur les pratiques déclarées des universités québécoises en matière de reconnaissance des acquis informels (extrascolaires ou expérientiels). Comme il a été vu, une majorité (13/18) des établissements universitaires au Québec accorde une reconnaissance pour des connaissances, compétences ou habiletés acquises en dehors du milieu scolaire. Toutefois, le champ d'application des pratiques des universités en matière de reconnaissance d'acquis extrascolaires varie fortement d'un établissement à un autre. et rares au final sont les universités qui affichent une totale ouverture aux acquis extrascolaires, la majorité d'entre elles se bornant en vérité à la seule reconnaissance d'acquis expérientiels obtenus dans le cadre d'une expérience de travail jugée pertinente. Afin de faire la lumière sur le sujet, on présentera dans une première sous-section cette géométrie variable qui règne en matière de reconnaissance des acquis extrascolaires ou expérientiels dans les universités québécoises. Une seconde sous-section rendra compte des entretiens téléphoniques conduits au début mars 2017 auprès des personnes-ressources en RAC (Laval, Sherbrooke, UQTR, UQ) afin de vérifier la possibilité de faire valider une formation universitaire autodidacte dans leurs institutions. Enfin, une troisième et dernière sous-section discutera des limites de la reconnaissance des acquis informels dans les universités québécoises.

5.2.1 Reconnaissances différenciées des acquis informels

On constate que la possibilité de faire reconnaître des acquis extrascolaires ou expérientiels est offerte par la majorité des universités québécoises (13/18). Reste à savoir si cette relative ouverture des universités québécoises à reconnaître des apprentissages acquis en dehors de leurs enceintes s'étend jusqu'à la reconnaissance d'apprentissages acquis de manière autodidacte. Car certains établissements qui disaient offrir une reconnaissance d'acquis informels semblaient restreindre celle-ci à des acquis expérientiels ou professionnels, c'est-à-dire des apprentissages, habiletés ou compétences acquis dans le cadre d'un emploi. Or, sachant que ce qui n'est pas

expressément interdit n'est pas forcément permis, il est difficile de savoir exactement jusqu'où s'étend cette reconnaissance des acquis informels.

Afin de se représenter de façon plus précise les types d'apprentissages informels qui peuvent être reconnus par les universités québécoises qui déclarent reconnaître des acquis extrascolaires et expérientiels, une recension des dispositions règlementaires retrouvées dans les politiques et règlements d'études a été conduite en cherchant à identifier tous les articles pertinents à ce type de reconnaissance. L'Annexe 2 présente l'ensemble des dispositions règlementaires recueillies à partir de cette enquête, résultats synthétisés dans le tableau 7 ci-dessous qui illustre les différentes expressions utilisées pour délimiter les types d'apprentissages informels reconnus par les treize universités qui déclarent faire de la reconnaissance d'acquis extrascolaires ou expérientiels.

Tableau 7. Types d'apprentissages informels reconnus par les universités québécoises pratiquant la RAC extrascolaires

Établissements	Types d'apprentissages informels reconnus
Université Laval	<ul style="list-style-type: none"> • acquis extrascolaires • activités d'autoformation
Université Sherbrooke	<ul style="list-style-type: none"> • acquis extrascolaires (acquis d'expérience) • activités d'autoformation
UQAM	<ul style="list-style-type: none"> • expérience professionnelle pertinente • formation dans le cadre d'un milieu de travail organisé • production artistique ou littéraire ou une pratique professionnelle • certaines activités (intégration)
UQTR	<ul style="list-style-type: none"> • expérience pertinente (intégration)
UQAC	<ul style="list-style-type: none"> • formation ou les compétences acquises de façon autodidacte • formation autodidacte
UQAR	<ul style="list-style-type: none"> • formation qu'il possédait déjà au moment de sa première inscription • cette formation peut avoir été acquise dans un milieu de travail • la formation, des connaissances et des habiletés considérées pertinentes • la formation et les connaissances et les habiletés acquises, dans un milieu de travail • la réalisation de différentes activités (intégration) • la formation, les connaissances et les habiletés acquises dans le cadre d'un travail pertinent • connaissances appropriées, de l'expérience pertinente • expérience professionnelle
UQAT	<ul style="list-style-type: none"> • Cette formation, ces connaissances et ces habiletés peuvent avoir été acquises à l'extérieur du milieu scolaire

	<ul style="list-style-type: none"> les connaissances acquises et les habiletés développées par la réalisation de différentes activités (intégration)
UQO	<ul style="list-style-type: none"> formation ou à des connaissances qu'il possédait déjà au moment de sa première inscription Cette formation et ces connaissances peuvent avoir été acquises dans un milieu de travail a atteint certains objectifs de son programme préalablement à son admission (intégration) connaissances appropriées, de l'expérience pertinente acquis pour expérience professionnelle
TELUQ	<ul style="list-style-type: none"> Cette formation, ces connaissances et ces habiletés peuvent avoir été acquises à l'extérieur du milieu scolaire des connaissances et habiletés appropriées acquis pour son expérience professionnelle les connaissances acquises et les habiletés développées par la réalisation de différentes activités (intégration)
ETS	<ul style="list-style-type: none"> valeur de la formation pertinente que possède déjà une personne lors de sa première inscription Cette formation peut avoir été acquise dans un milieu de travail a atteint certains objectifs de son programme préalablement à son admission (intégration) des connaissances appropriées, de l'expérience pertinente acquis pour expérience professionnelle
HEC	<ul style="list-style-type: none"> somme de l'expérience professionnelle l'expérience
ENAP	<ul style="list-style-type: none"> valeur de la formation, des connaissances et des habiletés considérées pertinentes Cette formation, ces connaissances et ces habiletés peuvent avoir été acquises dans le cadre d'une expérience pertinente. les connaissances acquises et les habiletés développées par la réalisation de différentes activités (intégration) des connaissances appropriées, la formation ou une expérience significative de travail d'au moins dix (10) ans à titre de professionnel
INRS	<ul style="list-style-type: none"> d'acquis découlant d'expériences de travail les connaissances acquises et les habiletés développées par la réalisation de différentes activités (intégration) avoir les connaissances, la formation ou l'expérience jugées pertinentes

À première vue, seulement trois des treize universités font explicitement mention de la reconnaissance d'apprentissage acquis de manière autodidacte ou par autoformation (Laval, Sherbrooke, UQAC). Outre ces trois universités, parmi les dix autres universités qui affirment reconnaître des acquis informels, il est difficile de dire lesquelles pourraient accorder une reconnaissance aux acquis autodidactes. Mise à part les universités précitées (Sherbrooke, Laval, UQAC) qui réfèrent explicitement à cette possibilité, il serait imprudent d'avancer que les dix autres universités peuvent

ou ne peuvent pas engager un tel type de reconnaissance. Dans l'état actuel de cette recherche, il n'est effectivement pas possible d'avancer de manière absolument certaine lesquelles de ces dix universités sont pleinement ouvertes à la reconnaissance d'acquis informels de nature autodidacte. Néanmoins, ces dix universités axent toutes leur attention sur la reconnaissance d'acquis tirées d'une « expérience pertinente », d'une « expérience professionnelle », d'une formation acquise « dans un milieu de travail », voire même dans le cas de l'ENAP d'une « formation ou une expérience significative de travail d'au moins dix (10) ans à titre de professionnel ». L'UQAM étend certes sa reconnaissance à la « production artistique ou littéraire », mais cela ne dit rien des autres types de « production » de savoirs acquis en autodidacte. D'ailleurs, l'ensemble des universités du réseau de l'UQ réfèrent toutes à cette forme de reconnaissance sibylline qu'est l'« intégration » qui dit reconnaître les connaissances, compétences ou habiletés acquises dans la réalisation de « différentes activités », voire « certaines activités » (UQAM) ou encore plus vaguement, l'intégration sera reconnue pour celui qui « a atteint certains objectifs de son programme préalablement à son admission » (UQO).

Bien que la majorité des établissements universitaires du Québec déclare reconnaître des apprentissages acquis en dehors du seul cadre scolaire, il semble que cette reconnaissance se limite pour la plupart d'entre eux aux acquis tirés de l'expérience professionnelle, sans pour autant toutefois être en mesure de conclure à l'impossibilité d'y faire reconnaître une formation universitaire autodidacte. En effet, la nature de cette recherche, limitée aux seules pratiques déclarées des universités sur leur site web institutionnel et dans leurs documents politiques et réglementaires, ne permet pas d'affirmer en toute certitude que seules les universités Laval, Sherbrooke et l'UQAC offrent la reconnaissance d'apprentissages acquis de manière autodidacte. À tout le moins, ce sont les trois seules universités québécoises qui affirment explicitement reconnaître ce type d'apprentissage informel.

5.2.2 Entretiens avec les personnes-ressources sur les acquis informels

Curieux de jeter un peu plus de lumière sur la possibilité de faire reconnaître une formation universitaire acquise en autodidacte, des entretiens téléphoniques ont été conduits le 7 mars 2017 avec les personnes-ressources attachées au dossier de la RAC. Trois universités seulement disposent d'une telle ressource humaine en matière de RAC (Laval, Sherbrooke, UQTR), mais le siège social de l'UQ possède également une personne-ressource en RAC qui a aussi été contactée pour les fins de cette recherche. Il est à noter que ces entretiens n'avaient rien de la formalité d'un entretien semi-dirigé comme on l'entend habituellement dans le milieu de la recherche. Ceux-ci n'avaient d'autres objectifs initialement que de satisfaire une curiosité, cependant, les résultats de ces entretiens présentent un intérêt dans le cadre de cette recherche et méritent d'être rapportés tels qu'ils ont été annotés. Chaque appel avait un seul et même objectif, celui de savoir si un étudiant pouvait faire reconnaître ses apprentissages de niveau universitaire acquis en autodidacte. Cette sous-section présente les principaux résultats qui sont ressortis de ces entretiens avec les personnes-ressources de RAC à l'Université Laval, l'Université de Sherbrooke, l'UQTR et le siège social de l'UQ.

5.2.2.1 Université Laval

L'entretien mené avec la personne en charge de la RAC à l'Université Laval a confirmé les résultats obtenus ci-haut, soit qu'il est possible pour un étudiant de faire reconnaître des apprentissages acquis en autodidacte. Comme pour la plupart des universités québécoises, ce n'est qu'une fois admis au programme d'études qu'un étudiant peut faire une demande de RAC et sélectionner les cours pour lesquels il croit posséder les connaissances ou compétences visées. Dans ce cas, l'étudiant doit produire des preuves de ses acquis à l'aide de différents documents et tableaux qui permettent de comparer les objectifs des cours aux apprentissages accomplis, qu'il explique son histoire de vie et pourquoi il croit avoir atteint les objectifs du cours. Autrement dit, il faut que « la personne colle aux objectifs du programme et en fasse la démonstration ». Quant à l'autodidacte qui voudrait accéder directement aux études de cycles supérieurs sans passer par le premier cycle, il s'agit de cas par cas, celui-ci

devant s'entendre au préalable avec un directeur de recherche qui ensuite, si la personne peut faire la preuve de ses acquis, réfère son dossier à la FESP et au bureau du registraire en même temps qu'à la direction de programme. Ce dernier cas de figure est cependant exceptionnel, la personne-ressource n'ayant, selon son expérience, entendu parler que d'un seul dossier de ce type qui mettait en scène une personne surdouée en arts (douance en musique et en peinture) à qui on a reconnu une maîtrise et qui a pu directement passer au doctorat. Sinon, pour les rares étudiants autodidactes qui pourraient souhaiter faire reconnaître leurs acquis extrascolaires ou expérientiels, ils devront constituer un portfolio rassemblant leurs connaissances et expériences acquises, de même qu'ils pourront être appelés à fournir une lettre de leur employeur, voire aussi passer une entrevue ou se soumettre le cas échéant à des examens. Enfin, il semble que l'Université Laval déposera dans les prochains mois un rapport sur la question de la RAC en contexte d'*open education*, ce qui peut laisser entendre que l'université souhaite prendre en compte le nouvel écosystème épistémique dans lequel nous évoluons.

5.2.2.2 Université de Sherbrooke

La personne-ressource de l'Université de Sherbrooke a confirmé d'emblée l'ouverture de l'université vis-à-vis le cas de figure d'un étudiant qui souhaiterait valider sa formation universitaire autodidacte. Soulignant les préjugés tenaces qui grèvent encore aujourd'hui les perceptions du dispositif de RAC chez les membres de l'université (administration et professeurs), elle affirme néanmoins que le processus rigoureux de mise en preuve qui est appliqué lors de l'analyse des demandes et dossier de RAC gagne de plus en plus d'adeptes. Bien que certains professeurs puissent parfois aller à l'encontre de l'esprit de la RAC en ne voulant pas reconnaître les apprentissages acquis à l'extérieur de l'enceinte académique, et qu'un principe de deux poids deux mesures soient à l'occasion observé (exigences d'évaluation plus élevée en RAC que lors d'une évaluation en cours), il n'en demeure pas moins que les professeurs qui ont une expérience en matière d'évaluation des demandes de RAC manifestent généralement davantage d'ouverture pour son application. Tout ce qui importe au final c'est de s'assurer que la personne qui applique pour la RAC ait

véritablement atteint les objectifs et intentions pédagogiques du cours visé par la demande de reconnaissance. Selon ce qu'a pu observer la personne-ressource, les demandes de RAC proviennent généralement des champs disciplinaires les plus en relation avec le marché du travail. Concernant la possibilité de faire valoir une demande de RAC pour des apprentissages autodidactes au niveau des études des cycles supérieurs, la personne-ressource n'a fait mention que du seul cas d'une personne surdouée qui détenait un baccalauréat en informatique et qui avait conduit des recherches de haut calibre en informatique et en pédagogie et dont la qualité exceptionnelle du dossier lui a valu une admission directe au doctorat. Enfin, il semble que l'Université de Sherbrooke se soit intéressée il y a quelques années déjà à l'essor du mouvement d'*open education* et qu'elle ait produit un document interne sur la question en regard de la RAC, sans toutefois qu'il ait été possible d'identifier le rapport en question.

5.2.2.3 UQTR

Bien que l'UQTR ne fasse aucune mention explicite de la possibilité de faire reconnaître des apprentissages acquis de manière autodidacte tant sur sa page web institutionnelle consacrée à la RAC que dans ses règlements des études, l'entretien avec la personne-ressource de la RAC de l'université a permis de confirmer qu'un tel cas de figure pourrait éventuellement être considéré et reconnu. L'étudiant autodidacte devra bien entendu faire la démonstration de la manière dont il s'y est pris pour acquérir ses connaissances, compétences ou habiletés qu'il cherche à faire reconnaître, en plus de prouver qu'il a su maintenir à jour ses acquis. Un portfolio électronique devra le cas échéant être complété, de même que des preuves d'une tierce personne (p. ex. un employeur) ou une attestation de formation peuvent être exigées, et il est également possible qu'une entrevue ou un examen de validation des acquis soient posés comme condition de reconnaissance. Quoique l'UQTR affirme pouvoir reconnaître jusqu'aux 2/3 des crédits d'un programme d'étude par voie de RAC, la personne-ressource a confirmé n'avoir jamais vu d'étudiant se faire reconnaître les 2/3 des crédits seulement par la voie de la reconnaissance des acquis expérientiels. Toutes les demandes de RAC sont accueillies ouvertement (« il est rare

de dire non à l'étudiant »), bien que la pratique du cas par cas encadre le processus et où le professeur décide du bien-fondé ou non de la demande, celui-ci jouant un rôle prééminent en la matière. De son impression, la RAC extrascolaires représente la part congrue des demandes de RAC (environ 10 % à son avis), la majorité des demandes de RAC provenant des passerelles DEC-BAC ou des transferts de crédits et de diplômes des étudiants étrangers. Cependant, elle a tenu à préciser que l'intention de la RAC n'est pas d'offrir une voie parallèle d'apprentissage dans le but d'encourager le court-circuitage des établissements d'enseignement, mais bien de faciliter l'accès à l'enseignement supérieur. En somme, les apprentissages autodidactes pourraient être pris en compte à l'UQTR, et ce, même si aucune expression de cette possibilité n'est explicitement affirmée sur son portail web de RAC ou dans ses règlements des études.

5.2.2.4 Siège social UQ

L'entretien mené avec la personne responsable de la RAC au siège social de l'UQ a eu l'avantage d'en apprendre davantage sur les projets en cours au sein du réseau des universités du Québec en matière de reconnaissance d'acquis. Une Grande initiative réseau de RAC (GIR-RAC) a été mise en place, celle-ci souhaitant à terme voir l'embauche d'une personne-ressource attitrée au dossier de la RAC dans chacun des établissements de l'UQ. Une plateforme RAC qui permet à l'étudiant de traiter sa demande (environnement d'accompagnement sous forme de portfolio électronique) est également en cours de construction, bien que le projet ne soit encore qu'en démarrage. Cette plateforme est actuellement utilisée par l'UQTR et testée à la TELUQ, l'UQAM et l'ENAP. Interrogée sur le cas de figure de l'étudiant qui souhaiterait voir reconnaître sa formation universitaire autodidacte, la personne-ressource a fait montre d'une ouverture possible, mais qui dépendra en dernier recours du champ disciplinaire visé, laissant entendre que certains domaines sont par nature plus limités que d'autres en cette matière (p. ex. : le génie, la psychologie). De même, elle a souligné la réserve voire la réticence manifestées par des professeurs qui craignent de voir s'étendre les pratiques de RAC extrascolaires en regard de la dévalorisation des diplômes que cela risquerait d'entraîner à leurs yeux.

D'ailleurs, elle a reconnu que les dispositifs de RAC extrascolaires ne sont pas mis de l'avant par les universités du réseau de l'UQ, car on craint de voir affluer une trop grande demande que le manque de ressources humaines qui grèvent l'administration de la RAC ne sauraient satisfaire. En fait, le problème du financement des universités est véritablement l'enjeu majeur qui explique le frein que l'on applique aux initiatives de RAC dans les universités québécoises. En d'autres mots, on craint justement que le dispositif de RAC puisse servir de moteur pour court-circuiter les établissements d'enseignement universitaire. C'est peut-être ce qui explique que la RAC ne crédite jamais complètement un programme ou une formation, le problème du financement étant au final le cœur des enjeux de la RAC dans le milieu universitaire québécois (les universités comme les professeurs ne sont pas financés pour reconnaître les acquis antérieurs des étudiants).

5.2.3 Les limites de la reconnaissance des acquis informels

Cette dernière sous-section souhaite discuter des limites de la reconnaissance des acquis informels dans les universités québécoises, discussion qui fera écho en grande partie à l'analyse conduite par Julien et Gosselin (2013) dans un document complémentaire à l'avis du Conseil Supérieur de l'Éducation sur les changements dans les façons de réaliser un projet d'études universitaires (*Comment l'État et les établissements abordent-ils les réalités étudiantes actuelles*). En effet, les constats faits par les chercheuses sur la RAC et particulièrement la RAC extrascolaires dans les universités québécoises en 2013 s'imposent encore quatre ans plus tard. Ce qui peut-être est le plus ennuyeux en l'occurrence, c'est de réaliser que leurs propos faisaient eux-mêmes échos à des constatations parfois antérieures de plus de dix ans, démontrant combien le dossier de la RAC dans le milieu universitaire québécois souffre d'une stagnation qu'on ne peut expliquer autrement que par un manque de volonté politique (FAEUQEP, 2012). Une brève comparaison entre les données colligées sur la centralisation des informations en matière de RAC par l'étude du CLES (2003) et la présente recherche met en lumière la stagnation des universités dans ce dossier, même si une évolution significative des pratiques de RAC

extrascolaires est à souligner, avec les réserves toutefois qu'on sait devoir accorder à cet égard comme il vient d'être vu.

Tableau 8. Comparaison de la RAC universitaires québécois entre 2003 et 2017

Questions	2003		2017	
	oui	non	oui	non
Est-ce que l'établissement a centralisé l'information en matière de reconnaissance des acquis sur son site Internet?	8	8	8	8
Est-ce que l'établissement a défini des modalités particulières en matière de reconnaissance des acquis extrascolaires?	9	7	13	3

Dans une section adressant les défis propres à la reconnaissance des acquis expérientiels, les chercheurs du CSE rappellent les résultats de l'enquête menée par Valois et Landry (2010) auprès des personnes en charge de l'application de la RAC à l'Université Laval qui ont identifié la RAC extrascolaires comme la principale difficulté qu'elles ont rencontrée dans le cadre de leur exercice en matière de reconnaissance d'acquis (CSE, 2013, p. 55). Certes, la RAC extrascolaires exige davantage d'outils, de soutien et de temps que peut le nécessiter une demande de RAC scolaires. Cependant, ces difficultés pourraient aisément être surmontées si les ressources (humaines et financières) étaient injectées dans le réseau universitaire pour prendre convenablement en charge le dossier de la RAC. Cette difficulté rencontrée par les intervenants en RAC à l'Université Laval rejoint les craintes soulevées par la personne-ressource du siège social de l'UQ face à l'éventualité d'une croissance des demandes de RAC extrascolaires, les ressources faisant d'autant plus défaut que les demandes à analyser sont plus complexes.

Comme le mentionnait la FAEUQEP (2012), « les problèmes liés à la reconnaissance des acquis expérientiels tiendraient non pas tant à ses exigences ou à l'absence de méthodes fiables qu'à certaines résistances et à un manque de volonté politique » (FAEUQEP, p. 14) En fait, les défis auxquels est confrontée la reconnaissance des acquis extrascolaires sont d'autant plus importants que la reconnaissance des acquis scolaires doit elle-même surmonter quantité d'obstacles, dont l'arbitraire des

pratiques n'est pas le moindre (CSE, 2013). C'est le constat qu'exprimait la FAEUQEP dans son mémoire sur l'accessibilité et la participation aux études supérieures présenté dans le cadre de la phase préparatoire au sommet des universités en 2012 :

Nous avons une crainte : comment peut-on espérer l'implantation systématique de la reconnaissance des acquis expérientiels et la reconnaissance, dans l'ensemble du réseau universitaire, des crédits qui seront ainsi octroyés, alors que l'arbitraire règne toujours dans l'octroi d'équivalences pour des cours crédités réussis dans une université québécoise? (FAEUQEP, 2012, p. 14.)

Ce caractère discrétionnaire des pratiques de RAC scolaires avait été fort bien mis en évidence par l'AGEEFEP (2012) qui reprochait l'arbitraire qui entourait les équivalences de cours au baccalauréat en droit de l'UQÀM. On peut donc imaginer sans difficulté combien plus aléatoire peuvent être les pratiques de RAC extrascolaires quand on sait qu'aucune balise clairement identifiée semble guider les évaluateurs des dossiers des demandeurs de reconnaissances d'acquis, formels comme informels.

Enfin, assurément, la plus grande difficulté à laquelle fait face la reconnaissance des acquis informels concerne les préoccupations relatives à la qualité des diplômes (CSE, 2013). Cette difficulté prend racine dans la peur de voir se dévaluer la qualité des diplômes octroyés par les universités en offrant des « diplômes à rabais ». On pourrait bien sûr questionner les pratiques d'évaluation qui ont cours au sein des universités, qui ont elles-mêmes fait l'objet de très peu d'études au Québec. Pourtant, même si les évaluations de RAC informels sont effectuées par les mêmes professeurs qui évaluent leurs propres étudiants universitaires, des préjugés tenaces continuent d'accabler la perception de la valeur des reconnaissances qui peuvent être accordées aux apprentissages acquis en dehors du cadre formel de l'université :

[...] parmi les personnes sondées qui interviennent en matière de RAC à l'Université Laval en 2010, « seulement un peu plus du quart (26 %) [...] sont d'accord avec l'idée que les crédits obtenus à la suite d'une reconnaissance des acquis et des compétences ont moins de valeur que les

crédits obtenus en suivant des cours » alors qu'environ le tiers (37 %) sont « d'accord avec l'idée qu'une étudiante ou un étudiant à qui on a reconnu des acquis ou des compétences aura une moins bonne maîtrise des fondements de sa discipline que s'il avait suivi tous les cours de son programme » (Valois et Landry, 2010, p. 34). (CSE, 2013, p. 55-56)

En somme, la reconnaissance des acquis informels dans les universités québécoises doit surmonter encore de nombreux obstacles et préjugés qui affectent son plein déploiement. Outre les difficultés inhérentes à sa mise en pratique et les craintes énoncées à l'égard de l'assurance-qualité des diplômes et crédits reconnus par son application, le dispositif de RAC extrascolaires est peut-être surtout freiné par un manque de volonté politique qui s'explique aisément en regard de la question du financement par « tête de pipes » des universités québécoises et que la RAC (formels comme informels) vient toucher directement en son cœur, thème qui sera abordé dans la discussion qui suit.

5.3 DISCUSSION

Quels constats est-il permis de poser à la lumière des résultats et analyses qui précèdent ? Tout d'abord, même s'il est possible de constater une légère augmentation des pratiques de reconnaissance des acquis dans les universités québécoises depuis les quinze dernières années (Cf. Tableau 8), il importe de constater l'inégale qualité de ces efforts, car comme on l'a montré, les universités sont différemment ouvertes à la mise en œuvre de la RAC. Cependant, cette recherche n'a pu porter qu'un regard superficiel de niveau « macro-organisationnel » qui n'est pas entré dans les détails, forts variables, des mécanismes en œuvre au sein des différentes unités académiques. Par exemple, l'Université de Montréal ne possède pas à proprement parler de politique institutionnelle en matière de reconnaissance des acquis, bien que ses règlements pédagogiques cadres en traitent (« reconnaissance de crédits ») et que sa Faculté d'éducation permanente ait adopté une telle politique à l'automne 2013 (de même pour son école affiliée HEC à l'automne 2014).

Regardant plus spécifiquement la reconnaissance des acquis informels, là encore, malgré l'apparence des chiffres qui pourraient laisser croire à une ouverture somme

toute majoritaire des universités québécoises à ce type de reconnaissance (où treize d'entre elles ont défini des modalités particulières en la matière), il faut rester prudent quant aux conclusions à en tirer. Le fait est que la notion de « reconnaissance des acquis extrascolaires » est porteuse d'ambiguïté. En vérité, quand il est question d'acquis extrascolaires dans les documents, on veut généralement référer aux acquis expérientiels tirés de l'expérience de travail, quoique certains textes vont distinguer entre les expériences professionnelles et les expériences personnelles (catégorie dans laquelle la FEP (2004) rangeait les savoirs et savoir-faire acquis de manière autodidacte). En somme, il appert que les universités québécoises adoptent une acceptation limitative des acquis extrascolaires, n'étant pas du tout enclines semble-t-il à reconnaître des apprentissages acquis de manière autodidacte, exception faite des universités Laval, Sherbrooke, UQAC et UQTR.

Il importe de réaffirmer la mise en garde rappelée à quelques reprises au fil de ce mémoire et qui invite à la prudence quant aux conclusions que l'on peut tirer de cette étude documentaire qui n'a pu qu'indiquer l'état des pratiques déclarées des universités en matière de RAC. Car « [l]a présence d'une politique de l'université ne garantit pas que la reconnaissance des acquis y est systématiquement appliquée. Il revient à chaque faculté, département ou programme d'appliquer les règlements, et ces derniers disposent d'une large latitude (CSE, 2000 ; Côté, 2006). » (Solar-Pelletier, 2006, p. 124) Comme l'ont souligné maintes recherches antérieures, on ne peut que constater de nouveau combien les pratiques des universités en matière de RAC varient énormément d'un établissement à l'autre et au sein même des établissements, que ce soit en terme des procédures, du nombre de crédits admissibles, des frais exigés ou des types de reconnaissance accordée (ACDEAULF, 2006 ; Solar-Pelletier, 2006 ; GRAC, 2010 ; CSE, 2013).

Alors que certains déplorent ce travail en vase clos des établissements universitaires en matière de RAC et souhaiteraient une meilleure harmonisations des pratiques, qui pour l'instant varient considérablement d'une université à l'autre et à l'intérieur d'un même établissement (ACDEAULF, 2006 ; GRAC, 2010), d'autres voient au contraire

dans cette décentralisation des pratiques de la RAC la reconnaissance de l'autonomie des institutions universitaires qu'il importe de préserver jalousement :

Certaines personnes qui interviennent en la matière jugent cette décentralisation importante au point de craindre l'implantation d'une politique institutionnelle, celle-ci étant perçue comme porteuse du risque « d'une centralisation, de l'alourdissement du processus et de la perte possible de leur autonomie » (Valois et Landry, 2010, p. 38). (CSE, 2013, p. 49)

Aussi louable soit la volonté de préserver l'autonomie des universités, on ne peut négliger le fait que ce manque de cohérence dans les pratiques de RAC a des effets discriminatoires potentiels et réels vis-à-vis des étudiants qui aimeraient bénéficier d'une reconnaissance de leurs acquis (AGEEFEP, 2012).

Afin d'assurer une meilleure cohérence des pratiques de RAC entre les établissements universitaires et au sein de ceux-ci, l'ACDEAULF (2006, p. 97) recommandait d'harmoniser les appellations utilisées en matière de RAC (l'imbroglio sémantique qui règne au niveau des formes de reconnaissance illustre bien cette nécessité), de rendre comparable les pratiques au sein du réseau universitaire québécois et de rendre public les résultats des pratiques en matière de RAC (CSE, 2013, p. 54). L'ACDEAULF invitait d'ailleurs toutes les universités québécoises à se doter d'une politique institutionnelle sur la RAC, à sensibiliser la communauté universitaire aux enjeux de la RAC et à soutenir activement le développement de ce secteur (CES, 2013, p. 53).

De son côté, soulignant les faiblesses qui affectent la reconnaissance des acquis dans les universités québécoises (gouvernement qui ne joue pas un rôle de catalyseur des énergies, manque de centralisation et de partage d'information, dispositif de RAC méconnu du public, manque de financement, statistiques difficiles à compiler), Solar-Pelletier (2006, p.156) dégage certains traits caractéristiques de la situation de la RAC dans les universités québécoises, dont la nécessité d'un changement de mentalité passant par une meilleure information et des ressources de soutien et la nécessité pour le milieu universitaire de développer une nouvelle compétence, soit

celle de pouvoir évaluer adéquatement les acquis et les compétences pour ce qu'ils sont, indépendamment du milieu, des conditions et du mode d'acquisition.

En d'autres mots, il est tentant d'affirmer que l'état de la RAC dans les universités québécoises à toutes les allures d'un dispositif « mal aimé », et ce, pour trois principales raisons : la RAC est peu mise en valeur, elle est affectée par des pratiques erratiques qui manquent d'harmonisation et souffre d'une grande lacune documentaire (recherche et données empiriques).

Tout d'abord, la RAC est *peu mise en valeur* par les universités. Autrement dit, les étudiants ne sont guère encouragés vers ce processus, presque aucune promotion n'étant faite en ce sens, si ce n'est quelques exceptions notables, mais rares, de certaines universités. L'entretien téléphonique avec la personne-ressource du siège social de l'UQ a bien su mettre en relief cette réalité, justifiée d'ailleurs par le manque de ressources (humaines et financières) allouées aux services de RAC dans le réseau universitaire québécois, manque de ressources expliqué par une absence de volonté politique, elle-même encouragée par une politique de financement universitaire qui n'incite pas à encourager ce type de pratique.

Ensuite, bien que cela ait été maintes fois souligné, et sans vouloir y insister davantage, rappelons que le contexte universitaire québécois en matière de RAC se caractérise par un ensemble de pratiques *erratiques*, c'est-à-dire qu'il ne semble pas y avoir consensus d'une université à une autre, ni même au sein d'une même université voire au sein d'une même faculté (l'absence de politique nationale étant peut-être la cause la plus importante de cet état de fait).

Enfin, l'*indigence de la documentation* finit de démontrer le peu d'intérêt voué à la RAC par nos universités, rares étant celles qui possèdent des documents d'information complets, malgré qu'il soit possible de trouver au sein de tous les règlements d'études des dispositions particulières à cet effet, d'inégales qualités toutefois. L'état de l'art de la RAC dans les universités québécoises est plutôt incertain, pour ne pas dire presque inconnu, du moins, il manque une synthèse

actualisée en la matière. Car les recherches sur le sujet datent (la plus récente a été publiée en 2006) et sont lacunaires, c'est-à-dire qu'elles abordent le phénomène d'une manière toujours partielle. Autrement dit, il manque une synthèse des pratiques, mais aussi des politiques, ce qui fait qu'il est difficile de tirer un tableau d'ensemble de l'état de l'art sinon que d'entreprendre par soi-même cette étude. Le plus grand défi qui attendra toute entreprise de synthèse de cette envergure réside dans l'état des données qui sont fragmentaires.

Quelques mots pour terminer sur un aspect malheureusement passé sous silence jusqu'ici et que cette recherche n'a pu aborder de front mais qui mérite une attention avant de conclure. Il s'agit de la question du financement de la RAC, ou plutôt, l'absence de son financement au niveau universitaire. Car l'absence de financement dédié à la RAC dans le milieu universitaire québécois est un facteur à ne pas négliger si l'on veut comprendre les limitations de sa mise en valeur et de son application ainsi que le souligne le Conseil Supérieur de l'Éducation :

Le financement par EEETP²³ peut être perçu comme un frein à la reconnaissance des acquis et des compétences (RAC). De fait, lorsqu'une université dispense un étudiant d'une activité, elle réduit du même coup le nombre d'unités que lui financera le MESRST. [...] [L]e GRAC (2010, p. 66) signale que « le Québec et le MELS ne se sont pas véritablement engagés financièrement en ce qui concerne la RAC dans les universités comme c'est le cas pour les collèges qui bénéficient depuis quelques années de budgets particuliers dans le cadre d'une enveloppe fermée consentie par le MELS ». Au contraire, en vertu des règles de subvention des universités par EEETP, la reconnaissance des acquis réalisée par les universités sous forme d'équivalences ou d'exemptions de cours se traduit actuellement par une perte financière. [...] Signalons que le Conseil s'est déjà préoccupé des ressources financières nécessaires à la RAC. De fait, dans son avis sur la reconnaissance des acquis, il invitait le ministre de l'Éducation « à prévoir un ajout de ressources financières consacrées à cette fin dans le budget alloué aux universités », dans la perspective où une croissance des demandes de RAC, jugée alors par le Conseil « tout à fait possible », devrait s'accompagner d'un « financement compensatoire pour mettre en place les services de soutien

²³ L'effectif étudiants équivalent temps plein (EEETP) est l'unité de mesure qui permet de déterminer le montant du financement octroyé par le gouvernement aux universités.

requis » au sein des établissements (CSE, 2000a, p. 66). (CSE, 2013, p. 94-95)

Dans la conjoncture actuelle du « sous-financement » des universités, il est aisé de comprendre pourquoi les universités n'ont pas intérêt à développer davantage les mesures de RAC au sein de leurs établissements, celles-ci ayant pour effet d'aggraver leur « manque à gagner » en offrant des crédits à frais réduits qui ne leur rapportent rien (ou si peu) et qui même leur en coûte (CSE, 2013). Pourtant, paradoxalement, il est aussi possible de voir que la RAC peut avoir un impact positif sur le financement des universités en diminuant le temps d'études requis pour compléter une formation, facteur non négligeable qui peut avoir pour effet d'attirer des étudiants. Deux visions contradictoires de l'effet de la RAC sur le financement des universités entrent donc en confrontation :

D'un côté, lorsqu'elle implique une dispense d'activités, la RAC réduit le nombre d'unités financées. De l'autre, elle est un facteur d'attrait pour certains étudiants qui, sans la dispense de certaines activités, ne seraient pas motivés à s'engager dans un projet d'études, ce qui augmente du même coup le nombre d'unités financées. (CSE, 2013, p. 94)

L'avenir seul nous dira si les universités québécoises sortiront de ce dilemme qui les fait hésiter depuis des décennies entre développer ou endiguer le dispositif de la RAC. Pourtant, comme le notait le CSE en 2000, la reconnaissance des acquis est appelée à connaître une importance grandissante au fil des prochaines années (CSE, 2013). C'est ce que ne cessent de mettre de l'avant également les nombreuses recherches sur la reconnaissance des apprentissages acquis de manière informelle telles qu'elles ont été vues dans cette problématique. Car le contexte d'apprentissage qui est le nôtre dans l'actuel écosystème des communs de la connaissance et dont le mouvement d'*open education* favorise l'essor comme jamais auparavant ne peut qu'encourager le développement des pratiques en matière de reconnaissance d'acquis, informels notamment. En ce sens, la *Déclaration mondiale sur l'éducation pour tous* fait un plaidoyer pour la révision des normes et la fluidité des offres de formation. Selon l'UNESCO (2002), elle veut « sonner le glas des systèmes éducatifs rigides et normatifs, pour ouvrir la voie à une ère favorable au développement de la flexibilité

». Elle annonce que « l'éducation serait [désormais] faite sur mesure, adaptée aux besoins, à la culture et aux moyens des apprenants ». C'est de l'école ou d'une certaine école (et université) qu'elle annonce ou demande l'inflexion.

Ironie de l'histoire, dans un avis sur *Les nouveaux lieux éducatifs*, le CSE (1986) affirmait que la mission éducative de l'État lui confère notamment « la responsabilité d'aide aux autres formes d'apprentissage et de support à l'autodidaxie », ajoutant que « [c]'est en raison de cette mission que doit s'instaurer un système public de reconnaissance des acquis, basé sur une connaissance adéquate des pratiques éducatives des lieux non scolaires. » Le CSE précisait dans ce même élan qu'il serait « souhaitable que toutes les ressources éducatives extrascolaires disponibles soient connues, qu'elles puissent être repérées facilement, où qu'elles soient. » Avis visionnaire, s'il en est. Pourtant, trente ans plus tard, on a l'impression d'en être resté à la case départ.

5.4 LIMITES DE LA RECHERCHE

Il importe avant de conclure d'adresser certaines des limites à l'intérieur desquelles cette recherche a dû se contenir et qui ouvrent autant de pistes à explorer pour de futures recherches sur les pratiques de reconnaissance des acquis dans les universités québécoises. Sept principales limites de cette recherche sont à signaler : 1) sa nature documentaire concentrée sur les pratiques déclarées des universités en matière de RAC; 2) l'échelle d'analyse qui a privilégié une approche « macro-organisationnelle »; 3) sa perspective close sur la seule dimension universitaire québécoise; 4) l'absence de prise en compte de l'aspect économique de la RAC en milieu universitaire; 5) ne pas avoir pu examiner les perceptions des acteurs universitaires en matière de RAC; 6) l'impossibilité de formuler une hypothèse explicative de la disparité des pratiques de RAC entre les universités; 7) enfin, les pratiques d'évaluation de la RAC n'ont pu être documentées.

1) Comme il a été rapporté à quelques occasions au cours de cette recherche, la nature documentaire de l'enquête qui a été conduite dans le cadre de ce mémoire s'est

contentée d'investiguer les pratiques déclarées des universités québécoises en matière de RAC. La recension des sites web, des politiques institutionnelles et des règlements des études réalisée au cours de ce mémoire n'a fait effectivement qu'illustrer la performance proclamée des universités sur le dossier de la RAC. Les données récoltées au fil de cette recherche ne mettent en perspective que les seules pratiques qu'affirment adopter les universités en matière de RAC, sans savoir ce qu'il en est exactement sur le terrain. Conséquemment, les pratiques vécues sur le terrain, tant par les intervenants en RAC que les étudiants qui en font la demandent, demeurent inconnues aux yeux de cette recherche. En somme, il n'est pas possible de savoir dans quelle mesure et comment sont appliquées les différentes dispositions adoptées par les universités sur la RAC. Le manque de données empiriques sur les pratiques de RAC en milieu universitaire, et la difficulté d'y avoir accès, aspects maintes fois soulignés par les recherches sur le sujet, sont autant de difficultés qui se posent au chercheur désireux de se faire un portrait réaliste des pratiques effectives des universités québécoises en matière de reconnaissance d'acquis. Davantage de recherches pourraient être conduites sur les pratiques effectives des universités dans leur gestion du dossier de la RAC, contribuant de la sorte à étoffer les statistiques et données empiriques qui manquent encore cruellement en cette matière.

2) L'état des connaissances sur la RAC dans le milieu universitaire québécois souffrant encore d'une absence de synthèse d'ensemble, cette recherche a décidé de se contenter d'une analyse des pratiques déclarées de RAC universitaires à l'échelle « macro-organisationnelle » afin de combler cette lacune des connaissances. De ce fait, cette recherche n'a pu se concentrer plus avant sur les différentes pratiques qui règnent en matière de RAC au niveau des unités académiques de chacun des établissements universitaires (facultés, départements, écoles, instituts). En ce sens, elle n'a fait que survoler (recension non exhaustive) les pratiques des universités considérées du point de vue institutionnel, sans être capable de dresser un portrait d'ensemble (qui reste à faire) de toutes les variantes (et contradictions) qui peuvent régner au sein d'un même établissement. C'est d'ailleurs un des dangers qui guette toute analyse des pratiques universitaires cantonnées au seul niveau institutionnel,

comme l'illustre la dérive des classements internationaux des établissements d'enseignement supérieur qui doivent s'en tenir à une appréciation d'ensemble et dont leur échappe souvent les trésors parfois cachés dans les interstices organisationnels des universités. Le classement opéré entre les universités selon leur potentiel de RAC (faible, modéré, faible) ne doit pas faire oublier qu'il peut exister à l'intérieur de leurs unités académiques des pratiques qui, si elles avaient été prises en compte, auraient autrement affectées leur classement. Une recension exhaustive des pratiques de RAC dans les universités québécoises demeure donc encore à être accomplie.

3) La lourdeur qui a résulté du processus d'analyse des pratiques de RAC des seuls établissements universitaires québécois justifie en soi que cette recherche se soit restreinte au seul cadre du Québec. Mais la perspective close sur la seule dimension québécoise présente le désavantage de n'avoir aucun point d'appui comparatif. Il aurait effectivement été intéressant de pouvoir comparer avec les pratiques déclarées d'autres universités, que ce soit dans une perspective pancanadienne ou internationale. Une telle perspective comparative serait des plus pertinentes pour de futures recherches sur la RAC universitaire afin de s'inspirer des meilleures pratiques et prendre le pouls de la situation. Notamment, il serait d'intérêt d'investiguer de plus près les différentes initiatives qui émergent à travers le monde universitaire en termes d'alternatives d'accréditation. On peut penser par exemple à un projet comme l'*Open educational resources universitas* (OERu) qui cherche à offrir une voie parallèle d'enseignement supérieur à moindre frais en utilisant le dispositif de RAC pour reconnaître les apprentissages des étudiants acquis en autodidacte à travers les REL partagés par un réseau internationale d'universités. On pense également aux différentes formes de reconnaissances qui émergent depuis quelques années à travers les badges numériques ou les nano- et microcrédits. De même, la Déclaration de Groningue et son projet de portfolio numérique universel présente un grand intérêt en vue des développements futurs de la RAC en milieu universitaire dans une perspective de mobilité étudiante internationale.

4) Trop brièvement souligné, l'aspect économique de la RAC est une dimension fondamentale à considérer pour qui veut bien comprendre la situation de la RAC dans le contexte universitaire québécois. Or, celle-ci n'a pu être prise en compte par cette recherche et empêche de comprendre véritablement « ce qu'il en coûte » aux universités pour mettre en place des mesures de RAC. Pourtant, il est permis de croire qu'on toucherait là le « nerf de la guerre » qui déchire les universités entre la volonté de développer ou d'endiguer le dispositif de RAC au sein de leurs établissements. Certes, la difficulté d'accéder aux données financières des universités et à celles relatives aux pratiques de RAC peut rendre une telle étude délicate pour ne pas dire périlleuse. Cependant, il serait regrettable de continuer à tolérer l'arbitraire qui règne en matière de RAC dans les universités québécoises et il importe en ce sens de faire la lumière sur les motivations financières « cachées » qui expliquent peut-être pour beaucoup le manque de volonté politique des universités, comme du gouvernement, de développer plus avant le dispositif de RAC dans le milieu universitaire québécois. Du point de vue étudiant, la RAC présente des avantages financier et temporel certains, et bien qu'il ne soit pas aisé de tenir en équilibre cette balance d'intérêts contradictoires entre les bénéficiaires de RAC et les universités, un principe de justice fondamentale impose aux universités le devoir de respecter le droit des étudiants de voir reconnaître ce qu'ils ont déjà appris. Une prise en compte de la question économique de la RAC en milieu universitaire serait plus pertinente que jamais.

5) De nature documentaire, cette recherche n'a bien sûr pas pu recueillir les perceptions des différents acteurs concernés par la RAC dans le milieu universitaire (professeurs, administrateurs, étudiants, fonctionnaires) vis-à-vis la valeur que représente à leurs yeux le dispositif de reconnaissance d'acquis. Car étant donné les préjugés qui accablent encore la RAC dans le milieu universitaire, ce qu'a révélé la littérature et les entretiens avec les personnes-ressources, les perceptions des intervenants en RAC et des étudiants qui ont eu recours à ce service mériteraient d'être sondées de plus près. Les motifs financiers jouent bien sûr un rôle prépondérant dans la valse-hésitation des universités en vue d'adopter des dispositions claires et publicisées en matière de RAC, mais les préjugés cultivés

contre la RAC parmi certains acteurs du milieu universitaire ne doivent pas non plus être négligés pour expliquer la lenteur des changements organisationnels qui caractérise certaines universités québécoises sur le dossier de la RAC. Une telle étude sur les perceptions des différents acteurs de la RAC dans le milieu universitaire québécois permettrait peut-être de mieux comprendre au final la relative stagnation de la progression de ce dossier depuis plus de 30 ans.

6) Cette recherche a confirmé une fois de plus le constat maintes fois posé par le passé sur l'état de la RAC dans le milieu universitaire, soit que les pratiques varient grandement d'un établissement à un autre mais également au sein d'un même établissement. Toutefois, il n'a pas été possible d'expliquer pourquoi certaines universités étaient proactives en matière de RAC alors que d'autres semblent s'en détourner et ne pas y accorder plus d'importance. En effet, quelles sont les raisons qui amènent certaines institutions à investir et aller de l'avant (personnes-ressources, politiques RAC extrascolaires) dans le dossier de la RAC contrairement à d'autres universités ? Les effets de taille des établissements universitaires ne semblent pas jouer, de grandes universités y jouent autant un rôle « d'avant-garde » (Laval, Sherbrooke) que « d'arrière-garde » (Montréal, McGill) pendant que d'autres de tailles moyennes ou petites s'y engagent aussi (UQAC, UQTR). Une réflexion sur les causes de cette « spéciation » des universités en matière de RAC mériterait d'être approfondie afin d'être en mesure de formuler des hypothèses qui pourraient expliquer cet état de fait.

7) Enfin, il est à remarquer que les pratiques d'évaluation de la RAC n'ont pu être documentées dans le cadre de cette recherche. Il pourrait être fort intéressant de porter un regard comparatif sur les pratiques régissant l'évaluation des apprentissages en classe *versus* l'évaluation des acquis dans le cadre de la RAC, ayant l'impression que le processus de cette dernière est plus rigoureusement contrôlé, surveillé et suspecté que le premier. Une telle étude aurait le double mérite d'éclairer les pratiques d'évaluation en matière de RAC en plus de jeter la lumière sur les pratiques d'évaluation des apprentissages à l'université, sujet encore trop peu investigué dans le milieu universitaire québécois.

Conclusion

S'inspirant des travaux menés ces dernières années sur le dispositif de reconnaissance des acquis en vue de reconnaître les apprentissages informels acquis en dehors de l'université, ce mémoire a cherché à dresser l'état des pratiques déclarées des universités québécoises en matière de RAC. Cette recherche avait un double objectif, soit d'offrir un portrait d'ensemble des pratiques de RAC dans les universités québécoises, mais aussi d'analyser l'opportunité de faire reconnaître une formation universitaire autodidacte au sein des établissements universitaires du Québec.

Le Chapitre 1 a situé cette recherche dans le contexte général de l'écosystème des communs de la connaissance qui offre actuellement la possibilité d'apprendre par soi-même à travers les documents disponibles dans les bibliothèques publiques et les ressources numériques accessibles en ligne. Le présent mémoire a identifié la problématique centrale qui confronte tout projet d'autodidaxie universitaire, celui de sa reconnaissance par accréditation et diplomation. Le dispositif de RAC s'est naturellement imposé comme objet de réflexion sur la possibilité de faire valider une formation universitaire autodidacte. Afin de circonscrire l'objet de cette recherche, il a été décidé de concentrer la réflexion au sein du milieu universitaire québécois. Ce choix présentait un double intérêt : tout d'abord, on connaît mal l'état des pratiques de la RAC dans les universités québécoises et une recherche à cet égard apparaissait pertinente; mais aussi, et conséquemment, on en connaît encore moins sur les pratiques de la reconnaissance des acquis informels, notamment quant à la possibilité de faire valider une formation universitaire autodidacte. Les deux objectifs poursuivis par cette recherche consistaient à vouloir dresser l'état des pratiques de la RAC dans les universités québécoises et répondre à la question de savoir s'il est possible de faire valider une formation universitaire autodidacte dans le milieu universitaire québécois.

Le Chapitre 2 a posé les bases conceptuelles de cette recherche en définissant les deux principaux champs conceptuels en jeu dans ce mémoire, soit la « reconnaissance des acquis » et le triptyque conceptuel « formel, non formel et informel ». Un second volet de ce chapitre s'est attardé à dresser une revue de la documentation de la

recherche sur la reconnaissance des acquis dans les universités québécoises. Le sujet étant somme toute peu documenté, il n'est pas exagéré d'affirmer que cette recherche a pu dépouiller de manière exhaustive l'ensemble de la littérature le concernant, avec la réserve bien sûr qu'impose la « littérature grise » et les documents qu'il n'a pas été possible de consulter faute d'avoir pu y accéder. Une bibliographie commentée des principales contributions au champ de recherche sur la RAC dans les universités québécoises a ensuite été présentée, ce qui a permis d'obtenir une vue d'ensemble sur l'état encore indigent de la documentation à ce sujet. Car non seulement les documents sont rares, mais pour ceux qui existent, plus rares encore sont ceux qui ont procédé à une analyse systématique des pratiques de RAC dans l'ensemble du réseau universitaire québécois.

Le Chapitre 3 a présenté les choix méthodologiques qui ont servi à répondre aux objectifs de cette recherche. On a d'abord défini le type de recherche réalisée, soit une méthode de recherche qualitative de type exploratoire et descriptive qui, dans une perspective comparative documentaire, s'est basée sur deux principaux types de documents : les sites web institutionnels des établissements universitaires et les dispositifs règlementaires pertinents à l'objet de cette recherche (politiques institutionnelle RAC et règlements des études). Les instruments et procédures de cueillette des données ont ensuite été précisés, ceux-ci se résumant en une simple mais rigoureuse recherche documentaire sur Internet accomplie grâce au moteur de recherche Google et les moteurs de recherche internes des sites web institutionnels des universités et dont les données ont pu être répertoriées de manière efficace à l'aide de différents mots-clés. Enfin, la stratégie d'analyse des données a suivi une stratégie déductive qui a dégagé les caractéristiques particulières de la reconnaissance des acquis inspirées en partie du *Tableau comparatif de la reconnaissance des acquis dans 8 établissements universitaires* (AGEEFEP, 2004) et du *Tableau synthèse de la reconnaissance des acquis dans 16 établissements universitaires québécois* (CLES, 2003). En a découlé une grille d'analyse constituée de neuf critères qui a permis de comparer l'état des pratiques déclarées de la RAC entre les universités québécoises et de les catégoriser en trois grands groupes selon qu'elles présentent un plus ou moins

grand potentiel de RAC.

Le Chapitre 4 a présenté les résultats des données recueillies pour chaque université. Celles-ci ont d'abord été présentées de manière séparée, université par université. Un tableau synthèse précède chacune des analyses afin d'offrir un aperçu en un coup d'œil de l'état de la RAC observé pour chaque université. Une vue synthétique des résultats de cette enquête a ensuite été présentée dans un tableau récapitulatif.

Finalement, le Chapitre 5 a procédé à l'analyse et à la discussion des résultats. L'analyse des résultats s'est déroulée en deux temps. Premièrement, une synthèse des résultats des données présentées dans le Chapitre 4 a été présentée suivant trois principaux axes : 1) la fréquence relative des critères d'analyse de reconnaissance d'acquis ; 2) les différentes formes de reconnaissance d'acquis, ce qui a permis de relever le manque de cohérence et l'imbricolage sémantique qui caractérisent la dénomination des types de RAC accordées par les universités ; 3) enfin, une classification des universités selon leur degré d'ouverture à la RAC a été proposée. Dans un deuxième temps, on a procédé à l'analyse de la reconnaissance des acquis informels dans les universités québécoises, elle-même divisée en trois principaux axes d'analyses : 1) on a tout d'abord fait valoir la différenciation qui existe parmi la pratique de reconnaissance des acquis informels, celles-ci se partageant entre des universités (la majorité) qui ne semblent reconnaître que les acquis issus d'une expérience professionnelle dite « pertinente » et des universités (minoritaires) qui affirment expressément reconnaître des acquis extrascolaires notamment autodidactes ; 2) ensuite, on a rendu compte des quatre entretiens téléphoniques menés auprès des personnes-ressource en RAC (Laval, Sherbrooke, UQTR, UQ) sur la possibilité de faire valider une formation universitaire autodidacte ; 3) finalement, on a abordé les limites inhérentes à la reconnaissance des acquis informels dans le contexte des universités québécoises. Une discussion de ces analyses a ensuite été conduite, celle-ci rejoignant en grande partie les conclusions tirées par les recherches antérieures sur l'état des pratiques en matière de RAC dans les universités québécoises, concluant au final sur la limitation significative, quoique possible en partie, de valider une formation universitaire autodidacte. Enfin, sept principales

limites de la recherche ont été soulignées, présentant autant de pistes ouvertes pour les recherches futures sur la reconnaissance des acquis dans les universités québécoises.

En somme, cette recherche a permis d'identifier qu'au moins quatre universités au Québec (Laval, Sherbrooke, UQAC et UQTR) permettent de valider une formation universitaire acquise en autodidacte. Il n'est pas dit que parmi les neuf autres universités qui affirment offrir une reconnaissance d'acquis informels il ne s'en trouve pas quelques-unes qui puissent également reconnaître des apprentissages de niveau universitaires acquis en autodidacte. D'autres recherches seraient nécessaires pour établir plus exactement la liste des universités ouvertes à une telle éventualité. On peut penser par ailleurs que la Grande initiative réseau pilotée par l'UQ en vue d'harmoniser les pratiques de RAC au sein du réseau des universités du Québec puisse ouvrir plus largement la porte à ce type de reconnaissance. De même, il faudra porter une attention particulière au rapport de l'Université Laval sur la reconnaissance des acquis en contexte d'*open education* tel que l'a rapporté l'entretien avec la personne-ressource en RAC de cette université. Cependant, il importe de rappeler qu'aucune université n'accorde pour le moment de diplôme ou de grade sur la seule base d'une reconnaissance des acquis. Enfin, il est permis d'espérer que l'ouverture accordée aux pratiques de reconnaissance d'acquis informels que l'on voit émerger à travers un nombre croissant de projets universitaires au niveau international finira de convaincre les autorités universitaires du Québec (gouvernement et administrateurs d'université) d'assouplir les mesures de RAC dans les universités québécoises.

Bibliographie

- Association canadienne d'éducation des adultes des universités de langue française (ACDEAULF). (2006). *La reconnaissance des acquis dans les universités québécoises : état de la situation* (Rapport). Chambly, Québec : ACDEAULF, 233 p.
- Association générale des étudiants et des étudiantes de la Faculté de l'éducation permanente (AGEEFEP). (2012). *L'arbitraire des équivalences de cours au baccalauréat en droit de l'UQAM : une injustice pour les personnes et un gaspillage de fonds publics* (Mémoire présenté au MESRST et à la CREPUQ). AGEEFEP, 14 p.
- Association générale des étudiants et des étudiantes de la Faculté de l'éducation permanente (AGEEFEP). (1991). *La reconnaissance des acquis dans les universités québécoises (Énoncé politique)*. Montréal, Québec : AGEEFEP, 28 p.
- Baker III, F. W. (2014). *Policies related to the implementation of openness at research intensive universities in the United States: a descriptive content analysis* (Doctoral dissertation, Faculty of the University of South Alabama in partial fulfillment of the requirements for the degree of Doctorate of Philosophy in Instructional Design and Development July 2014 by Fredrick William Baker III BA, University of South Alabama).
- Baker III, F. W. (2016). An Alternative Approach: Openness in Education Over the Last 100 Years. *TechTrends*, p. 1-11.
- Belanger, C. H., & Mount, J. (1998). Prior learning assessment and recognition (PLAR) in Canadian universities. *Canadian Journal of Higher Education*, 28(2/3), p. 99-119.
- Bertrand, A-M. (2014). Ce que le numérique fait à l'histoire des bibliothèques : réflexions exploratoires. *Histoire et civilisation du livre. Revue internationale*, Tome X, p. 255-266.
- Bessette, L. (2013). *Reconnaissance et valorisation des acquis expérientiels en gestion de l'éducation. Rapport de recherche*. UQAM, 24 p.
- Bonin, S. et Girard, S. (2009). *Reconnaître les acquis de nos étudiants a-t-il un impact sur leur réussite scolaire ? Survol de la situation au baccalauréat et à la maîtrise*. Université du Québec, 18 p.
- Bossu, C., & Fountain, W. (2015). Capacity-building in open education: an Australian approach. *Open Praxis*, 7(2), p. 123-132.

- Bossu, C., Bull, D., & Brown, M. (2012). The Open Education Movement in Australia: The Need for Political Leadership. *Proceedings of Cambridge 2012: Innovation and Impact-Openly Collaborating to Enhance Education*.
- Boudreault, H., Buteau, M. et Landry, C. (2007). *La reconnaissance des acquis dans les universités québécoises (enjeux et défis)*. Communication présentée au Colloque national 2007 sur la reconnaissance des acquis et des compétences, (ville inconnue), Québec, 32 p.
- Bourgeault, G. et Widmer, C. (dir.). (1991). *La reconnaissance des acquis extrascolaires à l'Université de Montréal : état de la situation (Rapport d'enquête)*. Montréal, Québec : Université de Montréal, 270 p.
- Brougère, G., & Bézille, H. (2007). De l'usage de la notion d'informel dans le champ de l'éducation. *Revue française de pédagogie. Recherches en éducation*, (158), p. 117-160.
- Camilleri, A. (2012). OERtest Guidelines for OER assessment.
- Camilleri, A. F., & Tannhäuser, A. C. (2013). Assessment and recognition of open learning. In *Openness and Education* (pp. 85-118). Emerald Group Publishing Limited.
- Camilleri, A. *et al.* (2012). Open learning recognition: Taking open educational resources a step further.
- Campeau, D. (1980). *L'Inflation des diplômes, pour mieux reconnaître ou pour mieux éliminer? : contribuer à une problématique québécoise de la reconnaissance des acquis de formation*. Sainte-Foy: Conseil supérieur de l'éducation, Commission de l'éducation des adultes, 145 p.
- Carré, P. (1993). « L'apprentissage autodirigé dans la recherche nord-américaine », *Revue française de pédagogie*. Vol. 102, p. 17-22.
- Centre d'information canadien sur les diplômes internationaux (CICDI). (2003). *Guide d'usage terminologique dans le domaine de la mobilité et de la reconnaissance des titres et diplômes*. 37 p.
- Champy, P. et Etévé, C. (dir.). (1994). *Dictionnaire encyclopédique de l'éducation et de la formation*. Paris, Nathan, 1097 p.
- Chaput, M. (1989). *La Reconnaissance des acquis dans le réseau de l'éducation : approche et ressources à l'ordre d'enseignement universitaire*. Communication présentée lors du Colloque de l'Association des hôpitaux du Québec, tenu à l'Hôtel Méridien, le 5 octobre 1989, [9] p.

- Chaput, M. et Bourdon, S. (1993). Liens entre la persévérance aux études universitaires et l'octroi d'équivalences et d'exemptions. *Revue canadienne pour l'étude de l'éducation des adultes*, 7(2), p. 1-18.
- Chaput, M., & Héon, L. (1986). *Bilan partiel des pratiques de reconnaissance des acquis au sein des universités québécoises*. Université de Sherbrooke. Direction de l'éducation permanente.
- Chauhan, A. (2014). Massive open online courses (MOOCS): Emerging trends in assessment and accreditation. *Digital Education Review*, (25), p. 7-17.
- CIRRAC. (s. d.). *À propos de... reconnaissance des acquis dans les universités*. Bulletin du centre d'information et de recherche en reconnaissance des acquis (CIRRAC).
- Colley, H., Hodgkinson, P. & Malcom, J. (2003), *Informality and formality in learning: a report for the Learning and Skills Research Centre*, Learning and Skills Research Centre, London, 87 p.
- Conrad, D. (2013). Assessment challenges in open learning: Way-finding, fork in the road, or end of the line?. *Open Praxis*, 5(1), p. 41-47.
- Conrad, D. (2013). Pondering change and the relationship of prior learning assessment to MOOCs and knowledge in higher education. *PLA Inside Out: An International Journal on Theory, Research and Practice in Prior Learning Assessment*, 2(1).
- Conrad, D. (2013). Revisiting the recognition of prior learning (RPL): A reflective inquiry into RPL practice in Canada. *Canadian Journal of University Continuing Education*, 34(2).
- Conrad, D., & McGreal, R. (2012). Flexible paths to assessment for OER learners: A comparative study. *Journal of Interactive Media in Education*, 2012(2).
- Conrad, D., Mackintosh, W., McGreal, R., Murphy, A., & Witthaus, G. (2013). Report on the assessment and accreditation of learners using OER.
- Conseil interprofessionnel du Québec (CIQ). (2001). Tendances, rôles et pratiques en reconnaissance des acquis, Montréal, Colloque du Forum de la formation du CIQ.
- Conseil supérieur de l'éducation. (1986). *Les nouveaux lieux éducatifs*. Avis au ministre de l'Éducation et ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science. Québec: Gouvernement du Québec.
- Conseil supérieur de l'éducation (CSE). (2000). *La reconnaissance des acquis, une responsabilité politique et sociale*. Québec, pour le Ministère de l'éducation.

- Conseil supérieur de l'éducation (CSE). (2013). *Comment l'État et les établissements abordent-ils les réalités étudiantes actuelles*. Document complémentaire à l'avis du Conseil intitulé Parce que les façons de réaliser un projet d'études universitaires ont changé... Québec: Conseil supérieur de l'éducation.
- Côté, S. (2006). La reconnaissance des acquis en TI. *Conférence tenue à TECHNOCompétences*, 16 mars.
- Deimann, M. & Peters, M. A. (ed.). (2016). *The Philosophy of Open Learning. Peer Learning and the Intellectual Commons*. Peter Lang.
- Durance, P., Boullier, D., & Kaplan, D. (2014). Les MOOC, et après?. *Le journal de l'école de Paris du management*, (5), p. 22-30.
- European Commission (EC). (2013). Recognition of prior non-formal and informal learning in higher education.
- Ewan, C. (2016). Higher Education Standards in a Disaggregated Learning Environment.
- Faculté de l'éducation permanente (FEP). (2004). *La reconnaissance des acquis (Rapport du Comité ad hoc)*. Montréal, Québec : Université de Montréal, 58 p.
- Faure, E. *et al.* (1972). *Apprendre à être*. Paris : UNESCO ; Fayard.
- Fédération des associations étudiantes universitaires québécoises en éducation permanente (FAEUQEP). (2012). *Les adultes et l'accessibilité aux études supérieures*, Mémoire présenté dans le cadre de la phase 2 préparatoire au Sommet sur les universités : L'accessibilité et la participation aux études supérieures, Montréal, La Fédération, 15 p.
- Fédération des associations étudiantes universitaires québécoises en éducation permanente (FAEUQEP). (2013). *Pour un chantier sur la formation continue*, Mémoire présenté au Sommet sur l'enseignement supérieur, Montréal, La Fédération, 31 p.
- Fichte, J. G.. « Plan déductif d'un établissement d'enseignement supérieur à fonder à Berlin, qui serait en liaison intime avec une Académie des Sciences » in Ferry, L. *Philosophies de l'Université – L'idéalisme allemand et la question de l'Université*, Payot, 1979.
- Friesen, N., & Wihak, C. (2013). From OER to PLAR: Credentialing for open education. *PLA Inside Out: An International Journal on Theory, Research and Practice in Prior Learning Assessment*, 2(1).
- Garon, C. (1991). La reconnaissance des acquis : Y a-t-il une volonté politique des universités ? *Cité éducative*, 7(1), p. 32-34.

- Groupe de réflexion et d'action sur la reconnaissance des acquis et des compétences (GRAC). (2009). *La reconnaissance des acquis et des compétences (RAC): élément stratégique pour le réseau de l'UQ*, Québec, UQ, 20 p.
- Groupe de réflexion et d'action sur la reconnaissance des acquis et des compétences (GRAC). (2010). *Reconnaissance des acquis et des compétences : élément stratégique pour l'apprentissage tout au long de la vie*, Projet Charte pour l'apprentissage tout au long de la vie, d'un cadre technique et d'un mode de financement, Québec, Réseau de l'Université du Québec, 119 p.
- Hamadache, A. (1993). Articulation de l'éducation formelle et non formelle.
- Hart, S. A. (2013). Apprentissage formel, informel, non-formel, des notions difficiles à utiliser... Pourquoi?. *Observatoire compétences-emplois*, 4(2).
- Hart, S. A. (2017). Apprentissage informel : une bonne typologie de la notion. *Observatoire compétences-emplois*, 7(3).
- Héon, L. (1984). *La reconnaissance des acquis expérimentiels dans la politique d'admission des adultes à l'Université Laval* (Mémoire de maîtrise). Québec : Université Laval, 162 p.
- Héon, L., Cloutier, R. et Bélanger, P.W. (1986). La reconnaissance des acquis expérimentiels : étude de cas de la politique d'admission des adultes à l'Université Laval, *La revue canadienne d'enseignement supérieur*, 16(2), p. 67-79.
- Hilton III, J., Murphy, L., & Ritter, D. (2014). From Open Educational Resources to College Credit: The Approaches of Saylor Academy. *Open Praxis*, 6(4), 365-374.
- Jabbar Aboul el Ouafa, A. (1985). *La reconnaissance des acquis de formation et expérimentiels à travers les conceptions et les pratiques des professionnels de l'admission de l'Université du Québec à Trois-Rivières* (Mémoire de maîtrise). Trois-Rivières, Québec : Université du Québec à Trois-Rivières, 125 p.
- Kamenetz, A. (2006). *Generation debt: Why now is a terrible time to be young*. Riverhead Books/Penguin.
- Kamenetz, A. (2011). The transformation of higher education through prior learning assessment. *Change: The Magazine of Higher Learning*, 43(5), p. 7-13.
- Kennedy, B. (2003). *État des lieux au printemps 2003 de la reconnaissance des acquis (RA) dans les établissements d'enseignement postsecondaire publics du Canada* (Rapport de recherche), Canada : Conseil des ministres de l'Éducation du Canada.
- Kerres, M., & Heinen, R. (2015). Open informational ecosystems: The missing link for sharing resources for education. *The international review of research in open and distributed learning*, 16(1).

- Koromyslova, N. et Depelteau, J. (2015). Marche ou crève: économie de la subsistance aux cycles supérieurs. Dans Giroux, D. et Karmis, D. (dir.), *Défaire/refaire l'université. Essai de tout dire* (Vol. 6, p. 263-271). Ottawa : Les Cahiers de l'idiotie.
- Lafont, P., & Pariat, M. (2012). Review of the recognition of prior learning in Member States in Europe. *University of Paris Est Creteil: Department of Education and Social Sciences*. Online im Internet: [http://www.adam-europe.eu/prj/9626/prj/Report-Review% 20Of% 20The% 20RPL% 20In% 20Member% 20States% 20In% 20Europe. pdf](http://www.adam-europe.eu/prj/9626/prj/Report-Review%20Of%20The%20RPL%20In%20Member%20States%20In%20Europe.pdf) [Stand: 2014-07-07].
- Landry, F. (1984). *La reconnaissance des acquis antérieurs des adultes à l'Université du Québec*. Communication présentée au Colloque sur la reconnaissance des acquis de formation au Québec, Université de Sherbrooke, 23-25 mai 1984. Québec : TÉLUQ, 28 p.
- Le Crosnier, H. (2015). En communs. *Une introduction aux communs de la connaissance*.
- Le Crosnier, H., Ertzscheid, O., Peugeot, V., Mercier, S., Berthaud, C., Charnay, D., & Maurel, L. (2011). Vers les «communs de la connaissance». *Documentaliste-Sciences de l'Information*, 48(3), p. 48-59.
- Leclerc, G. (1986). *Reconnaître les acquis expérentiels à l'université : pourquoi? comment? : actes du colloque tenu à l'Université de Sherbrooke du 29 au 31 mai 1985*. Sherbrooke: Éditions de l'Université de Sherbrooke, 173 p.
- Lejeune, M., & Lesemann, F. (2008). *Pertinence pour le Québec des instruments de reconnaissance des acquis de l'expérience en France, aux États-Unis et au Royaume-Uni*. Institut national de recherche scientifique, Urbanisation, culture et société.
- Mackintosh, W. (2017) Open Course Development at the OERu. In: Jhangiani, R S and Biswas-Diener, R. (eds.) *Open: The Philosophy and Practices that are Revolutionizing Education and Science*. p. 101–114.
- Maulini, O., & Montandon, C. (2005). Introduction. Les formes de l'éducation: quelles inflexions?.
- McGreal, R., Anderson, T., & Conrad, D. (2015). Open Educational Resources in Canada 2015. *The International Review of Research in Open and Distributed Learning*, 16(5).
- McGreal, R., Conrad, D., Murphy, A., Witthaus, G., & Mackintosh, W. (2014). Formalising informal learning: Assessment and accreditation challenges within disaggregated systems. *Open Praxis*, 6(2), p. 125-133.
- McGreal, R., Mackintosh, W., & Taylor, J. (2013). Open Educational Resources

- university: An assessment and credit for students initiative. *Open educational resources: Innovation, research and practice*, p. 47-59.
- Mestre, R. (2009). Toward a Utopia: Open Educational Resources in Higher Education. In *Virtual conference-International Technology, Education and Development Conference. Valencia*.
- Ministère de l'éducation. Comité de liaison de l'enseignement supérieur (CLES). (2003). *Pratiques et règles publiques en matière de reconnaissance des acquis dans les universités et les cégeps : tableau synthèse pour les universités*.
- Monjo, R. (1998). La « forme scolaire » dans l'épistémologie des sciences de l'éducation. *Revue française de pédagogie*, 125, p. 83-93.
- Montes, S. R., Gea, M. M., & Haywood, J. (2013). Open learning recognition in traditional universities.
- Moss, L. (2011). The recognition of prior learning in Quebec: Current practices. *McGill Journal of Education/Revue des sciences de l'éducation de McGill*, 46(3), p. 395-406.
- Moss, L. (2013). The Tolerable Contradictions of Massive Open Online Courses (MOOCs) and the Potential Role of Prior Learning Assessment (PLA). *PLA Inside Out: An International Journal on Theory, Research and Practice in Prior Learning Assessment*, 2(1).
- Naidu, S., & Barbera, E. (2014). Special Themed Issue: Assessment and Accreditation in MOOCs.
- Noël, C. (2010). *Retour aux études universitaires et acquis expérientiels : Perceptions d'acteurs du communautaire* (Mémoire de maîtrise). Sherbrooke, Québec : Université de Sherbrooke, 152 p.
- Ouellette, M. (2005). *La reconnaissance des acquis. Recension de documents et d'outils effectuée pour le compte de l'AGEEFEP de l'Université de Montréal*. Montréal, Québec : AGEEFEP, 53 p.
- Perris, K. F. (2012). *Online learning in the open university systems of India and China: A comparison of responses to globalization* (Doctoral dissertation, University of Toronto).
- Peter, S. A. (2013). *Can learning be free?: an investigation of open access from a learner perspective* (Doctoral dissertation).
- Peter, S., & Deimann, M. (2013). On the role of openness in education: A historical reconstruction. *Open Praxis*, 5(1), p. 7-14.

- Peters, M. A. (2009). Open education and the open science economy. *Yearbook of the National Society for the Study of Education*, 108(2), p. 203-225.
- Pineau, G. (1996). « L'autodidaxie : Premier témoin clignotant d'activités cognitives personnelles à relayer » in LE MEUR, Georges. *Autodidaxie: séminaire franco-québécois, Université de Tours, octobre 1993*. Cultures et techniques.
- Poizat, D. (2003). L'éducation non formelle. Paris : L'Harmattan.
- Poncelin, C. et Horth, P. (2016). *Accroître l'accessibilité des adultes à la formation universitaire : l'engagement du réseau de l'Université du Québec en reconnaissance des acquis et des compétences*. ACDEAULF, Présentation du 9 juin 2016, 30 p.
- Porter, D. A. (2013). *Exploring the practices of educators using open educational resources (OER) in the British Columbia higher education system* (Doctoral dissertation, Education: Faculty of Education).
- Punie, Y., dos Santos, A. I., Mitic, M., & Morais, R. (2016). *How are Higher Education Institutions Dealing with Openness? A Survey of Practices, Beliefs, and Strategies in Five European Countries* (No. JRC99959). Institute for Prospective and Technological Studies, Joint Research Centre.
- Remmele, B. (2011). Degrees for Open Learning?.
- Remmele, B., & Seeber, G. (2008). Exams To Go—Open Learning Motivation Through Accreditation. WHL Diskussionspapier, Nr. 17, Lahr.
- Ren, X. (2016). Quality assessment and certification in open scholarly publishing and inspiration for MOOC credentialing. In *Open Learning and Formal Credentialing in Higher Education: Curriculum Models and Institutional Policies*, p. 245-262.
- Réseau national d'action-éducation femmes (RNAEF). (1989). *La reconnaissance des acquis au Québec : Esquisse de l'évolution des pratiques en 1988*. Le Réseau National d'AEF, 72 p.
- Rogers, A. (2004). Non-Formal Education : flexible schooling or participatory education. Hong Kong : Hong Kong University & Kluwer Academic Publisher.
- Ruinard, E., & McNamara, J. (2016). Conceptualising Recognition of Prior Learning Processes in the Age of Open Learning. In *Open Learning and Formal Credentialing in Higher Education: Curriculum Models and Institutional Policies* (pp. 1-17). IGI Global.
- Sanon, J. (2016). *Analyse des pratiques de la reconnaissance des acquis extrascolaires des étudiants en enseignement supérieur au Québec*. Mémoire de maîtrise, Faculté des sciences de l'éducation et des sciences sociales, Université Paris-Est, 185 p.

- Solar-Pelletier, L. (2006). *La reconnaissance des acquis en France et au Québec, éléments de comparaison* (Doctoral dissertation, École des hautes études commerciales).
- Souto-Otero, M. (2013). Review of credit accumulation and transfer policy and practice in UK higher education. *York: Higher Education Academy*. Accessed October, 29, 2014.
- Souto-Otero, M., & Shields, R. (2015). *OpenCases: A Catalogue on Mini Cases of Open Education in Europe* (No. JRC96524). Joint Research Centre (Seville site).
- Taylor, J. C. (2007). Open courseware futures: creating a parallel universe. *e-Journal of Instructional Science and Technology (e-JIST)*, 10(1), p. 4-9.
- Tkacz, N. (2012). From open source to open government: A critique of open politics. *ephemera*, 12(4).
- Torres, N. P. M. (2013). Embracing openness: The challenges of OER in Latin American education. *Open Praxis*, 5(1), p. 81-89.
- UNESCO. (1972). *Troisième Conférence internationale sur l'éducation des adultes*. (Tokyo 25 juillet – 7 août 1972) : rapport. Paris : UNESCO.
- UNESCO. (2002). *Forum on the impact of open courseware for higher education in developing countries (final report)*.
- UNESCO. (2012). *Déclaration de Paris sur les REL 2012*. Congrès mondial sur les Ressources éducatives libres (REL), UNESCO, Paris 20-22 juin 2012.
- UNESCO. (2015). *Lignes directrices pour les ressources éducatives libres (REL) dans l'enseignement supérieur*. France : UNESCO, p. iii
- Union européenne. (2001). *Réaliser un espace européen de l'éducation et de la formation tout au long de la vie*. Bruxelles : Commission des communautés européennes.
- Université du Québec. (2010). *Reconnaissance des acquis et des compétences : élément stratégique pour l'apprentissage tout au long de la vie*, 119 p.
- Valois, P. et Landry, C. (2010). *Rapport du Comité restreint sur la reconnaissance des acquis et des compétences de l'Université Laval*, Québec, 41 p.
- Van Noy, M., James, H., & Bedley, C. (2016). *Reconceptualizing Learning: A Review of the Literature on Informal Learning*. Rutgers Education and Employment and Research Center.

- Vincent, G.(Éd.) (1994). L'éducation prisonnière de la forme scolaire. Scolarisation et socialisation dans les sociétés industrielles. Lyon : Presses Universitaires de Lyon.
- Wang, W. K. (1975). The unbundling of higher education. *Duke Law Journal*, p. 53-90.
- Weller, M. (2014). *Battle for Open: How openness won and why it doesn't feel like victory* (p. 232). Ubiquity Press.
- Werquin, P. (2010). Reconnaissance des acquis d'apprentissages non formels et informels: les pratiques des pays. *OCDE. validation de l'éducation et de la formation non formelles et informelles*.
- Whitehead, A. N. (1929). *The aims of education and other essays*.
- Witthaus, G., Inamorato dos Santos, A., Childs, M., Tannhäuser, A. C., Conole, G., Nkuyubwatsi, B., & Punie, Y. (2016). *Validation of Non-formal MOOC-based Learning: An Analysis of Assessment and Recognition Practices in Europe (OpenCred)*.

Annexe 1 : Table analytique des dispositions réglementaires des universités québécoises en matière de RAC²⁴

Établissement	Cadre réglementaire	Description
Mcgill	Undergraduate Programs, Courses and University Regulations Programs, Courses and University Regulations 2016-2017 ²⁵	1.3.7 <i>Quebec Inter-University Transfer Agreement</i> ; 1.5.6 <i>Transfer Credits</i> ; 1.5.6.1 <i>Advanced Standing Transfer Credit</i> ; 1.11.2 <i>Types of Advising and Advisers</i> ; 2.4.6.7 <i>Academic Credit Transfer</i> (Faculty of Agricultural and Environmental Sciences); 3.6.1.1 <i>Advanced Standing Credits</i> (Faculty of Arts); 3.6.5.4 <i>Inter-University Transfer Credit Policy for Courses Taken Outside the Faculties of Arts and Science</i> (Faculty of Arts); 3.6.5.5 <i>Inter-Faculty Transfer Credit Policy for Courses Taken Outside the Faculties of Arts and of Science</i> (Faculty of Arts); 3.6.5.6 <i>Policy on Online Courses</i> (Faculty of Arts); 4.3.3 <i>Science Office for Undergraduate Student Advising (SOUSA)</i> (Bachelor of Arts & Science); 4.5.5.3 <i>Distance Education Courses</i> (Bachelor of Arts & Science); 5.5.1.2 <i>Credit Requirements</i> (Faculty of Education); 5.6.5.5 <i>Courses Taken as Transfer Credit</i> (Faculty of Education); 5.6.5.6 <i>Inter-University Transfer Credit</i> (Faculty of Education); 5.6.5.7 <i>Online Courses</i> (Faculty of Education); 5.7.4.3 <i>Transfer Credit</i> (Faculty of Education); 6.12.1 <i>General Engineering Program</i> (Faculty of Engineering); 7.4.3 <i>Advising in the MSE</i> (McGill School of Environment); 8.9.1 <i>Transfer of Credits from Host Institution</i> (Field Studies); 9.8.2.6.4 <i>Advanced Standing Students</i> (Faculty of Law); 9.8.2.6.5 <i>Transfer Students</i> (Faculty of Law); 9.8.2.6.6 <i>Comité des équivalences</i> (Faculty of Law); 10.4.6 <i>International Student Exchange Program</i> (Desautels Faculty of Management); 10.4.7 <i>Transfer Credit and Advanced Standing</i> (Desautels Faculty of Management)

²⁴ Tous les hyperliens (URL) étaient valides en date du 28 avril 2017.

²⁵ http://www.mcgill.ca/study/2016-2017/files/study.2016-2017/2016-2017_undergraduate_ealendar_2nd_edition.pdf

	Health Sciences eCalendar: 2nd Edition 2016-2017 ²⁶	1.5.6 <i>Transfer Credits</i> ; 1.5.6.1 <i>Advanced Standing Transfer Credits</i> ; 1.11.2 <i>Types of Advising and Advisers</i> ; 1.11.1.3 <i>Your Academic Program</i> ; 4.3.4 <i>Applicants from U.S. High School Programs</i> ; 3.9.1.3 <i>Dentistry Admission Requirements and Application Procedures</i> ; 4.3.5 <i>Applicants from Other Countries</i> ; 4.3.6 <i>Applicants with the International Baccalaureate</i> ; 5.6.3.1.3 <i>International Medical Graduates (with Advanced Standing)</i> ; 5.6.4.3 <i>MCAT (Medical College Admission Test)</i> ; 5.6.4.5 <i>Eligibility for Special Admission Pathways</i> ; 5.6.5.7 <i>Advanced Standing or Transfer of Credits</i> ; 7.6.6 <i>Academic Credit Transfer and Inter-University Transfer Agreements</i> ;
	School of Continuing Studies Programs, Courses and University Regulations 2016-2017 ²⁷	3.6 <i>Advanced Standing</i> ; 3.6.1 <i>Post-Admission Requests for Advanced Standing</i> ; 3.6.2 <i>Exemption by Examination (for Career and Professional Development Students)</i> ; 4.1.2.2.3 <i>Transfer Applicants</i> ; 4.1.2.6.10 <i>Advanced Standing</i> ; 4.1.2.6.11 <i>Advanced Standing and Residency Requirement</i> ; 4.1.3.2.5 <i>Advanced Standing for the Diploma Programs</i> ; 4.3.2.9 <i>Academic Regulations (Advanced Standing Transfer Credits)</i> ;
	Graduate and Postdoctoral Studies Programs, Courses and University Regulations 2016-2017 ²⁸	1.1.2.14 <i>Quebec Inter-University Transfer Agreement</i> ; 1.8.9.7 <i>Quebec Inter-University Transfer Agreement (Fees)</i> ; 3.11.22.3 <i>Religious Studies Admission Requirements and Application Procedures (Advanced Standing)</i> ; 3.11.24.3 <i>Social Work Admission Requirements and Application Procedures (Advanced Standing Form, Application procedure)</i> ; 5.11.1.2 <i>About Educational and Counselling Psychology (Advanced Standing)</i>
Bishop's	The Academic Calendar ²⁹	Section <i>University Regulations</i> , rubrique <i>Credit for Studies Completed Elsewhere (REGULATIONS FOR BACHELOR'S DEGREES)</i>
Laval	Politique de reconnaissance des acquis scolaires et extrascolaires de l'Université Laval ³⁰	La politique s'applique à l'ensemble des unités administratives et d'enseignement de l'Université Laval ainsi qu'aux membres de la communauté universitaire. Un annexe (p. 10-11) décrit les quatre étapes de la <i>Procédure de reconnaissance des acquis scolaires et extrascolaires</i> .

²⁶ http://www.mcgill.ca/study/2016-2017/files/study.2016-2017/health_sciences_ecalendar_2016-2017_2nd_edition.pdf

²⁷ http://www.mcgill.ca/study/2016-2017/files/study.2016-2017/2016-2017_school_of_continuing_studies_ecalendar_june2016.pdf

²⁸ http://www.mcgill.ca/study/2016-2017/files/study.2016-2017/graduate_postdoctoral_studies_ecalendar_2016-2017.pdf

²⁹ <http://www.ubishops.ca/wp-content/uploads/BU-Academic-Calendar-2016-17-REV-Aug-31-1.pdf>

³⁰ https://www.ulaval.ca/fileadmin/Secretaire_general/Politiques/Politique_de_reconnaissance_des_acquis.pdf

	Règlement des études ³¹	Art. 15, 20, 43h, 43j, 254.1-284. La quatrième partie du règlement (<i>Cheminement de l'étudiant</i>), section IV, porte spécifiquement sur la <i>Reconnaissance des acquis aux trois cycles</i> (art. 255-284). Une attention particulière doit aussi être accordée à la section VII de cette même partie qui porte sur la <i>Délivrance d'un grade, d'un diplôme, d'un certificat ou d'une attestation d'études</i> (art. 396-411; voir en particulier art. 402 et 409 sur les <i>Conditions d'obtention d'un grade, d'un diplôme, d'un certificat ou d'une attestation d'études</i>)
Polytechnique	Règlements des études du baccalauréat en ingénierie pour 2016-2017 ³²	Section 5. <i>Demande d'admission</i> , Sous-section 5.3. <i>Équivalence, exemption, substitution</i> , art. 5.3 – 5.3.1; Section 7. <i>Évaluation</i> , art. 7.3; Section 8. <i>Fraude: infractions et sanctions</i> , art. 8.3; Section 10. <i>Conditions d'obtention du diplôme</i> ; Section 13. <i>Stage</i> , art. 13.15; M8. <i>Cours hors établissement</i> .
	Règlements généraux des études supérieures pour 2016-2017 ³³	Section 5. <i>Demande d'admission</i> , Sous-section 5.3. <i>Équivalence, exemption, transfert</i> , art. 5.3.1 – 5.3.8; Section 7 <i>Inscription</i> , art. 7.11; Section 8. <i>Évaluation</i> , art. 8.2; Section 11. <i>Fraude: infractions et sanctions</i> , 11.3c; Section 31. <i>Conditions d'admission</i> , art. 31.1, 31.2; Section 51. <i>Conditions d'admission</i> , 51.1, 51.2; Section 53. <i>Exigences du programme</i> , art. 53.1; Section 71. <i>Conditions d'admission</i> , art. 71.1 -- 71.4; Section 73. <i>Exigences du programme</i> , art. 73.1.2.
	Registrariat — Informations et procédures : Équivalences ³⁴	Document d'information sur les délais, conditions académiques et frais de la demande d'équivalences avec le formulaire y attaché.

³¹ https://www.ulaval.ca/fileadmin/Secrtaire_general/Reglements/reglement-des-etudes-2017.pdf

³² http://www.polymtl.ca/sg/docs_officiels/2410reglement.php

³³ http://www.polymtl.ca/sg/docs_officiels/2510reglement.php

³⁴ https://share.polymtl.ca/alfresco/guestDownload/attach?path=/Company%20Home/Sites/registrariat-usaggrandpublic/documentLibrary/formulaires_procedures/baccalaureat/equivalences_bac.pdf

UdeM	Règlement des études de premier cycle ³⁵	Section 2. <i>Les programmes</i> , art. 2.6; Section 6. <i>Inscription de l'étudiant</i> , art. 6.8; Section 8. <i>Reconnaissance de crédits</i> , art. 8.2 - 8.8 ; Section 11. <i>Système de notation</i> , art. 11.1; Section 13. <i>Reprise</i> , art. 13.3c, 13.4b, Section 14. Normes de succès - progression dans un programme, art. 14.5; Section 17. <i>Baccalauréat par association de diplômes ou certificats</i> , art. 17a, 17b.
	Règlement pédagogique de la faculté des études supérieures et postdoctorales ³⁶	Art. 4 ; Section III. <i>Demande d'admission, reconnaissance de crédits et transfert de cours</i> , art. 15-17
	Règlement des études médicales postdoctorales ³⁷	Section 10. <i>Reconnaissance d'équivalences de formation</i> , art. 10.1 – 10.7
HEC	Politique sur la reconnaissance des acquis de HEC Montréal ³⁸	Politique institutionnelle RAC
	Règlement pédagogique de HEC Montréal ³⁹	Aucune mention des dispositions de reconnaissance d'acquis.
	Règlement régissant l'activité étudiante à HEC Montréal — Programmes de certificat ⁴⁰	Section 4. <i>Reconnaissance d'acquis</i> , art. 4.1 à 4.3.

³⁵ http://secretariatgeneral.umontreal.ca/fileadmin/secretariat/Documents/Reglements/ens30_1-reglement-etudes-premier-cycle.pdf

³⁶ http://secretariatgeneral.umontreal.ca/fileadmin/secretariat/Documents/Reglements/ens30_2-reglement-pedagogique-faculte-etudes-superieures-postdoctorales.pdf

³⁷ http://medecine.umontreal.ca/wp-content/uploads/sites/8/2017/03/Reglement_EMPD_Officiel.pdf

³⁸ http://www.hec.ca/direction_services/secretariat_general/juridique/reglements_politiques/documents/reconnaissance-acquis.pdf

³⁹ <http://www.hec.ca/decouvrez-archives/gouvernance/reglements-et-politiques/documents/Reglement-pedagogique-16-17.pdf>

⁴⁰ http://www.hec.ca/direction_services/secretariat_general/juridique/reglements_politiques/documents/reglement_certificat_1213.pdf

	Règlement régissant l'activité étudiante à HEC Montréal — Programme de B.A.A. ⁴¹	Section 4. <i>Reconnaissance d'acquis</i> , art. 4.1 à 4.2.
	Règlement régissant l'activité étudiante à HEC Montréal — Programme de MBA ⁴²	Section 4. <i>Reconnaissance d'acquis</i> , art. 4.1 à 4.2.
	Règlement régissant l'activité étudiante à HEC Montréal — Programme de M. Sc. ⁴³	Section 4. <i>Reconnaissance d'acquis</i> , art. 4.1 à 4.2.
	Règlement régissant l'activité étudiante à HEC Montréal — Programme de Doctorat ⁴⁴	Section 4. <i>Reconnaissance d'acquis</i> , art. 4.1 à 4.2.
	Règlement régissant l'activité étudiante à HEC Montréal — Programme de D.E.S. délocalisés ⁴⁵	Section 4. <i>Reconnaissance d'acquis</i> , art. 4.1 à 4.3.
Sherbrooke	Politique de reconnaissance des acquis (politique 2500-023) ⁴⁶	Politique institutionnelle RAC

⁴¹ http://www.hec.ca/direction_services/secretariat_general/juridique/reglements_politiques/documents/reglement_baa_1314.pdf

⁴² http://www.hec.ca/etudiant_actuel/mon_programme/mba/ete_2014/calendriers_annuaires/MBA_reglement_2015-2016.pdf

⁴³ http://www.hec.ca/direction_services/secretariat_general/juridique/reglements_politiques/documents/reglement_msc_1213.pdf

⁴⁴ http://www.hec.ca/direction_services/secretariat_general/juridique/reglements_politiques/documents/reglement_doctorat_1213.pdf

⁴⁵ http://www.hec.ca/direction_services/secretariat_general/juridique/reglements_politiques/documents/reglement_des_1213.pdf

⁴⁶ <https://www.usherbrooke.ca/accueil/fileadmin/sites/accueil/documents/direction/politiques/2500-023.pdf>

Règlement sur la reconnaissance des acquis (Centre universitaire de formation en environnement et développement durable, Faculté des sciences) ⁴⁷	Règlement facultaire RAC
Règlement complémentaire sur la reconnaissance des acquis (École de gestion, Faculté d'administration) ⁴⁸	Règlement facultaire RAC
Règlement facultaire sur la reconnaissance des acquis (Faculté de génie) ⁴⁹	Règlement facultaire RAC
Règlement facultaire sur la reconnaissance des acquis (Faculté des lettres et sciences humaines) ⁵⁰	Règlement facultaire RAC
Règlement de la Faculté de médecine et des sciences de la santé — Reconnaissance des acquis ⁵¹	Règlement facultaire RAC

⁴⁷ https://www.usherbrooke.ca/admission/fileadmin/sites/admission/documents/decouvrir/CUFE_Reglement_reconnaissance_acquis_2015-11-24.pdf

⁴⁸ https://www.usherbrooke.ca/admission/fileadmin/sites/admission/documents/decouvrir/EcoleGestionReglement-reconnaissance-acquis_2_.pdf

⁴⁹ https://www.usherbrooke.ca/admission/fileadmin/sites/admission/documents/decouvrir/GENIE_Regl_fac_reconnaissance_acquis_version_effective_.pdf

⁵⁰ https://www.usherbrooke.ca/admission/fileadmin/sites/admission/documents/decouvrir/FLSH-Reglement_sur_la_reconnaissance_des_acquis_-avril_2011.pdf

⁵¹ https://www.usherbrooke.ca/admission/fileadmin/sites/admission/documents/decouvrir/FMSS_ReglementRA_mars2014.pdf

	Règlement facultaire sur la reconnaissance des acquis (Faculté des sciences) ⁵²	Règlement facultaire RAC
	Règlement facultaire sur la reconnaissance des acquis (Faculté d'éducation physique et sportive) ⁵³	Règlement facultaire RAC
	Règlement des études 2016-2017 ⁵⁴	Section 1. <i>Définition et interprétation</i> ; Sous-section 4.1.6 <i>Reconnaissance des acquis</i> , art. 4.1.6.1 - 4.1.6.5 (traite des modalités générales de la RAC); Section 5.5 <i>Reconnaissance des acquis</i> (traite de la RAC en matière de stages).
UQ	Règlement général 2 — Les études de 1 ^{er} cycle ⁵⁵	Art. 80-89.
	Règlement général 3 — Les études de cycles supérieurs ⁵⁶	Art. 113-126.
UQAM	Règlement numéro 5 — Règlement des études de premier cycle ⁵⁷	Section 6 <i>Reconnaissance des acquis</i> , art. 6.1 – 6.8.

⁵² https://www.usherbrooke.ca/admission/fileadmin/sites/admission/documents/decouvrir/Sciences_Reglement_facultaire_reconnaissance_des_acquis_2012-10-22.pdf

⁵³ https://www.usherbrooke.ca/admission/fileadmin/sites/admission/documents/decouvrir/FASAP_reglement_facultaire_RA.pdf

⁵⁴ https://www.usherbrooke.ca/programmes/fileadmin/sites/programmes/documents/Reglement_des_etudes/reglement_2016_09_14.pdf

⁵⁵ http://www.uquebec.ca/sgdaj/Dossier/reglements/regle_2.pdf

⁵⁶ http://www.uquebec.ca/sgdaj/Dossier/reglements/regle_3.pdf

⁵⁷ http://www.instances.uqam.ca/ReglementsPolitiquesDocuments/Documents/REGLEMENT_NO_5.pdf

	Règlement numéro 8 — Règlement des études de cycles supérieurs ⁵⁸	Section 5 <i>Reconnaissance des acquis</i> , art. 5.1 – 5.11.
UQTR	Règlement sur le cheminement des étudiants de premier cycle ⁵⁹	Art. 2.11.1, 3.1 – 3.11.3.
	Règlement des études des cycles supérieurs ⁶⁰	Art. 7.2, 42, 52.2, 70 -- 84, 124, 127, 205.
	RÉSOLUTION 2015-CA616-07.02-R6634 relative aux frais institutionnels obligatoires et autres frais et au mode de perception applicables à compter de l'automne 2015 à l'Université du Québec à Trois-Rivières ⁶¹	Frais pour reconnaissance des acquis (RAS) et frais pour reconnaissance des acquis extrascolaires et des compétences (RAEC)
UQAC	Procédure relative à la reconnaissance des acquis et des compétences (Manuel de gestion, Bureau du Secrétaire général, Document 027) ⁶²	Ch. III. <i>L'enseignement et la recherche</i> , Section 3.1. <i>L'enseignement</i> , Sous-section 3.1.1. <i>Les études de premier cycle</i> : Procédure relative à la reconnaissance des acquis et des compétences.

⁵⁸ http://www.instances.uqam.ca/ReglementsPolitiquesDocuments/Documents/REGLEMENT_NO_8.pdf

⁵⁹ <https://oraprdnt.uqtr.quebec.ca/vrsg/Reglementation/118.pdf>

⁶⁰ <https://oraprdnt.uqtr.quebec.ca/vrsg/Reglementation/98.pdf>

⁶¹ <https://oraprdnt.uqtr.quebec.ca/vrsg/Instances/CA/2015/CA616/2015-CA616-07.02-R6634.pdf>

⁶² http://www.uqac.ca/direction_services/secretariat_general/manuel/3/027.pdf

	Procédure relative à la reconnaissance des acquis et des compétences à un programme d'études de cycles supérieurs (Manuel de gestion, Bureau du Secrétaire général, Document 062) ⁶³	Ch. III. <i>L'enseignement et la recherche</i> , Section 3.1. <i>L'enseignement</i> , Sous-section 3.1.2. <i>Les études de cycles supérieurs</i> : Procédure relative à la reconnaissance des acquis et des compétences à un programme d'études de cycles supérieurs (similaire presque mot pour mot au descriptif de la procédure de premier cycle).
UQAR	Règlement 5 : Régime des études de premier cycle ⁶⁴	Section 8. <i>Reconnaissance des acquis</i> , art. 8.1 -- 8.5
	Règlement 6 : Régime des études de cycles supérieurs ⁶⁵	<i>Reconnaissance des acquis</i> , art. 168 -- 199.
ENAP	Règlement des études 432 / 013-11 ⁶⁶	<i>Reconnaissance des acquis</i> , art. 124 -- 140.
INRS	Règlement sur les études supérieures de l'INRS ⁶⁷	Art. 2.6.1, 2.11.1e, 3.9, 9.1.10, 9.2.2, 9.7.2, Section 9.9. <i>Reconnaissance d'acquis</i> , art. 9.9.1 -- 9.9.6, 10.5.3, 11.7.1.
UQAT	Règlement 3 — Les études de 1 ^{er} cycle ⁶⁸	Section 2.8. <i>Reconnaissance des acquis</i> , 2.8.1 -- 2.8.8.4.

⁶³ http://www.uqac.ca/direction_services/secretariat_general/manuel/3/062.pdf

⁶⁴ http://www.uqar.ca/uqar/universite/a-propos-de-luqar/politiques_et_reglements/reglements/reglement5.pdf

⁶⁵ http://www.uqar.ca/uqar/universite/a-propos-de-luqar/politiques_et_reglements/reglements/reglement6.pdf

⁶⁶ http://www.enap.ca/ENAP/docs/L_Universite/Gouvernance/Politiques_reglements/432-Reglement_des_etudes_013-11.pdf

⁶⁷ http://www.inrs.ca/sites/default/files/inrs/politiques_procedures_reglements/Reglement2_EtudesSuperieures_VersionFinale.pdf

⁶⁸ [http://www.uquebec.ca/resolutions/uqat/resolutions/PP/2011/Reglement_3_-_Les_etudes_de_1er_cycle_\(Novembre_2016\).pdf](http://www.uquebec.ca/resolutions/uqat/resolutions/PP/2011/Reglement_3_-_Les_etudes_de_1er_cycle_(Novembre_2016).pdf)

	Règlement 10 — Les études de cycles supérieurs ⁶⁹	Chapitre 25. <i>Reconnaissance d'acquis</i> — <i>Dispositions générales</i> , art. 25.1 – 25.4.1.
UQO	Régime des études de premier cycle ⁷⁰	Section 6. <i>Reconnaissance des acquis</i> , art. 6.1 – 6.10.5.
	Régime des études de cycles supérieurs ⁷¹	Chapitre 8. <i>Reconnaissance d'acquis</i> , art. 8.1 – 8.23.
TELUQ	Règles particulières découlant des Règlements des études ⁷²	Grade de Bachelier : Section 2. <i>Conditions générales</i> , art. 2.1, 2.10 ; Grade Maîtrise par cumul : Section 2. <i>Conditions générales</i> , art. 2.3, 2.7 ; Programmes courts : Section 2. <i>Création, développement et gestion d'un programme court</i> , art. 2.3
	Règlement des études de premier cycle de l'Université du Québec et de la Télé-université ⁷³	Art. 64T, 71T, Section 3.4. <i>Reconnaissance des acquis</i> , art. 80 – 89T, art. 95, 112a.
	Règlement des études de cycles supérieurs de l'Université du Québec et de la Télé-université ⁷⁴	Art. 97T, Section 3.4. <i>Reconnaissance des acquis</i> , art. 113 – 126T2, art. 140, art. 155a.
Concordia	Undergraduate Calendar 2016-2017 ⁷⁵	Section 13. <i>Admission Regulations</i> , art. 13.3.3 – 13.3.5

⁶⁹ [http://www.uquebec.ca/resolutions/uqat/resolutions/PP/2011/Reglement_10_-_Les_etudes_de_cycles_superieurs_\(Novembre_2016\).pdf](http://www.uquebec.ca/resolutions/uqat/resolutions/PP/2011/Reglement_10_-_Les_etudes_de_cycles_superieurs_(Novembre_2016).pdf)

⁷⁰ <https://uqo.ca/sites/default/files/fichiers-uqo/premier-cycle.pdf>

⁷¹ <https://uqo.ca/sites/default/files/fichiers-uqo/cycles-superieurs.pdf>

⁷² http://www.teluq.ca/site/documents/universite/regles_particulieres.pdf

⁷³ http://www.teluq.ca/site/documents/universite/reglement_premier_cycle.pdf

⁷⁴ http://www.teluq.ca/site/documents/universite/reglement_cycles_superieurs.pdf

⁷⁵ <https://www.concordia.ca/content/dam/concordia/offices/registrar/docs/calendar/16-17/UGCalendar16-17.pdf>

ETS	Règlement des études de premier cycle ⁷⁶	Art. 1.4, 2.24, 3.11.2.3, 3.19.2, Ch. 4. <i>Reconnaissance des acquis</i> , art. 4.1 – 4.10.8
	Règlement des études de cycles supérieurs ⁷⁷	Art. 3.7, Ch. 5. <i>Reconnaissance des acquis</i> , art. 5.1 – 5.9, 6.3.1b

⁷⁶ https://www.etsmtl.ca/A-propos/Direction/Politiques-reglements/regl_etudes_1er_cycle.pdf

⁷⁷ https://www.etsmtl.ca/A-propos/Direction/Politiques-reglements/regl_etudes_sup.pdf

Annexe 2 : Table analytique des types d'apprentissages informels reconnus par les universités québécoises pratiquant la RAC informels

Laval	<p>2.3 Acquis extrascolaires</p> <p>Les acquis extrascolaires réfèrent aux connaissances, aux compétences et aux habiletés acquises à l'extérieur d'une scolarité reçue dans le milieu scolaire, dans le cadre d'activités, structurées ou non, de formation ou de perfectionnement dispensées dans un milieu de travail ou acquises autrement par des expériences de travail ou de vie et des activités d'autoformation. Ce sont les connaissances, les compétences et les habiletés acquises qui sont reconnues et non les moyens ou le cheminement qui ont permis de les acquérir. (<i>Politique de reconnaissance des acquis scolaires et extrascolaires de l'Université Laval</i> art. 2.3)</p>
	<p>Les acquis extrascolaires réfèrent aux connaissances, aux compétences et aux habiletés acquises :</p> <p>[...]</p> <p>b) ou par des expériences pertinentes de travail ou de vie et des activités d'autoformation. (<i>Règlement des études</i>, art. 277b)</p>
Sherbrooke	<p>Les acquis d'expérience, c'est-à-dire les connaissances et compétences acquises au cours d'expériences de travail et de vie, d'activités d'autoformation et, généralement, sans que ces apprentissages aient été planifiés ni recherchés en eux-mêmes, les expériences vécues ayant d'autres finalités. (<i>Politique de reconnaissance des acquis</i>, art. 1b)</p>
UQAM	<p>L'intégration consiste à reconnaître que certaines activités de l'étudiante, l'étudiant, antérieures à son admission dans le programme, lui ont permis de satisfaire à des exigences du programme, en vertu de quoi cette personne se voit dispensée globalement d'un certain nombre de cours du programme. (<i>Règlement numéro 5 — Règlement des études de premier cycle</i>, art. 6.2e)</p>
	<p>Reconnaisances d'acquis pour expérience professionnelle (résolutions 2012-A-15504, 2014-A-16457)</p> <p>a) toute étudiante, tout étudiant admis à un programme d'études de premier cycle peut demander la reconnaissance de son expérience professionnelle pertinente, qui se définit comme l'acquisition de connaissances et d'une formation dans le cadre d'un milieu de travail organisé afin de réaliser des objectifs spécifiques, compatibles avec ceux du futur programme d'études de la postulante, du postulant, et manifestant une certaine continuité. L'expérience professionnelle peut également inclure une production artistique ou littéraire ou une pratique professionnelle. (<i>Règlement numéro 5 — Règlement des études de premier cycle</i>, art. 6.6a)</p>
UQTR	<p>Une intégration peut être accordée pour des études de niveau universitaire ou de niveau collégial technique, ou encore pour une expérience pertinente, conformément aux dispositions du présent règlement. (<i>Règlement sur le cheminement des étudiants de premier cycle</i>, art. 3.8.2)</p>
UQAC	<p>Lorsque la formation ou les compétences acquises de façon autodidacte ou dans le milieu de travail ou dans le cadre de cours sont reconnues équivalentes à un (des) cours du programme de l'étudiant, il s'ensuit une des quatre actions suivantes : l'exemption, le transfert, la validation et l'intégration. (<i>Procédure relative à la reconnaissance des acquis et des compétences — Manuel de gestion, Bureau du Secrétaire général, Document 027</i>, art. 4)</p>
	<p>La reconnaissance se fait selon le processus suivant :</p> <p>[...]</p> <p>Pour une formation autodidacte : un document produit par l'étudiant expliquant la démarche ayant conduit à l'acquisition des connaissances équivalentes au contenu</p>

UQAR	des cours visés. L'étudiant est tenu de valider ses connaissances à l'aide d'examens oraux ou écrits. (<i>Procédure relative à la reconnaissance des acquis et des compétences — Manuel de gestion, Bureau du Secrétaire général, Document 027, art. 5.1.2</i>)
	Lorsqu'il s'agit d'une demande de reconnaissance des acquis et des compétences basées sur l'expérience professionnelle ou la formation autodidacte , les règles suivantes sont appliquées : [...] Pour évaluer l'expérience professionnelle ou la formation autodidacte d'un candidat, le responsable du programme et un professeur qui enseigne dans la discipline ou le champ disciplinaire concerné par le cours peuvent juger du degré de formation, à l'aide d'entrevue, d'examen oral ou écrit, ou par l'analyse du dossier. (<i>Procédure relative à la reconnaissance des acquis et des compétences — Manuel de gestion, Bureau du Secrétaire général, Document 027, art. 6.5</i>)
	Idem pour les cycles supérieures dont les disposition règlementaires sur la RAC sont l'exact calque des disposition règlementaires du premier cycle (<i>Procédure relative à la reconnaissance des acquis et des compétences à un programme d'études de cycles supérieurs — Manuel de gestion, Bureau du Secrétaire général, Document 062, art. 4. 5.1.2, 6.7</i>)
	Reconnaissance des acquis : processus qui permet de soustraire un étudiant à l'obligation de réussir un cours ou plusieurs ou de s'inscrire à une activité ou à plusieurs conduisant à une formation qu'il possédait déjà au moment de sa première inscription après sa plus récente admission dans un programme. Cette formation peut avoir été acquise dans un milieu de travail ou dans un cours et doit correspondre soit à un ou à des objectifs de ce programme, soit à un ou à des cours qui le composent. (<i>Règlement 5 : Régime des études de premier cycle, art. 3</i>)
	La reconnaissance des acquis traduit la volonté de l'Université de reconnaître la valeur de la formation, des connaissances et des habiletés considérées pertinentes que possède une personne pour entreprendre ou poursuivre des études dans un programme. (<i>Règlement 5 : Régime des études de premier cycle, art. 8</i>)
	Lorsque la formation et les connaissances et les habiletés acquises, dans un milieu de travail ou dans le cadre de cours réussis correspondent à celles qui auraient été acquises par la réussite de cours d'un programme donné, l'Université peut reconnaître ces acquis afin d'éviter la reprise de cours conduisant à une formation et à des connaissances déjà acquises. [...] L'Université peut, dans des cas exceptionnels, reconnaître la formation et les connaissances et les habiletés acquises dans un milieu de travail , en cours d'études, avant l'inscription aux cours du trimestre permettant de terminer le programme. Cette reconnaissance peut être faite lorsque le milieu de travail correspond au milieu professionnel du programme d'études et lorsqu'il s'agit d'une expérience professionnelle supplémentaire à celle nécessaire pour être admis. (<i>Règlement 5 : Régime des études de premier cycle, art. 8.1</i>)
	L'intégration: permet de reconnaître que les connaissances acquises et les habiletés développées par la réalisation de différentes activités ont permis l'atteinte de certains objectifs d'un programme ont été atteints avant l'admission. (<i>Règlement 5 : Régime des études de premier cycle, art. 8.1</i>)
	La formation et les connaissances antérieures qui peuvent donner lieu à une reconnaissance des acquis sont des cours universitaires, la formation, les connaissances et les habiletés acquises dans le cadre d'un travail pertinent ou des cours de niveau collégial technique, ou l'équivalent. [...] La personne admise en vertu des connaissances appropriées, de l'expérience pertinente peut obtenir une reconnaissance des acquis pour expérience professionnelle , si elle peut établir qu'il s'agit d'une expérience professionnelle supplémentaire à celle nécessaire pour être admise; [...]. (<i>Règlement 5 : Régime des</i>

	<i>études de premier cycle</i> , art. 8.2)
UQAT	Par la reconnaissance des acquis, l'UQAT veut reconnaître la valeur de la formation, des connaissances et des habiletés considérées comme pertinentes que possède une personne pour entreprendre ou poursuivre des études dans un programme. Cette formation, ces connaissances et ces habiletés peuvent avoir été acquises dans un établissement reconnu, de niveau universitaire, collégial ou autre, ou à l'extérieur du milieu scolaire . (<i>Règlement 3 — Les études de 1^{er} cycle</i> , art. 2.8.1)
	L'intégration consiste à reconnaître que les connaissances acquises et les habiletés développées par la réalisation de différentes activités ont permis à l'étudiant d'atteindre certains objectifs du programme. (<i>Règlement 3 — Les études de 1^{er} cycle</i> , art. 2.8.3d)
	La personne admise en vertu des connaissances appropriées, de l'expérience pertinente et de l'âge peut obtenir des reconnaissances des acquis pour expérience professionnelle, si elle peut établir qu'il s'agit d'une expérience professionnelle supplémentaire à celle nécessaire pour être admise. (<i>Règlement 3 — Les études de 1^{er} cycle</i> , art. 2.8.4)
UQO	La reconnaissance des acquis repose sur le principe qu'il faut soustraire l'étudiant à l'obligation de suivre des cours conduisant à une formation ou à des connaissances qu'il possédait déjà au moment de sa première inscription au programme. Cette formation et ces connaissances peuvent avoir été acquises dans un milieu de travail ou dans le cadre de cours réussis et doivent correspondre soit à un ou à des objectifs de ce programme, soit à un ou à des cours qui le composent. (<i>Régime des études de premier cycle</i> , art. 6.1)
	L'intégration permet de reconnaître qu'un étudiant a atteint certains objectifs de son programme préalablement à son admission. Dans ce cas, l'UQO intègre au dossier de l'étudiant les acquis antérieurs correspondant à ces objectifs. (<i>Régime des études de premier cycle</i> , art. 6.6)
	L'étudiant admis en vertu des connaissances appropriées, de l'expérience pertinente et de l'âge peut obtenir des reconnaissances des acquis pour expérience professionnelle, s'il peut établir qu'il s'agit d'une expérience professionnelle supplémentaire à celle nécessaire pour être admis, conformément à l'article 6.1. (<i>Régime des études de premier cycle</i> , art. 6.8)
TELUQ	Par la reconnaissance des acquis, l'Université du Québec veut reconnaître la valeur de la formation, des connaissances et des habiletés considérées pertinentes que possède une personne pour entreprendre ou poursuivre des études dans un programme. Cette formation, ces connaissances et ces habiletés peuvent avoir été acquises dans un établissement reconnu, de niveau universitaire, collégial ou autre, ou à l'extérieur du milieu scolaire . (<i>Règlement des études de premier cycle de l'Université du Québec et de la Télé-université</i> , art. 80)
	La personne admise en vertu des connaissances et habiletés appropriées peut obtenir une reconnaissance des acquis pour son expérience professionnelle, si elle peut établir qu'il s'agit d'une expérience professionnelle supplémentaire à celle nécessaire pour être admise. (<i>Règlement des études de premier cycle de l'Université du Québec et de la Télé-université</i> , art. 81)
	L'intégration consiste à reconnaître que les connaissances acquises et les habiletés développées par la réalisation de différentes activités ont permis à l'étudiant d'atteindre certains objectifs du programme. (<i>Règlement des études de premier cycle de l'Université du Québec et de la Télé-université</i> , art. 86)
ETS	Par la reconnaissance des acquis, l'École veut reconnaître la valeur de la formation pertinente que possède déjà une personne lors de sa première inscription dans un programme. Cette formation doit correspondre soit à un ou des objectifs de ce programme, soit à un ou des cours qui le composent. Cette formation peut avoir été acquise dans un milieu de travail ou dans le cadre de cours. (<i>Règlement des études de premier cycle</i> , art. 4.1)
	L'intégration permet de reconnaître qu'un étudiant a atteint certains objectifs

	<p>de son programme préalablement à son admission. Dans ce cas, l'École intègre au dossier de l'étudiant les acquis antérieurs correspondant à ces objectifs. (<i>Règlement des études de premier cycle</i>, art. 4.4d)</p> <p>L'étudiant admis en vertu des connaissances appropriées, de l'expérience pertinente et de l'âge peut obtenir des reconnaissances des acquis pour expérience professionnelle, s'il peut établir qu'il s'agit d'une expérience professionnelle supplémentaire à celle nécessaire pour être admis. (<i>Règlement des études de premier cycle</i>, art. 4.6)</p>
HEC	<p>Il y a exemption lorsque la somme de l'expérience professionnelle ou la formation antérieure d'un étudiant satisfont aux exigences d'un cours ou d'un bloc de cours de son programme. [...] (<i>Politique sur la reconnaissance des acquis de HEC Montréal</i>, art. 2b)</p> <p>L'étudiant qui souhaite obtenir une équivalence, une exemption ou un transfert doit en faire la demande à la direction administrative du programme concerné après avoir été admis dans son programme et avant sa première inscription. [...] La décision est prise en fonction des objectifs, du contenu et du niveau du cours et du programme concernés de même qu'en fonction de la date de la formation ou de l'expérience et des résultats obtenus. La direction du programme informe l'étudiant de la décision prise. (<i>Politique sur la reconnaissance des acquis de HEC Montréal</i>, art. 4)</p>
ENAP	<p>Par la reconnaissance des acquis, l'ENAP veut reconnaître la valeur de la formation, des connaissances et des habiletés considérées pertinentes que possède une personne pour entreprendre ou poursuivre des études dans un programme. Cette formation, ces connaissances et ces habiletés peuvent avoir été acquises dans un établissement reconnu de niveau universitaire ou équivalent, dans le cadre d'une expérience pertinente. (<i>Règlement des études 432 / 013-11</i>, art. 124)</p> <p>L'intégration consiste à reconnaître que les connaissances acquises et les habiletés développées par la réalisation de différentes activités ont permis à l'étudiant d'atteindre certains objectifs du programme. L'ENAP intègre au dossier de l'étudiant les acquis correspondant à ces objectifs. (<i>Règlement des études 432 / 013-11</i>, art. 130)</p> <p>Le candidat qui ne détient pas un baccalauréat ou une équivalence peut être admis dans un programme sans mémoire s'il possède des connaissances appropriées, la formation ou une expérience significative de travail d'au moins dix (10) ans à titre de professionnel ou, le cas échéant, s'il a réussi une propédeutique. Le coordonnateur des études évaluera les connaissances et l'expérience du candidat. (<i>Règlement des études 432 / 013-11</i>, art. 85b)</p>
INRS	<p>La personne qui présente une demande de reconnaissance d'acquis découlant d'expériences de travail et qui n'est pas attestée par un établissement d'enseignement reconnu peut être soumise à une vérification de ses connaissances et de ses habiletés. (<i>Règlement sur les études supérieures de l'INRS</i>, art. 9.9.3)</p> <p>L'intégration consiste à reconnaître que les connaissances acquises et les habiletés développées par la réalisation de différentes activités ont permis à l'étudiant d'atteindre certains objectifs du programme. (<i>Règlement sur les études supérieures de l'INRS</i>, art. 9.9.4e)</p> <p>Les conditions d'admission sont les suivantes : [...] avoir les connaissances, la formation ou l'expérience jugées pertinentes par le Comité de programme; (<i>Règlement sur les études supérieures de l'INRS</i>, art. 9.3.1a)</p>

Annexe 3 : Définitions des formes de RAC repérées dans les dispositions réglementaires des universités⁷⁸

Équivalence (E)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Un cours suivi avec succès dans une autre université ou, dans le cas d'une entente précise à cet effet, dans un établissement d'enseignement collégial, peut, sur production de pièces justificatives, donner lieu à une équivalence. (Laval) ▪ Il y a équivalence d'un cours lorsqu'un ou des cours réussis par un étudiant dans une autre institution d'enseignement supérieur satisfont aux exigences d'un cours inscrit à son programme (Polytechnique) ▪ Il y a équivalence de cours lorsqu'un ou des cours réussis par un étudiant avant son inscription dans son programme satisfont aux exigences d'un cours inscrit à ce programme. (UdeM) ▪ Il y a équivalence lorsqu'une ou des activités de formation réussies par un étudiant dans un autre établissement d'enseignement universitaire satisfont aux exigences d'un cours ou d'un bloc de cours de son programme. (HEC) ▪ Les crédits obtenus dans une autre université ou les acquis reconnus peuvent valoir des crédits par équivalence. (Sherbrooke)
Transfert (T)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Il y a transfert d'un cours lorsqu'un cours offert et inscrit au plan d'études du candidat a déjà été suivi avec succès par celui-ci avant son admission à un nouveau programme. (Polytechnique) ▪ Il y a transfert lorsqu'un cours suivi à l'Université de Montréal, pour lequel la note de passage a été obtenue et qui n'a pas contribué à l'obtention d'un grade, est reporté d'un programme à un autre, ou lorsque des cours suivis à titre d'étudiant libre à l'Université sont reportés au programme de l'étudiant. (UdeM) ▪ Il y a transfert lorsque les résultats d'un cours déjà réussi à HEC Montréal dans un autre programme ou à titre d'étudiant libre sont portés sur le relevé de notes de l'étudiant pour un programme donné. (HEC) ▪ Le transfert de cours pour un programme donné consiste à transférer au dossier de l'étudiante, l'étudiant les résultats de cours déjà réussis dans un programme de l'Université dont l'étudiante, l'étudiant est diplômé (UQAM) ▪ Le transfert consiste à porter sur le relevé de notes de la personne admise dans un programme de l'Université les résultats d'un cours qui fait partie de ce programme et qui a été réussi dans le cadre d'un autre programme complété à l'Université et pour lequel la personne a obtenu un diplôme. (UQTR) ▪ Le transfert consiste à porter au dossier étudiant informatisé, pour un programme donné, les résultats d'un cours déjà réussi à l'UQAC dans le cadre d'un programme terminé. (UQAC) ▪ Consiste à porter sur le relevé de notes, pour un programme donné, les résultats et les crédits de cours déjà réussis à l'Université dans le cadre d'un programme de même cycle, et menant à l'obtention d'un diplôme terminé (UQAR) ▪ Le transfert consiste à porter au relevé de notes de l'étudiant le résultat d'une activité déjà réussie dans un autre programme de l'ENAP. (ENAP)

⁷⁸ Toutes les universités n'ont pas précisé la définition qu'elles donnent aux formes de reconnaissance d'acquis qu'elles offrent, ce qui explique que certaines universités soient absentes de cette compilation (notamment les universités anglophones).

	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les résultats d'un Cours déjà réussi par un Étudiant dans un programme sont portés sur son relevé de notes dans un autre programme de même cycle. (INRS) ▪ Le transfert consiste à porter sur le relevé de notes, pour un programme donné, les résultats d'un cours déjà réussi dans l'établissement dans le cadre d'un programme terminé. (UQAT) ▪ Le transfert de cours consiste à porter sur le relevé de notes de l'étudiant pour un programme donné, les résultats d'un cours déjà réussi à l'UQO, dans le cadre d'un programme terminé. (UQO) ▪ Le transfert consiste à porter au relevé de notes de l'étudiant le résultat et les crédits d'un cours déjà réussi provenant d'un autre programme de même cycle de l'établissement (TELUQ) ▪ Le transfert consiste à porter sur le relevé de notes de l'étudiant pour un programme donné, les résultats d'un cours déjà réussi à l'École, dans le cadre d'un programme terminé (ETS)
Substitution (S)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ La substitution de cours consiste à remplacer des cours d'un programme donné par d'autres que l'étudiant a déjà suivis avec succès à l'Université, lorsque le contenu et les objectifs de ces cours sont similaires. (Laval) ▪ Il y a substitution d'un cours lorsqu'un étudiant qui fait un changement de programme, obtient du responsable de son nouveau programme la reconnaissance d'un cours déjà réussi. (Polytechnique) ▪ Il y a substitution de cours lorsque le doyen ou l'autorité compétente autorise l'étudiant qui ne peut suivre les cours obligatoires ou à option de la version de programme dans laquelle il a été admis à s'inscrire à d'autres cours. (UdeM) ▪ Il y a substitution lorsqu'un étudiant est autorisé à remplacer un cours de son programme par un autre cours offert à HEC Montréal ou dans une autre institution universitaire. (HEC) ▪ Les crédits obtenus dans une autre université ou les acquis reconnus peuvent conduire la faculté à effectuer une substitution d'activités pédagogiques. Une activité pédagogique du programme est alors remplacée par une autre jugée plus appropriée. (Sherbrooke) ▪ La substitution de cours consiste à porter au dossier de l'étudiante, l'étudiant, en remplacement d'un cours obligatoire ou optionnel prévu à son programme d'études, les crédits et le résultat obtenus dans un autre cours de niveau universitaire (que ce cours ait été suivi dans le cadre d'un programme complété ou non). (UQAM) ▪ La substitution consiste à porter au relevé de notes de l'étudiant, en remplacement d'un cours prévu à son programme, les crédits et le résultat obtenus dans un autre cours. (UQTR) ▪ Consiste à substituer par d'autres cours, certains de ceux prévus dans le programme de l'étudiant (UQAR) ▪ La substitution consiste à porter au relevé de notes de l'étudiant, en remplacement d'une activité prévue à son programme, les crédits et le résultat obtenus dans une autre activité. (ENAP) ▪ L'inscription à un Cours déterminé du programme concerné est remplacée par une inscription à un autre Cours (INRS) ▪ La substitution consiste à porter au relevé de notes de l'étudiant, en remplacement d'un cours prévu à son programme, les crédits et le résultat obtenus dans un autre cours. (UQAT) ▪ La substitution de cours consiste à remplacer par d'autres cours certains de ceux prévus au programme de l'étudiant en fonction de ses acquis antérieurs. (UQO) ▪ La substitution consiste à porter au relevé de notes de l'étudiant, en remplacement d'un cours prévu à son programme, les crédits et le résultat obtenus dans un autre cours. (TELUQ)

	<ul style="list-style-type: none"> La substitution consiste à remplacer par d'autres cours certains de ceux prévus au programme de l'étudiant (ETS)
Exemption (X)	<ul style="list-style-type: none"> L'exemption de cours consiste à lever l'obligation de suivre un ou des cours du programme auquel l'étudiant est inscrit lorsqu'un ensemble d'activités de formation qu'il a suivies dans un autre programme de l'Université correspond au contenu d'un ou de plusieurs cours du programme. (Laval) Il y a exemption d'un cours lorsque la formation et l'expérience d'un candidat justifient qu'il n'ait pas à s'y inscrire (Polytechnique) Il y a exemption de cours lorsque la formation ou l'expérience d'un étudiant justifie de l'autoriser à ne pas suivre un cours inscrit à son programme. (UdeM) Il y a exemption lorsque la somme de l'expérience professionnelle ou la formation antérieure d'un étudiant satisfont aux exigences d'un cours ou d'un bloc de cours de son programme. (HEC) L'exemption de cours s'appuie sur un jugement d'équivalence entre deux cours, établie après étude des objectifs, du contenu, des méthodes pédagogiques et des méthodes d'évaluation de chacun d'eux. L'exemption consiste à soustraire l'étudiante, l'étudiant à l'obligation de suivre un ou des cours de son programme d'études. (UQAM) L'exemption consiste à soustraire l'étudiant à l'obligation de suivre un ou plusieurs cours de son programme. Elle s'applique lorsque l'adéquation peut être établie de façon claire entre les acquis de l'étudiant et un ou des cours précis du programme. (UQTR) L'exemption consiste à lever l'obligation de suivre un cours donné dans un programme; [...]. Pour qu'il y ait exemption, il faut que la concordance (équivalence) ait été établie à la suite de la comparaison des contenus et des objectifs des deux cours ou de l'expérience de travail. (UQAC) Consiste à lever l'obligation de suivre un ou des cours donnés dans un programme (UQAR) L'exemption consiste à lever l'obligation de suivre et de réussir une activité du programme (ENAP) L'inscription à un Cours donné du programme concerné n'est pas requise (INRS) L'exemption consiste à lever l'obligation de suivre et de réussir un cours donné dans un programme (UQAT) L'exemption de cours, qui s'appuie sur un jugement d'équivalence, consiste à soustraire l'étudiant à l'obligation de suivre un ou des cours du programme d'études auquel il est inscrit. (UQO) L'exemption consiste à lever l'obligation de suivre et de réussir un cours du programme (TELUQ) L'exemption consiste à lever l'obligation de suivre un cours donné dans un programme (ETS)
Dispense (D)	<ul style="list-style-type: none"> a) Dispense de cours : lorsque la démonstration des acquis extrascolaires faite par l'étudiant témoigne de l'atteinte des objectifs ou des compétences d'un cours du programme offert à l'Université. b) Dispense de crédits : lorsque la démonstration des acquis extrascolaires faite par l'étudiant témoigne de l'atteinte des objectifs ou d'un niveau de compétences d'une partie de la scolarité du programme offert à l'Université. (Laval) Le cours pour lequel une substitution est accordée apparaît sur le relevé de notes avec la mention «DI» (dispense). Les crédits rattachés à ce cours ne sont pas comptés dans le total des crédits requis pour compléter le programme. (HEC)
Ajustement (A)	<ul style="list-style-type: none"> L'ajustement de programme consiste à remplacer des cours d'un

	programme par d'autres du même programme, pour un étudiant dont les acquis ne donnent lieu ni à des équivalences ni à des dispenses ou correspondent à des cours ayant comme préalable un test de classement. (Laval)
Récupération (R)	<ul style="list-style-type: none"> La récupération de scolarité consiste à reconnaître des activités déjà suivies dans un ou plusieurs programmes à l'Université (Laval) La récupération consiste à porter au relevé de notes de l'étudiant le résultat et les crédits d'une activité réussie provenant d'un autre programme non complété ou ne menant pas à l'obtention d'un diplôme. (ENAP)
Validation (V)	<ul style="list-style-type: none"> La validation consiste à porter au dossier étudiant informatisé, pour un programme donné, le résultat d'un cours déjà réussi à l'UQAC dans le cadre d'un programme non terminé. (UQAC)
Report (Re)	<ul style="list-style-type: none"> Le report de cours consiste à porter au dossier de l'étudiante, l'étudiant, avec son résultat, un cours de son programme réussi antérieurement dans un autre programme non complété (UQAM)
Intégration (Int)	<ul style="list-style-type: none"> L'intégration consiste à reconnaître que certaines activités de l'étudiante, l'étudiant, antérieures à son admission dans le programme, lui ont permis de satisfaire à des exigences du programme, en vertu de quoi cette personne se voit dispensée globalement d'un certain nombre de cours du programme. (UQAM) L'intégration permet de reconnaître qu'un candidat a atteint certains objectifs de son programme sans que l'on puisse établir l'adéquation entre les acquis de l'étudiant et un ou des cours précis du programme. (UQTR) L'intégration permet de reconnaître que certains objectifs du programme ont été atteints lorsqu'il n'est pas possible de trouver le ou les cours correspondants dans la banque des cours. (UQAC) Permet de reconnaître que les connaissances acquises et les habiletés développées par la réalisation de différentes activités ont permis l'atteinte de certains objectifs d'un programme ont été atteints avant l'admission (UQAR) L'intégration consiste à reconnaître que les connaissances acquises et les habiletés développées par la réalisation de différentes activités ont permis à l'étudiant d'atteindre certains objectifs du programme. (ENAP) L'intégration consiste à reconnaître que les connaissances acquises et les habiletés développées par la réalisation de différentes activités ont permis à l'Étudiant d'atteindre certains objectifs du programme (INRS) L'intégration consiste à reconnaître que les connaissances acquises et les habiletés développées par la réalisation de différentes activités ont permis à l'étudiant d'atteindre certains objectifs du programme. (UQAT) L'intégration permet de reconnaître qu'un étudiant a atteint certains objectifs de son programme préalablement à son admission. (UQO) L'intégration consiste à reconnaître que les connaissances acquises et les habiletés développées par la réalisation de différentes activités ont permis à l'étudiant d'atteindre certains objectifs du programme. (TELUQ) L'intégration permet de reconnaître qu'un étudiant a atteint certains objectifs de son programme préalablement à son admission. (ETS)
Insertion (Ins)	<ul style="list-style-type: none"> L'insertion consiste à intégrer dans un programme de DESS / maîtrise / doctorat des crédits obtenus dans le cadre d'un programme de maîtrise ou d'un programme court de deuxième ou troisième cycle complété (UQAM) L'insertion s'applique à un programme de maîtrise prévoyant la reconnaissance des crédits de scolarité obtenus dans le cadre d'un programme court de deuxième cycle ou d'un DESS qui a été complété.

	<p>Elle s'applique également à un programme de doctorat prévoyant la reconnaissance des crédits de scolarité obtenus dans le cadre d'une maîtrise qui a été complétée. (UQTR)</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ L'insertion consiste à intégrer dans un programme de DESS / maîtrise / doctorat des crédits obtenus dans le cadre d'un programme de maîtrise ou d'un programme court de deuxième ou troisième cycle complété (UQAC) ▪ L'insertion consiste à intégrer dans un programme de DESS / maîtrise / doctorat des crédits obtenus dans le cadre d'un programme de maîtrise ou d'un programme court de deuxième ou troisième cycle complété (UQAR) ▪ L'insertion consiste à intégrer dans un programme de DESS / maîtrise / doctorat des crédits obtenus dans le cadre d'un programme de maîtrise ou d'un programme court de deuxième ou troisième cycle complété (ENAP) ▪ le programme de maîtrise prévoit la reconnaissance des Crédits de Cours obtenus dans le cadre d'un programme court ou d'un DESS. Le programme de doctorat prévoit la reconnaissance des Crédits de Cours obtenus dans le cadre d'une maîtrise (INRS) ▪ L'insertion consiste à intégrer dans un programme de DESS / maîtrise / doctorat des crédits obtenus dans le cadre d'un programme de maîtrise ou d'un programme court de deuxième ou troisième cycle complété (UQAT) ▪ L'insertion consiste à intégrer dans un programme de DESS / maîtrise / doctorat des crédits obtenus dans le cadre d'un programme de maîtrise ou d'un programme court de deuxième ou troisième cycle complété (UQO) ▪ L'insertion consiste à intégrer dans un programme de DESS / maîtrise / doctorat des crédits obtenus dans le cadre d'un programme de maîtrise ou d'un programme court de deuxième ou troisième cycle complété (TELUQ) ▪ Consiste à intégrer dans un programme des crédits obtenus dans le cadre d'un autre programme et pour lequel une passerelle a été approuvée. (ETS)
--	---

Annexe 4 : Tableaux synthèses (Annexe C et Annexe D) répertoriés dans le rapport de la FEP (2004) sur les pratiques de RAC dans les universités québécoises

ANNEXE C - Tableau comparatif de la reconnaissance des acquis dans 8 établissements universitaires québécois

Université	UdeM	U Sherbrooke	U Laval	UQÀM	ETS	HEC Montréal	Polytechnique	TÉLUQ
Définition de la reconnaissance des acquis	Il existe différentes formes de reconnaissance de crédits : l'équivalence de cours ou de programme, l'exemption, le transfert ou la substitution.	Doit concilier Rigueur et flexibilité. Acte par lequel L'U décide de l'admission, de l'allocation de crédits en équivalence ou de la substitution d'une activité pédagogique par une autre, après une évaluation de la pertinence, de la qualité, de la validité de l'équivalence et de la qualité comparable des acquis et compétences.	Jugement sur les connaissances et les habiletés d'une personne, considérées pertinentes pour entreprendre ou poursuivre des études à l'université. La RA doit être juste, adéquate et transparente.	L'UQÀM reconnaît que la formation, les connaissances ou les savoir-faire acquis par une étudiant antérieurement à son admission ou parallèlement à son cheminement peuvent correspondre à la formation d'un ou plusieurs cours du programme. RA conduit à : L'exemption, la substitution, le transfert, le report et l'intégration. Acquisition de connaissances et d'une formation dans le cadre d'un milieu de travail organisé afin de réaliser des objectifs spécifiques, compatibles avec ceux du futur programme.	La formation peut avoir été acquise dans un milieu de travail ou dans le cadre de cours. Reconnaissance conduit à : L'exemption, la substitution, la transfert, l'intégration.	La RA peut conduire à des équivalences, des exemptions ou des substitutions Les cours offerts par des associations professionnelles ne peuvent faire l'objet d'une demande d'équivalence.		Par la reconnaissance des acquis, LA TÉLUQ veut reconnaître la valeur de la formation pertinente que possède déjà une personne lors de sa première inscription dans un programme. Cette formation peut être acquise dans un milieu de travail ou dans le cadre de cours. Reconnaissance conduit à : L'exemption, la substitution, la transfert, l'intégration. Doit faire la démonstration qu'il s'agit d'une expérience professionnelle supplémentaire à celle nécessaire pour être admise.
Reconnaissance des acquis est désignée :	Mentionne la reconnaissance de crédits et non pas d'acquis. Mention de l'exemption.	Peut donner lieu à une équivalence ou à une substitution.	Peut donner lieu à une équivalence, une dispense, une substitution, un ajustement ou une exemption.	Peut donner lieu à l'exemption, à la substitution ou à l'intégration.	Utilisation du terme Intégration.	Utilisation du terme exemption.	Utilisation du terme exemption.	Utilisation du terme intégration.
Définition de Équivalence	EQV : Lorsqu'un cours réussi satisfait aux exigences d'un cours inscrit au programme. Au bulletin : EQV	EQV : Crédits obtenus dans une autre université ou : les acquis et compétences reconnus. Au bulletin : EQ	EQV : Activité de formation suivie avec succès dans une autre Université ou dans un établissement collégial sur production des pièces justificatives Au bulletin : V	EQV : N'existe pas.	EQV : N'existe pas.	EQV : Peut être demandé que pour des cours déjà suivis, réussis et crédités dans un autre établissement universitaire.	EQV : Lorsqu'un cours réussi par un étudiant satisfait au contenu d'un cours faisant partie de son programme. Au bulletin : EQV	EQV : N'existe pas.

Définition de Exemption	EXE : Lorsque la formation ou l'expérience permet de l'autoriser à ne pas suivre un cours inscrit au programme. Au bulletin : EXE	EXE : N'existe pas.	EXE; Exemption de cours préalables, de cours concomitants et de niveau préalable consiste à reconnaître qu'un étudiant a acquis une activités de formation ou un ensemble de cours dans un programme.	EXE : Jugement d'équivalence entre deux cours établi après étude des objectifs, etc. des deux cours. Aucune exemption si note inférieure à C. Au bulletin K	EXE : Lever l'obligation de suivre un cours. Au bulletin K	EXE : Exemption lorsque la formation et l'expérience de l'étudiant permettent de ne pas suivre ce cours.	EXE : Exemption lorsque la formation et l'expérience de l'étudiant permettent de ne pas suivre ce cours.	EXE : Lever l'obligation de suivre un cours donné. Au bulletin K
Définition de : Substitution	SUBST : Lorsqu'un cours remplace un autre cours du même programme. Au bulletin : note	SUBST : Crédits obtenus dans une autre université ou les acquis et compétences reconnus peuvent amener une substitution. Au bulletin : XS	SUBST : Remplacer des activités par des activités suivies dans une autre université. Mention : RPL_ Note	SUBST : Porter au dossier, en remplacement d'un cours, les crédits et le résultat obtenu dans un autre cours.	SUBST : Remplacer par d'autres cours certains de ceux prévus au programme.	SUBST : Lorsqu'un cours remplace un autre cours du programme.	SUBST : Lorsqu'un cours remplace un autre cours du programme.	SUBST Remplacer par d'autres cours certains cours du programme.
Définition de : Transfert	TRANSF : Lorsqu'un cours est reporté d'un programme à un autre par modification d'inscription, mais sans faire l'objet d'une demande d'EQV ou d'EXE. Au bulletin : note	TRANSF Les crédits obtenus à l'UdeS et reconnus dans un programme y sont transférés avec leurs notes.	TRANSF Aucune mention (fait référence à équivalence).	TRANSF : Transférer au dossier les résultats de cours déjà réussis dans un programme de l'Université dont l'étudiant est diplômé. Note transférée	TRANSF Porter sur le relevé de notes les résultats d'un cours déjà réussi, dans le cadre d'un programme terminé.	TRANSF Aucune mention	TRANSF Lorsqu'un cours est reporté d'un programme à un autre par modification d'inscription.	TRANSF Porter sur le relevé de notes les résultats d'un cours déjà réussi à l'école, dans le cadre d'un programme terminé.
Définition de : Intégration	INTGR : Terme n'existant pas	INTGR : Aucune mention	INTGR : Terme n'existant pas	INTGR Reconnaître que certaines activités antérieures à l'admission permettent de satisfaire à des exigences de programme, en vertu de quoi, cette personne se voit dispensée de ce cours.	INTEGR Permet de reconnaître qu'un étudiant a atteint certains objectifs de son programme préalablement à son admission.	INTEGR Terme n'existant pas	INTEGR Terme n'existant pas	INTEGR Permet de reconnaître qu'un étudiant a atteint certains objectifs de son programme préalablement à son admission.

Définition de : Dispense	DISP : Aucune mention	DISP : Aucune mention	Sur la base d'études antérieures, la personne estime connaître la matière d'un ou des cours; elle peut être dispensée de ce cours. Doit présenter au directeur une demande et les pièces justificatives. Doit réussir un examen. La note obtenue va sur le bulletin. Si, par son expérience ou par d'autres activités, il a acquis des connaissances ou des habiletés qui satisfont aux objectifs il peut obtenir une dispense et les crédits attachés.	DISP : Aucune mention	DISP : Aucune mention	DISP : Aucune mention	DISP : Aucune mention	DISP : Aucune mention
Règlement des études ou politique institutionnelle	Règlement pédagogique	Règlement des études	Règlement des études	Règlement des études	Règlement des études	Règlement des études	Règlement des études	Règlement des études
Reconnaissance de cours ou de blocs de cours (objectifs)	Cours ou de programme Aucune mention de bloc	Cours et objectifs du programme	Cours et objectifs du programme	Cours et objectifs du programme	Cours et d'objectifs du programme	Cours Aucune mention de bloc	Cours	Un ou des cours et objectif du programme
Reconnaissance des acquis du niveau collégial	Aucune mention	Aucune mention	Activités préuniversitaires ne peuvent normalement donner lieu ni à des dispenses, ni à des équivalences.	Études collégiales préuniversitaires : Aucune exemption ni intégration. Peut y avoir substitution. Étude collégiales techniques : exemption ou intégration : maximum de 15 cr. Aussi substitution	Seulement donner des substitutions. Aucune exemption ni intégration.	Aucune équivalence Certaines substitutions ou exemptions pour certains cours.	Aucune mention	Études collégiales préuniversitaires : Aucune exemption, ni intégration. Études collégiales techniques : exemption, substitution ou intégration.

Composition du dossier de reconnaissance des acquis	Demande par écrit, fournir les pièces justificatives appropriées et justifier le bien-fondé dans les délais prescrits par la Faculté.	Formulaire de RA (ou formulaire d'admission) Curriculum vitae Document décrivant la pertinence des acquis. Description des emplois occupés Attestations officielles et autres documents pertinents.	Demande accompagnée des pièces justificatives pertinentes attestant de l'expérience et des activités invoquées.	Formulaire prévu à cette fin Pièces requises : Document rédigé par l'étudiant relatant et analysant son expérience professionnelle. Décrire le lieu, nature et durée de l'expérience; Identifier les cours correspondants à l'expérience et démontrer que cette expérience justifie l'exemption. Attestation de l'employeur précisant la nature et durée du travail. Autres infos	Formulaire RA Pièces justificatives officielles pertinentes (description des cours ou de l'expérience) Relevé de notes Attestation de l'employeur.	Formulaire approprié Relevé de notes Description du programme, description sommaire du cours, plan détaillé de chacun des cours, conditions de réussite, etc. Pour exemption : description détaillée de l'expérience.	Aucune spécification Demande écrite	Aucune mention
Formulaire pour construire la RA	Aucun	Formulaire spécifique + inclus dans demande d'admission.	Aucune mention	Formulaire prévu à cette fin	Formulaire prévu à cette fin	Formulaire approprié?	Aucune mention	Aucune mention
Personne-ressource pour RA	Non	L'étudiant peut consulter le responsable du prog. ou un conseiller en orientation.	Non	Non	Non	Non	Non	Non
Demande doit être adressée à :	Aucune mention précise	Soumise à la Faculté	Directeur de programme	Directeur ou responsable du programme	Bureau du registraire Transmet ensuite au responsable de l'unité administrative.	Bureau du registraire HEC : Demande transmise à la direction du programme.	Bureau des affaires académiques	Responsable du programme ou son mandataire
Date limite pour faire demande de RA	Si plus de 15 crédits, demande doit être présentée avec la demande d'admission.	Aucune	Deux premières sessions pour expérience antérieure. Pour activités réalisées en cours de programme, demande doit être faite durant la session qui suit.	Demande doit suivre l'admission et l'inscription et ne pas dépasser la fin du premier trimestre.	Avant la fin du premier trimestre	Avant sa première inscription au programme	Au moment de l'admission	Dès que possible après le début du cheminement.

Outils pour évaluer le cours demandé	Aucun	Grille d'analyse du dossier où l'info est quantifiée. Grille utilisée pour les étudiants n'ayant pas de sec. V. Elle analyse le traitement de l'information, la capacité d'analyse, de synthèse et de compréhension. L'évaluation du dossier doit : Évaluer la validité, la pertinence, l'équivalence des apprentissages, la qualité. Peut être soumis à examen, production, etc.	Aucune mention de formulaire ou quoi que ce soit d'autre.	L'analyse doit déterminer le niveau de formation, de connaissances ou de savoir-faire acquis en fonction de cours. Peut être soumis à un examen, test, production de documents.	Peut être soumis à la vérification de ses connaissances.	Peut être soumis à des vérifications.	Aucune mention	Demande peut amener une vérification de la formation acquise.
Personne (s) prenant la décision pour la reconnaissance des acquis	Décision doit être approuvée par le doyen et par le registraire (si équivalence de programme).	Professeur évalue et transmet sa décision (avec un rapport) au responsable de programme qui lui, la transmet au vice doyen à l'enseignement et ensuite au registraire. Ce dernier n'a aucun pouvoir décisionnel.	Directeur de programme qui peut collaborer avec le directeur de l'unité responsable de l'activité de formation.	Directeur peut accepter ou non la demande. S'il accepte, les documents sont soumis au doyen qui lui, le transmet au registraire.	Responsable de l'unité administrative et au besoin, les personnes compétentes dans les matières concernées. Le responsable doit faire parvenir un rapport sur l'évaluation de l'expérience au registraire. Le registraire juge à son tour de la recevabilité et transmet la décision à l'étudiant.	Direction du programme	Aucune mention	Recommandation du responsable du programme qui transmet sa décision pour être validée par le registraire.
Nombre maximum crédits pouvant être reconnus	La moitié des cours.	Pour un grade : 2/3 des crédits. Moitié des crédits d'un Certificat.	La moitié du programme maximum	Pour un grade : 2/3 des crédits. Moitié des crédits d'un Certificat.	La moitié des crédits d'un certificat. 2/3 des crédits pour un baccalauréat.	L'étudiant doit suivre au moins 50% des crédits.	Maximum la moitié du programme	Pour grade : 2/3 maximum. Certificat : Nombre de crédits est déterminé en vérifiant que les acquis qui fondent la demande et que les cours qui restent à suivre permettent d'atteindre les objectifs du programme.

Mention au bulletin (exe, eqv, transf)	Probablement EXE	EQ pour équivalence XS pour substitution	La lettre « P » est indiquée au bulletin	Aucune mention	Aucune mention claire	Aucune mention.	Exemption	Aucune mention
Note au bulletin	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non
Frais pour l'étude de RA	Non	Aucuns frais mais propose que la ½-2/3 des droits de scolarité (100-120\$) soit chargés aux étudiants.	Aucune mention	Aucune mention	Aucune mention	Aucune mention	Aucune mention	Aucune mention
Procédure d'appel	Aucune mention dans le règlement pédagogique	Deux procédures, une informelle et l'autre formelle. Même procédure que pour révision de note : Comité nommé par vice doyen où le professeur, le responsable du programme et 2 autres experts sont nommés. Le professeur ne fait pas partie de la décision.	Aucune mention	Oui. Peut faire appel au conseil académique des Facultés. Décision finale et sans appel.	Si divergence entre responsable et registraire : Soumis au doyen pour analyse Révision par l'étudiant : 20 jours, demande adressée au doyen. Analyse avec le registraire et le responsable. Décision finale et sans appel.	Aucune mention	Aucune mention	Procédure d'appel selon la procédure établie (aucune spécification)

ANNEXE D

TABEAU SYNTHÈSE DE LA RECONNAISSANCE DES ACQUIS DANS 16 ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES QUÉBÉCOIS
Pratiques et règles publiques en vigueur

Nom de l'établissement d'enseignement universitaire		Est-ce que l'établissement a centralisé l'information en matière de reconnaissance des acquis sur son site Internet?	Est-ce que l'étudiant est à même de se procurer l'information sur le cheminement, l'échéancier et l'utilisation des formulaires afférents en matière de reconnaissance des acquis?	Est-ce que l'établissement offre à l'étudiant de l'information sur les mesures de soutien qui sont à sa disposition lorsqu'il fait une demande de reconnaissance des acquis?	Est-ce que l'établissement possède une politique institutionnelle, des règles et des procédures en matière de reconnaissance des acquis scolaires?	Est-ce que l'établissement a défini des modalités particulières en matière de reconnaissance des acquis extrascolaires?	Est-ce que l'établissement utilise surtout la pratique du cas par cas pour reconnaître des cours réussis dans les autres établissements d'enseignement?	Est-ce que l'établissement possède des données concernant le nombre d'ententes intervenues avec d'autres établissements d'enseignement en matière de transfert de crédits?	Est-ce que des données illustrant le portrait d'ensemble de l'établissement en matière de reconnaissance des acquis sont disponibles?
1		2	3	4	5	6	7	8	9
1	ENAP	non	oui ¹	oui	oui	non	oui	oui	non
2	École Polytechnique	non	oui	oui	oui	non	oui	oui	non
3	ÉTS	oui ²	oui	oui	oui	non ³	oui ⁴	oui ⁵	non
4	HEC (MTL)	oui ⁶	oui	oui ⁷	oui	oui ⁸	oui ⁹	non	non
5	INRS	oui	oui	oui	oui	oui	oui	non	non
6	Université Bishop's	oui	oui	— ¹⁰	oui	non	oui	oui	non
7	Université Concordia	non	oui ¹¹	non	non ¹²	non ¹³	oui	oui	non
8	Université McGill	non ¹⁴	oui	non	oui ¹⁵	non	oui	non	oui
9	Université Laval	oui ¹⁶	oui	oui ¹⁷	oui	oui	non ¹⁸	oui	oui
10	Université de Mtl	non ¹⁹	oui	non	oui ²⁰	non ²¹	oui	non	non ²²
11	UQAM (1 ^{er} cycle)	non	oui ²³	non	oui	oui	non ²⁴	non ²⁵	non ²⁶
12	UQAR	non ²⁷	oui	oui	oui	oui	oui	oui ²⁸	non
13	UQAT	oui ²⁹	oui	oui ³⁰	oui	oui	oui	non	non
14	UQO	oui ³¹	oui	oui	oui ³²	oui ³³	non ³⁴	oui ³⁵	non ³⁶
15	U. de Sherbrooke	non	oui ³⁷	oui	oui ³⁸	oui ³⁹	oui	non	non
16	TÉLUQ	oui	oui	oui	oui	oui	oui	non	— ⁴⁰
Total des résultats*		non : 8 / oui : 8	non : 0 / oui : 16	non : 4 / oui : 11 Rép. imprécise : 1	non : 1 / oui : 15	non : 7 / oui : 9	non : 3 / oui : 13	non : 8 / oui : 8	non : 13 / oui : 2 Rép. imprécise : 1

- ¹ L'approche est personnalisée pour les étudiants concernés.
- ² Cette information se trouve dans le règlement des études de 1er cycle et dans le règlement des études de cycles supérieurs sous la rubrique Secrétaire général.
- ³ En général, les modalités sont les mêmes que pour la reconnaissance des acquis scolaires (règlements, fiche de renseignement et formulaire).
- ⁴ La première évaluation d'un cours est faite par le département concernée qui avise le bureau du registraire de sa décision. Celui-ci l'ajoute ensuite dans sa banque de données.
- ⁵ Pour obtenir ces données par établissement d'origine, il faudrait retourner dans les dossiers papiers.
- ⁶ Oui pour les programmes de certificat, DESS, MSc, PhD. Au MBA – reconnaissance des diplômes HEC seulement.
- ⁷ Pour le programme de certificat, un guide est disponible; pour tous les programmes, l'information est disponible auprès des agentes-conseil.
- ⁸ Pour le programme de certificat seulement.
- ⁹ Oui pour les programmes de certificat, DESS, MSc, PhD; Au BAA, il existe une base de données.
- ¹⁰ N.B. Les renseignements fournis ne permettent pas donner une réponse précise à cette question.
- ¹¹ Nous n'avons pas de formulaires afférents en matière de reconnaissance des acquis.
- ¹² Normalement, les acquis scolaires seront évalués s'ils apparaissent sur un relevé de notes officiel d'une institution scolaire accréditée. Suite à une évaluation, nous pourrions accorder un transfert de crédits.
- ¹³ Dans certains programmes de deuxième cycle (EMBA, AMBA) à l'école de gestion John-Molson, une expérience pertinente peut compenser un manque de formation universitaire.
- ¹⁴ La page d'accueil pour les admission au premier cycle donne accès à l'information sur la reconnaissance d'équivalence ou transferts d'unités.
- ¹⁵ Les politiques de reconnaissance des acquis scolaires sont intégrées aux politiques d'admission de chaque faculté.
- ¹⁶ Dans le règlement des études disponible sur le site Internet de l'Université Laval de même que dans le guide administratif accessible à tous.
- ¹⁷ La direction du programme d'études concerné, la direction générale des programmes du premier cycle (candidats adultes) et le Bureau du registraire.
- ¹⁸ L'analyse du cas par cas est utilisée pour les nouveaux cours, mais les directions de programme ont aussi à leur disposition des cahiers d'équivalences faisant état des activités déjà reconnues.
- ¹⁹ La reconnaissance des acquis est présente sur le site Internet de l'Université mais fractionnée par programme (conditions d'admission).
- ²⁰ Il existe des procédures facultaires, mais pas de politique institutionnelle. De plus, le règlement pédagogique cadre donne des balises pour la gestion de crédits universitaires déjà acquis.
- ²¹ Seulement pour certains programmes.
- ²² Les données existent, mais ne sont pas colligées.
- ²³ Le règlement numéro 5 sur les études de premier cycle est explicite à ce sujet.

- 24 Certaines facultés/écoles ont établi des listes de cours équivalents entre les universités.
- 25 Ces données pourraient, sur demande, être produites par l'UQAM.
- 26 Cette étude pourrait être effectuée, sur demande, par l'UQAM.
- 27 Au premier cycle l'information est disponible grâce à l'hyper lien Régime des études de premier cycle et, au 2e cycle, grâce à l'icône dossier étudiant avec référence au registraire.
- 28 Le Bureau du registraire tire ses données du site de la CREPUQ. Toutefois, la situation est différente pour les institutions universitaires hors Québec sauf celles avec lesquelles des ententes ont été conclues.
- 29 Dans la section « Politiques et règlements ».
- 30 Par le directeur du module et le personnel qui est rattaché à cette instance.
- 31 Les informations relatives aux dispositions générales du processus de reconnaissance des acquis sont accessibles sur le site de l'UQO; mais, il n'y a pas de page spécifique sur le site Web traitant de cette question.
- 32 Certaines procédures internes reliées aux caractéristiques du programme sont en vigueur, mais elles ne sont pas systématiquement colligées et examinées au niveau institutionnel.
- 33 La première forme consiste en une exemption de l'obligation de suivre certains cours du programme; la deuxième, utilisée plus régulièrement, porte le nom de « Validation des acquis au moyen d'un examen ».
- 34 Chaque programme dispose d'une grille de correspondance entre les cours de l'UQO et ceux d'autres établissements. Des études cas par cas sont requises pour les cours ne figurant pas à cette grille.
- 35 Le nombre d'ententes intervenues à cet égard est très limité et ne vise que certains programmes spécifiques, en particulier en administration.
- 36 Des données générales peuvent être facilement et rapidement générées à ce sujet.
- 37 Auprès de sa faculté ou département
- 38 OUI pour les règles et procédures, NON pour la politique.
- 39 C'est selon les programmes d'études.
- 40 N.B. Les renseignements fournis ne permettent pas donner une réponse précise à cette question.
- * Ce questionnaire a été envoyé à 19 établissements d'enseignement universitaire.